
PRODUCTION AGRICOLE & SON ORGANISATION

.....

Présentée et soutenue le Lundi 14 Janvier 1907 à 2 heures du soir

Eugène BIDOUËT

There is no more than a *prima facie* case.

.....

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ÉDITEUR

1907

THÈSE DE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les Thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à l'auteur .

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA

PRODUCTION AGRICOLE & SON ORGANISATION

DANS LE BAS-BERRY CONTEMPORAIN

ÉTUDE D'ÉCONOMIE RURALE
SUR LE DÉPARTEMENT DE L'INDRE A L'ÉPOQUE ACTUELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT (Sciences politiques et économiques)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Lundi 14 Janvier 1907 à 2 heures du soir

PAR

Eugène BIDOUËT

DOCTEUR EN DROIT (Sciences juridiques)



Président : M. SOUCHON

Suffragants : { MM. Fernand FAURE } Professeurs.
 HITIER, *Chargé de cours.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

GÉNÉRALITÉS. — VUE D'ENSEMBLE DU DÉPARTEMENT DE L'INDRE

Il faut reconnaître et sans cesse affirmer que, de plus en plus, le commerce, l'agriculture, l'industrie proprement dite s'avèrent les sources profondes de la prospérité et de la grandeur d'un peuple.

C'est par ces carrières que se développent les qualités de l'homme fort. C'est par elles que nous voyons prospérer et grandir nos voisins les Anglais, les Allemands, qui ont pris le pas sur tous les marchés du globe. C'est par elles que la République des Etat-Unis est devenue la formidable maîtresse d'un continent.

Nul n'ignore l'importance de l'agriculture en France : elle est une des principales sources de richesse de notre pays. Comme nos autres industries, elle en fait la prospérité et la grandeur, et l'axiôme favori de Sully : « Labourage et pastourage sont les « deux mamelles de la France, les vraies mines et

« trésor du Pérou », énoncé il y a près de trois cents ans, n'a, de nos jours, rien perdu de sa vérité.

De toutes les vies, c'est celle des champs qui sauvegarde le mieux la grandeur d'une nation.

« ... Son corps est robuste, parce que son âme est « paisible ».

L'Agriculture, a dit Lecouteux, « n'est pas seulement l'industrie qui donne le pain, c'est aussi la « mère nourricière qui rapproche, calme et guérit, « parce que ses bras travaillent la terre, tandis que « sa tête s'inspire dans le ciel, que ses travaux l'appellent à ne jamais perdre de vue ».

Suivant J.-J. Rousseau, c'est le premier métier de l'homme, le plus honnête, le plus utile, et par conséquent le plus noble qu'il puisse exercer.

Quand on réfléchit aux sommes énormes que représente notre production agricole, aux surfaces considérables sur lesquelles elle s'exerce, au nombre de têtes de bétail qu'elle alimente, on se rend compte de l'importance que peut avoir le moindre progrès la concernant.

Trop longtemps on s'est imaginé qu'il n'était nécessaire pour exercer l'agriculture d'aucune instruction spéciale, que l'intelligence même était superflue. Tirer tant bien que mal parti du sol en se fondant sur les quelques préceptes laissés par les ancêtres,

c'est à quoi l'on réduisait chez nous cette industrie fondamentale. Aussi, durant de longs siècles, l'agriculture resta-t-elle stationnaire quand tout progressait autour d'elle. Dans cet état d'infériorité, elle ne tarda pas à devenir le lot des faibles et des déshérités. Il fallut la Révolution de 1789 et les efforts des plus grands hommes de cette puissante époque pour la faire sortir de sa torpeur. Aidée par la science, elle n'a plus cessé depuis de marcher dans la voie du progrès.

Est-il possible, en effet, de supposer qu'une branche aussi importante de l'activité humaine puisse rester soumise aux errements anciens ? Des connaissances sérieuses sont indispensables pour lui faire produire ce qu'on est en droit d'en attendre. Comment le cultivateur fera-t-il pour appliquer à son sol les engrais nécessaires, si la chimie n'intervient pour les lui indiquer ? Sera-t-il en mesure d'utiliser toutes ces machines créées à son intention, s'il n'a quelques notions de mécanique pratique ? Pourra-t-il faire un choix judicieux entre les plantes à cultiver, les placer dans le milieu favorable, combattre efficacement les maladies qui les attaquent, si la botanique ne le lui enseigne ? Sur quelles bases se fondera-t-il pour loger ses animaux comme il convient, leur fournir au meilleur prix la nourriture néces-

saire, choisir ses races et ses individus si les notions de zootechnie lui font défaut ? Il obtiendra nécessairement, à plus de frais, des produits moins beaux et de valeur moindre que ceux des cultivateurs plus instruits ; il ne pourra entrer en concurrence avec eux, et la ruine à brève échéance couronnera son entreprise. A une époque de marche en avant comme la nôtre, où les esprits éclairés deviennent plus nombreux tous les jours, la science seule peut nous permettre d'éviter de pareilles catastrophes.

Louis Passy a comparé l'agriculture à la médecine, en ce sens que l'une et l'autre avaient commencé par des solutions empiriques pour s'élever peu à peu à la science, l'une et l'autre y sont parvenues par une connaissance de plus en plus approfondie du sujet sur lequel elles opèrent.

L'économie rurale, selon Lecouteux, « par cela même qu'elle est la science des richesses agricoles, est en même temps la science des rapports, des harmonies, des proportions, des solidarités qui déterminent les conditions d'équilibre et de bonne distribution des forces productrices de l'agriculture ». Elle synthétise, en quelque sorte, toutes les sciences agricoles, pour les diriger vers un même but, le profit ; elle est la science de l'organisation de l'entreprise rurale.

A l'heure actuelle, les questions économiques agricoles ont pris une importance considérable, elles sont et demeurent sans cesse à l'ordre du jour, et les problèmes agraires sont agités dans tous les milieux et dans tous les partis. Des millions de Français vivent directement du travail des champs. Quant aux ouvriers de nos usines et de nos ateliers, ils demandent à la production agricole la majeure partie des matières premières qu'ils transforment pour nos divers usages. Une telle industrie est donc digne de fixer l'attention de tous les hommes soucieux de conserver et d'accroître la fortune et la puissance de notre pays. La prospérité générale est liée à celle de l'agriculture, de même qu'il y a une intime solidarité entre l'agriculture et l'industrie proprement dite ou le commerce.

On parle de crise agricole ; l'expression n'est-elle pas impropre ? Nous le verrons plus loin. Quoi qu'il en soit l'histoire nous apprend qu'il y a eu des crises dans tous les temps et chez tous les peuples, mais il faut bien l'avouer, jamais la concurrence n'a été plus redoutable qu'aujourd'hui. Tôt ou tard elle devait fatalement se produire, étant données la rapidité et la facilité des échanges, cependant les plus pessimistes étaient loin de prévoir qu'elle serait aussi menaçante pour l'ancien monde. Certains se

demandent, en voyant la baisse continue des produits, si l'avenir de notre agriculture n'est pas déjà compromis ou bien si son essor ne subit qu'un temps d'arrêt. Les cultivateurs s'inquiètent, les agronomes multiplient leurs études, et les économistes émettent des théories que les législateurs cherchent à appliquer. En un mot, la science et la pratique recherchent les moyens de vaincre les difficultés de l'heure présente, et si elles ne peuvent les résoudre, du moins elles tendent à jeter un peu de lumière sur ces graves problèmes de l'économie rurale.

D'après un auteur, « le bilan actuel de la culture, « c'est la constatation de la crise ». Le blé, qui est le principal produit des terres de labour, est aussi celui que la baisse a le plus fortement atteint. Des progrès énormes ont pourtant été réalisés par l'agriculture surtout depuis la fin du XIX^e siècle. L'agriculture est ancienne comme le monde, aussi a-t-elle besoin de temps en temps, au cours des siècles, d'une vie nouvelle, d'une vigueur renaissante pour la rajeunir et lui donner les forces nécessaires pour se maintenir, se conserver et même se développer ; c'est l'éternelle histoire de la lutte pour la vie (1).

(1) IMBART DE LA TOUR. *La Crise agricole en France et à l'étranger*.

Sans parler des meilleures provinces du Centre de la France, « du plateau de Beauce, où l'on voit « onduler une mer d'épis dorés par le soleil, de ces « régions limitrophes belles à l'égal d'un jardin : la « Touraine et le Blésois », d'autres provinces, longtemps réputées pauvres, tel le Berry, ont évolué et pris la voie du mieux. Le Berry qui pour beaucoup n'évoque que des terres arides et incultes est loin de valoir une semblable renommée. Même pour l'excursionniste il est tout autre. De charmants endroits abondent sur les rivières de l'Anglin, de la Bouzanne et de l'Indre. La vallée de la Creuse est une jolie contrée couverte de rochers, coupée de ravins, sur les pentes desquels s'enchevêtrent d'inextricables fouillis de végétaux. Certains de ses sites que George Sand a célébrés sont beaux dans leurs proportions, et le coin par lui baptisé du nom de Vallée noire méritait d'être cité par ce grand romancier. Là, dit-il, « point de montagne pittoresque, rien de « frappant ni d'extraordinaire dans cette nature paisible, mais un ensemble et un accord remarquables sur une étendue de 50 lieues carrées que du « haut des chaumières de Labreuil ou de Corlay « on embrasse d'un seul regard... Une harmonie générale de verdure sombre tirant sur le bleu ... ».

On distinguait jadis le Haut et le Bas-Berry. Le

département de l'Indre, qui va nous occuper, a été formé de toute la région qui s'appelait autrefois le Bas-Berry, par opposition au Haut-Berry devenu le département du Cher, et de quelques fragments de l'Orléanais, de la Marche et de la Touraine. Ce département, qui a pour chef-lieu Châteauroux et doit son nom à une rivière qui le traverse et le coupe en deux parties à peu près égales, se trouve en droite ligne à 160 kilomètres de l'Océan. Les eaux de ses rivières, toutes affluents ou sous-affluents de la Loire, n'atteignent la mer qu'après avoir parcouru plus de 300 kilomètres. Sa superficie est de 679.530 hectares. Sa longueur du nord au sud est d'un peu moins de 100 kilomètres, dans sa plus grande largeur il a aussi 100 kilomètres, son pourtour enfin est d'un peu plus de 400 kilomètres.

Au point de vue de la nature et de la configuration du sol, le département de l'Indre se divise en trois régions : la Champagne, la Brenne et le Boischaut.

La Champagne berrichonne, d'une surface de 81.000 hectares environ, est, comme les autres Champagnes de France, grandes ou petites, une terre plane, nue et monotone. Privée de bois, peu coupée de haies et de fossés, on n'y rencontre que de rares villages et de grandes exploitations agricoles. Sans

les prairies où l'Indre serpente entre Châteauroux et Buzançais et sans les talus peu élevés qui marquent sa vallée, la Champagne et la Brenne se toucheraient. Le sol, de nature calcaire, donne de riches moissons, d'assez bon vignobles, et nourrit d'excellents moutons.

La Brenne comprend près de 105.000 hectares. Elle consiste en un vaste plateau à sous-sol argileux, parsemé de vieux arbres, de landes appelées brandes où végètent des bruyères, et d'étangs. Contrée par endroits sauvage, médiocrement peuplée, elle déroule aux yeux du voyageur des plaines ondulées, couvertes d'arbres aux troncs rabougris, de joncs et de marécages, des bois et une chaîne irrégulière de petits monticules coniques d'origine naturelle, où les pointes du roc percent au milieu des ajoncs et des bruyères. Il y a en Brenne plus de 300 étangs de 1 à 200 hectares. Ce pays, peu sain du reste, était demeuré improductif pendant des siècles, mais grâce aux routes qui y ont été ouvertes, aux dessèchements d'un grand nombre d'étangs, aux améliorations apportées par une culture persévérante et bien entendue, il a considérablement changé d'aspect depuis une vingtaine d'années. La Brenne est située entre les coteaux de la rive droite de la Creuse et les collines qui séparent le bassin de cette rivière de celui de l'Indre.

Le Boischaut, qui tire son nom du mot latin «boschetum», bosquet, bois, occupe plus de 500.000 hectares. Il offre un sol dont la nature et les productions sont variées. Abondante en rivières et en ruisseaux, très boisée, coupée de fortes haies et de larges fossés, cette région renferme de fertiles vallées et des coteaux productifs. On y rencontre cependant encore des brandes dont le nombre, il est vrai, diminue de jour en jour. Traversant de part en part tout le territoire du département, du sud-est au nord-est, sur les deux rives de l'Indre, le Boischaut sépare le long de cette rivière la Brenne de la Champagne.

Dans l'ensemble, la Champagne s'étend sur l'arrondissement presque entier d'Issoudun et sur une bonne partie de celui de Châteauroux, la Brenne est répartie dans les arrondissements du Blanc et de Châteauroux, le Boischaut forme l'arrondissement de La Châtre et une portion plus ou moins considérable des 3 autres arrondissements de l'Indre : Châteauroux, Le Blanc et Issoudun.

Comme latitude, le département de l'Indre se trouve dans la zone essentiellement tempérée. Il jouit par suite en général d'un climat doux, sans froids extraordinaires, sans chaleurs excessives.

Comme altitude, la plus grande partie du pays

est peu élevée au-dessus du niveau de la mer. C'est dans sa partie méridionale que se rencontrent les altitudes les plus hautes, là où il est formé de masses granitiques et schisteuses par lesquelles il se rattache au grand plateau central de la France.

Aucune chaîne de montagnes ne sépare le département de l'Atlantique, aussi les vents les plus fréquents sont-ils ceux qui soufflent de cet océan, les vents d'ouest et de sud-ouest, que les paysans appellent dans leur langage expressif les « vents de la fontaine », ceux du nord-est et de l'est, froids et desséchants, portant le nom de « vents de galerne ». Par la prédominance des vents d'ouest et de sud-ouest, le département de l'Indre semble appartenir au climat girondin, certains géographes toutefois le classent dans le climat séquanien.

La Champagne et la Brenne, moins élevées que le Boischaut, sont moins froides, d'autre part la Brenne, parsemée de grands et petits étangs, est la plus humide des trois régions, et la Champagne, beaucoup trop nue, est la plus venteuse.

D'après le recensement de 1901, la population de l'Indre atteignait le chiffre de 288.788 habitants, répartis comme suit :

Arrondissement de Châteauroux. . . .	416.726	habitants
» de La Châtre. . . .	63.790	»
» du Blanc. . . .	59.304	»
» d'Issoudun	48.968	»

C'est en conséquence 42 habitants par kilomètre carré.

En dehors des étangs de Brenne, le département de l'Indre est fortement arrosé spécialement par le Cher à l'extrémité nord, l'Arnon, la Théols, le Nahon, le Moulin ou ruisseau de Levroux, par l'Indre qui le traverse entièrement du sud-est à l'ouest, l'Angolin ou ruisseau des Fontaines, la Trégonce, par la Creuse qui court à travers ses plus belles contrées, la Bouzanne « aux eaux calmes et sinueuses », la Claise, rivière par excellence de la Brenne, qui y déverse la plupart de ses étangs, enfin par l'Anglin, jolie rivière « au cours pierreux ». De nombreux moulins sont placés sur une grande partie de ces cours d'eau.

Les principales cultures du département sont le froment, le seigle, l'orge, l'avoine, les pommes de terre, les haricots, les pois, les bettraves, la vigne et les arbres fruitiers.

La Champagne produit du froment, ainsi que des vins assez estimés ; elle élève aussi beaucoup de moutons.

La Brenne produit des céréales, des bêtes à cornes, des chevaux, des moutons.

Le Boischaut donne des céréales, des légumes, des fruits, des pommes de terre. D'excellentes prairies permettent d'y nourrir un bétail justement renommé. Les bois et les forêts y ont une grande étendue.

Une source importante de richesse pour l'Indre se trouve dans l'élevage des moutons. Ils jouissent d'une juste célébrité, tant pour la délicatesse de leur chair que pour la finesse de leur laine. On élève aussi des porcs, des chèvres, des oies, des dindes, des pintades, des chevaux, des ânes, des bœufs, etc.

Depuis plusieurs années, l'apiculture se développe dans le département : plus de 20.000 ruches ont fourni 52.394 kilos de miel et 8.205 kilos de cire. Une société, celle d'apiculture de Neuvy-Pailloux, possède un établissement florissant.

Un commerce très actif de châtaignes se fait aussi dans toute la partie méridionale de l'Indre. Tous les ans on en exporte à Paris.

Les forêts fournissent une quantité fort appréciable de gibier, tel que sangliers, cerfs, chevreuils, lièvres, lapins, faisans, perdrix.

Enfin les rivières comme la Creuse, la Bouzanne donnent entre autres espèces de poisson la carpe, le brochet, le barbeau, plus connu sous le nom vul-

gaire de barbillon, et la truite. Certains ruisseaux contiennent des écrevisses. Les autres rivières et les étangs de Brenne sont très poissonneux.

On trouve dans le département de l'Indre des minéraux très variés dont les principaux sont : les minerais de fer, le plomb argentifère, le graphite ou plumbagine, le kaolin, la terre à gazette, le granit le grès, la pierre à bâtir, la pierre meulière, la pierre à chaux, la pierre lithographique, la marne, etc.

Les voies de communication comprennent : 1^o les routes nationales et départementales (grande voirie), entretenues aux frais de l'Etat et du département ; 2^o les chemins vicinaux et ruraux (petite voirie), subdivisés en chemins de grande communication, d'intérêt commun et de petite vicinalité, à la charge en principe des communes ; 3^o les chemins de fer de Paris à Agen, avec un parcours dans le département de 105 kilomètres, de Tours à Montluçon de 109 kilomètres, de Poitiers au Blanc et à Argenton de 51 kilomètres, de Port-de-Piles au Blanc de 17 kilomètres, de Civray au Blanc de 11 kilomètres, d'Urcier à Lavaud-Franche de 9 kilomètres, d'Issoudun à St-Florent de 9 kilomètres, et autres lignes telles que celle du Blanc à Argent par Buzançais et Valençay ; 4^o les tramways départementaux de Châteauroux à Valençay, d'Argenton à St-Benoit-du-

Sault et de St-Benoit à Chaillac, d'Issoudun à Vatan et Vierzon.

Il n'existe dans le département aucun canal navigable ; la rivière de la Creuse est classée comme flottable depuis St-Marin sur une longueur de 54 kilomètres, mais le flottage y a complètement disparu.

Telle est l'esquisse faite à grands traits du département dont nous allons essayer d'exposer l'économie de la production agricole.

CHAPITRE PREMIER

LA PROPRIÉTÉ RURALE

Il y a deux facteurs principaux de la production : le capital et le travail.

« On dit communément, explique M. Cauwès, qu'il
« existe trois facteurs de la production : la terre, le
« travail et le capital. Adam Smith nous paraît être
« plus dans le vrai quand il dit que la richesse pro-
« cède uniquement du travail ; disons plutôt du tra-
« vail et du capital, ce qui d'ailleurs est au fond une
« même chose, car le capital vient du travail, il se
« conserve ou se renouvelle par le travail et pour
« coopérer au travail. Au contraire, on ne saurait
« attribuer à la nature le rôle d'un agent de produc-
« tion. Un agent ou un facteur c'est une cause effi-
« ciente, attribuer à la nature le rôle d'un agent de
« production, c'est lui supposer dans la création des
« richesses un rôle actif, tandis qu'elle n'a qu'un
« rôle passif. La nature prête à l'homme des ma-
« tières brutes : par le travail il se crée des richesses
« et parmi ces richesses des matériaux préparés

« pour l'œuvre de la production, ce sont les capitaux. Mais quel est l'agent ou le facteur de la production ? Il n'y en a qu'un, c'est l'homme, et son action s'appelle le travail » (1).

Des trois facteurs de la production, dit également M. Gide, « le travail est le seul qui puisse prétendre au titre d'agent dans le sens exact de ce mot. L'homme seul joue un rôle actif, seul il prend l'initiative de toute opération productive. La terre joue un rôle absolument passif : elle ne fait qu'obéir à la sollicitation de l'homme, le plus souvent même après de longues résistances » (2).

D'après les Physiocrates, l'agriculture seule pouvait accroître la somme des valeurs sociales, seul elle constituait une industrie productive ; les autres industries étaient utiles mais non productives, elles étaient stériles.

« Les Physiocrates, ajoute M. Cauwès, commettaient une double erreur : 1^o ils voyaient dans la force productive du sol l'origine de toute richesse et ne reconnaissaient de revenu net que dans celui que procure la terre, or les industries productives ne sont pas celles-là seulement qui exploitent le sol ; 2^o aux yeux des Physiocrates, c'était la terre seule qui dans la nature joue le rôle de facteur de la production » (3).

(1) CAUWÈS *Cours d'Economie politique*, 3^e édit. Tome 1.

(2) CH. GIDE. *Principes d'Economie politique*, 9^e édit.

(3) CAUWÈS, *op. cit.*

Néanmoins si la terre n'est pas la base principale des richesses, s'il faut déplacer le foyer d'où partent et rayonnent ces richesses, s'il ne faut voir dans l'agriculture qu'une série d'opérations par lesquelles l'intelligence de l'homme utilise la terre et refait la nature à son profit, il importe de considérer l'élément indispensable qui doit recevoir les efforts humains. « La terre, en effet, constitue un facteur origininaire de la production, car non-seulement il est concomitant à l'action du travail, mais encore il lui est préexistant. L'activité de l'homme ne saurait s'exercer dans le vide ; elle ne procède pas par un fiat créateur ; elle doit trouver en dehors d'elle les matériaux indispensables et c'est précisément la nature qui les lui fournit » (1).

Parmi les phénomènes économiques les plus remarquables de notre époque se trouve la dépréciation subie depuis une trentaine d'années par la propriété rurale. Il n'en est guère dont l'importance et la continuité ne se soient aussi nettement affirmées. Depuis quelques années pourtant la valeur de la terre a tendu à s'élever. La valeur de la terre française est moindre de 15 à 20 milliards de ce qu'elle était il y a 30 ans. La plus grande partie du XIX^e siècle avait été marquée par une hausse progressive de la valeur vénale de la propriété. On a

(1) Ch. GIDE, *op. cit.*

pu écrire dans l'enquête agricole de 1882 que de 1850 à 1880 l'augmentation de la valeur des terres en France avait atteint plus de 30 % et dans certains départements plus de 100 %. La vente facile et à des prix rémunérateurs des produits, l'augmentation des rendements, la prospérité des cultures industrielles, l'abondance et le bon marché de la main-d'œuvre, l'absence de toute concurrence étrangère étaient les causes principales de cette ascension. Ce fut l'âge d'or de la propriété rurale. Vers 1880, un peu plus tôt, un peu plus tard selon les régions, a commencé ce qu'on appelle assez inexactement la Crise agricole, si l'on n'était forcé d'y voir plus qu'une crise. Ce mot, dans la langue économique a en effet un sens technique et précis : c'est une perturbation qui de son essence est momentanée et qui normalement doit disparaître d'elle-même. Il n'en est pas de même pour la crise agricole. Avec des variations extrêmement grandes, elle persiste et dure depuis plus de 30 années. Quand on examine les faits en détail, on reste confondu de la rapidité avec laquelle les prix se sont abaissés. En certaines contrées ça été une véritable débâcle. Les pays de petites propriétés, de propriétés très morcelées ont été les plus fortement ébranlés : les prix du reste s'y étaient élevés avec une exagération absurde. Les régions de grande et de moyenne propriété, sauf dans quelques cas particuliers, ont été généralement

moins éprouvées. Il est difficile de se faire une idée d'ensemble de la dépréciation subie par la propriété rurale depuis trente ans. Si nous prenons les chiffres des deux dernières enquêtes de 1882 et de 1892 nous trouvons entre ces deux années que pour toutes les catégories de propriété ou terre en général il y a une diminution sensible de valeur : diminution de 10.06 et 11.59 % pour les bois futaies et les vignes, de 17.89 % pour les terres labourables, et enfin de 13.71 et 16.22 % pour les bois taillis et pour les prés et herbages. Il faut avoir soin de constater qu'il n'y a pas là toute la baisse résultant de la crise agricole, qu'il n'y a là que la baisse de 10 années. De 1880 jusqu'à nos jours, il faudrait doubler les chiffres que nous venons de rapporter. Il y a lieu de remarquer que parmi les causes qui ont déterminé l'abaissement de la valeur des biens ruraux beaucoup sont permanentes. Tout d'abord le capital foncier a perdu son ancienne importance : le capital d'exploitation joue un rôle de plus en plus considérable. A cette cause vient s'ajouter la diminution de la population rurale, ayant comme résultante la raréfaction de la main-d'œuvre et la hausse progressive des salaires : on fuit la campagne, soit pour chercher à l'usine une rétribution plus élevée et plus régulière, soit pour aller grossir l'armée des petits fonctionnaires, soit pour chercher fortune dans le petit commerce. Dans certaines régions,

l'exagération de l'impôt foncier a une influence chaque jour plus déprimante. Et à toutes ces causes il faut encore ajouter les complications excessives d'une législation qui étrangle la propriété sous prétexte de la régir. Est-il donc étonnant, dans ces conditions, que le capitaliste moderne délaisse chaque jour la propriété rurale ? Le grand nombre des placements mobiliers, les actions des chemins de fer, les emprunts d'Etat sollicitent de plus en plus l'épargne. Les obligations du Crédit foncier tentent plus le paysan et le propriétaire rural que le bien foncier lui-même. L'afflux des céréales étrangères, le phylloxéra ont découragé l'homme des champs ! Enfin les grandes villes en s'élargissant réclament des capitaux pour la construction de nouveaux immeubles, et la propriété urbaine devient ainsi une concurrente heureuse de la propriété rurale. Reviendra-t-on quelque jour à celle-ci ? Certains l'affirment, nous le souhaitons, mais sans beaucoup l'espérer.

Dans le département de l'Indre, la propriété rurale se compose, indépendamment des bâtiments, de la terre proprement dite (terres labourables et prés), des bois et forêts, des vignes, des étangs. Cette division naturelle nous servira de guide et successivement nous passerons en revue chacun de ses éléments.

SECTION PREMIÈRE. — *La terre proprement dite*

C'est en multipliant l'énergie des agents de fécondité, en s'aidant des procédés nouveaux que la science conseille, sans repousser les sages et respectueux enseignements de l'expérience qu'on appelle peut-être un peu trop souvent routine, qu'on peut arriver aujourd'hui à obtenir de la terre des récoltes plus riches et plus variées, et à gagner davantage pour satisfaire à des besoins nouveaux.

En agriculture, plus que partout, les résultats ne s'improvisent pas, ils demandent du temps pour se dégager nettement, une longue suite d'observations personnelles et une grande pratique qui ne peut s'acquérir qu'avec les années :

*Per varios usus artem experientia fecit
Exemplo monstrante viam.*

Si les travaux manquent, si les engrais font défaut, si les capitaux sont insuffisants le sol souffre, s'use à rendre le peu qu'on lui donne et subit une dépréciation forcée, résultat d'un mode de culture trop pauvre, ou timide, ou peu libéral.

L'homme doit être plus fort que la terre et non dominé par elle, a écrit de Gasparin ; mais que de difficultés à vaincre pour le cultivateur en combat perpétuel avec les forces si variables et si puissantes

de la nature, avec l'aléa du résultat de la production, avec celui des saisons, des cours du marché, avec toutes les difficultés agricoles si réelles !

Le drainage, les irrigations, l'écoulement des eaux stagnantes, le dessèchement des marais sont les efforts faits pour étendre la superficie des terres cultivables. La transformation du sol au moyen des amendements a pour but l'extension du domaine agricole.

En Bas-Berry, la valeur vénale du sol varie beaucoup suivant les régions, la fertilité des terres, le genre de culture qu'elles portent.

Examinons les chiffres que nous fournissent les statistiques agricoles de 1882 et de 1892.

Les terres, comme les bois et les vignes, sont réparties d'après le cadastre, et proportionnellement on comptait pour ces deux années :

1 ^{re} classe	16 %
2 ^e classe.	21 %
3 ^e classe	28 %
4 ^e classe.	21 %
5 ^e classe.	14 %

Voici maintenant leur valeur suivant les mêmes classes :

Terres labourables

	En 1882	En 1892
1 ^{re} classe. . .	2.305 francs	4.912 francs l'hectare
2 ^e » . . .	1.910 »	1.507 » »

3 ^e	»	.	.	.	4.280	»	4.424	»	»
4 ^e	»	.	.	.	983	»	804	»	»
5 ^e	»	.	.	.	684	»	548	»	»

Prés.

		En 1882		En 1892	
1 ^{re} classe.	.	4.416	francs	3.537	francs l'hectare
2 ^e	»	3.260	»	2.647	»
3 ^e	»	2.275	»	2.040	»
4 ^e	»	1.720	»	1.588	»
5 ^e	»	1.193	»	1.091	»

Par hectare, la valeur vénale des terres avait augmenté dans l'Indre de 1850 à 1880 de 70.64 %

Les chiffres qui précèdent nous font connaître la baisse survenue de 1882 à 1892. Cette baisse continua par la suite. Actuellement et spécialement depuis 5 ou 6 ans la terre semble devoir reprendre une marche légèrement ascendante. En Champagne, où le prix de l'hectare avait le plus baissé dans le département, des ventes récentes de domaines ont permis de constater un relèvement minimum certain de 25 à 50 fr. en moyenne par hectare (1). Il est vrai, ajoute-t-on, que les transactions sont lentes, voire même difficiles, mais il convient à notre avis de remarquer que nous sommes dans un pays de grande culture, et que les céréales et les troupeaux y constituent en majeure partie le revenu.

(1) RENSEIGNEMENTS à nous indiqués par plusieurs notaires de Levroux, Châteauroux, Issoudun et Vatan.

Or, ainsi que nous le verrons plus loin, les céréales et surtout le froment ont été les plus atteints dans la baisse générale du prix des produits agricoles. Le Boischaut, et notamment les environs de La Châtre, pays d'élevage, couverts de riches pâturages, ont moins souffert de la baisse de la propriété foncière, aussi les variations de prix ne sont-elles pas autant élevées, bien que sensibles, au point de vue de la hausse. Dans la Brenne, au contraire, une hausse appréciable de 30 à 60 francs par hectare est remarquée sur le prix de la terre, grâce principalement aux défrichements des brandes, aux dessèchements des étangs et marais, et au drainage des sols humides (1).

L'appréciation de la rente foncière est aussi très délicate. Elle change avec les localités, les conditions climatiques, la situation topographique, la nature des terres et même d'un champ à un autre, avec la facilité des voies de communication, les débouchés, etc.

Dans le fermage, par suite de la crise agricole, une baisse, qu'on peut évaluer de 5 à 10 francs par hectare, s'est manifestée depuis un certain nombre d'années, principalement dans les contrées peu privilégiées de la Champagne, où certaines fermes trouvent très difficilement à se louer. Dans les arrondis-

(1) INDICATIONS relevées sur des documents provenant d'études de notaires du Blanc et de Mézières.

sements de Châteauroux et d'Issoudun, les prix de fermage les plus courants sont actuellement : prix moyen 30 francs l'hectare, prix minimum 20 francs, prix maximum 40 francs. Dans l'arrondissement de La Châtre, région plus riche, les prix généralement pratiqués sont de 35 à 55 francs. Dans l'arrondissement du Blanc, où le mode d'exploitation par fermage existe peu, les prix extrêmes précédents se rencontrent.

D'après les enquêtes susénoncées, les prix moyens du fermage d'un hectare, qui nous ont semblé inférieurs à la réalité, étaient dans notre département :

Terres labourables

	Année 1882	Année 1892
1 ^{re} catégorie.	58 francs	55 francs l'hectare
2 ^e »	44 »	45 » »
3 ^e »	34 »	34 » »
4 ^e »	26 »	27 » »
5 ^e »	18 »	18 » »

Prés.

	Année 1882	Année 1892
1 ^{re} catégorie.	128 francs	124 francs l'hectare
2 ^e »	92 »	98 » »
3 ^e »	80 »	76 » »
4 ^e »	56 »	62 » »
5 ^e »	43 »	50 » »

Sous Louis XVI, la liberté de la circulation intérieure des grains, proclamée par Turgot, avait dé-

terminé une hausse considérable des produits, hausse qui expliquait la rente élevée d'alors et la valeur foncière aussi grande mentionnées par le célèbre agronome anglais Arthur Young. A cette époque on se basait sur le rendement et le prix du blé pour établir la valeur locative et foncière du sol, parce que cette céréale donnait le produit brut le plus élevé à l'hectare. Depuis, les grandes transformations qui se sont opérées dans nos cultures ont eu pour résultat de déplacer la base de cette évaluation. C'est une des raisons pour lesquelles la crise a pesé plus lourdement sur les pays exclusivement producteurs de céréales. Une terre ne fournissant que des céréales les produit trop chèrement, et leur prix de vente est trop faible pour qu'il soit rémunérateur.

Quant à l'importance des exploitations, grandes et moyennes, appelées domaines, par opposition aux petites exploitations dénommées locatures, elle varie dans l'Indre de 40 à 100 hectares, mais il est des domaines dans les arrondissements de Châteauroux et d'Issoudun de 150 à 300 hectares. C'est de la grande culture. Dans l'arrondissement de La Châtre, où la valeur de la propriété est bien plus élevée, par suite le prix de fermage plus considérable, l'étendue d'un domaine n'est le plus souvent que de 40 à 70 hectares, parfois moins. Et il y a une tendance assez marquée à la division des exploitations. Cette ten-

dance ne peut être qu'heureuse au point de vue d'une bonne culture, car elle implique une harmonie plus réelle entre le capital d'exploitation et l'étendue de la ferme. Ce peut être aussi le fait d'une diminution dans les forces actives de l'exploitant, c'est-à-dire de la famille agricole, car il est certain que maintenant l'union est malheureusement moins grande dans les foyers et que par suite d'un courant d'idées regrettable à bien des points de vue tel chef de famille qui pouvait exploiter, avec l'aide presque exclusive des siens, dans d'excellentes conditions économiques, se voit forcé de recourir pour la plus grande partie de son travail aux domestiques et aux ouvriers.

La statistique des exploitations agricoles nous indique :

	Pour 1882	Pour 1892
Nombre total des exploitations.....	57.066	53.305
Exploitations de moins de 1 hectare.	25.693	24.374
Id. de 1 à 10 hectares	22.518	20.299
Id. de 10 à 40 »	5.340	5.302
Id. de 40 à 100 »	2.294	2.430
Id. de 100 à 200 »	935	628
Id. de 200 à 300 »	201	158
Id. de plus de 300 »	85	114

Les biens de l'Etat comprenaient en 1892, en terres labourables et prés, seulement 13 hectares ; ceux du département étaient nuls ; les biens des commune 5.516 hectares ; enfin les établissements hos-

pitaliers 1.813 hectares. En ce qui concerne les particuliers leurs terres et prés s'élevaient à 501.986 hectares.

C'est le chiffre des exploitations qui fait connaître plus nettement l'état réel de l'activité rurale et de la répartition pratique de la propriété. La cote foncière perd beaucoup de son importance quand on la considère au point de vue de l'économie rurale. Elle n'est, en effet, que l'état des propriétés appartenant à un même propriétaire dans l'étendue d'une même commune, et très fréquemment une même propriété d'ensemble ou des parcelles faisant partie du même domaine se trouvent sur des communes différentes. Dans la région de l'Indre on a fréquemment l'exemple de propriétaires possédant 3 et 400 hectares répartis dans plusieurs communes en une multitude de parcelles.

Il est malaisé de fixer la limite entre les divers genres de propriété : petite, moyenne et grande. Quelle base prendre ? Est-ce la superficie, le revenu, les moyens matériels d'exploitation du sol, les modalités de l'existence du propriétaire, autrement dit la situation sociale de ce dernier ? M. Souchon, dans sa docte étude sur *La propriété paysanne*, examine tour à tour ces différentes méthodes. Pour lui la distinction réside dans la situation sociale du propriétaire, suivant que celui-ci doit prendre des ouvriers pour exploiter son bien, peut y vivre avec

son seul travail et celui des siens, ou bien doit remédier à l'insuffisance de son gain par des travaux pour le compte des autres. A cette propriété moyenne, directement exploitée par leurs propriétaires et donnant la vie à toute une famille, M. Souchon donne le nom de « propriété paysanne » et d'elle indique les sérieux avantages économiques et sociaux, dont les principaux sont l'indépendance, la conservation contre les tentatives collectivistes et le ralentissement de l'émigration vers les villes. Mais si toutes les préférences du distingué économiste vont à la moyenne propriété paysanne, qui lui apparaît comme un type supérieur aux deux autres, il faut se garder, dit-il, de tirer une conclusion trop absolue. « Malgré leurs infériorités, la grande et la petite propriété conservent encore pour notre temps des caractères d'indéniable nécessité. Dans l'état actuel de l'éducation professionnelle de la masse paysanne, en raison aussi du développement encore embryonnaire des forces syndicales, il y aurait péril évident à la disparition tant soit peu brusque de la grande propriété qui conserve, provisoirement peut-être, la presque intégralité de sa mission éducatrice. D'un autre côté, il ne faut pas perdre de vue que, dans l'immense majorité des cas, la véritable propriété paysanne se forme autour de parcelles qui ont été comme son ger-

« me » (1). Nous ajouterons relativement à la grande propriété qu'il n'y a point lieu de la considérer « comme une ennemie ». On a écrit avec beaucoup d'à-propos qu'elle constituait bien moins un obstacle qu'une réserve qui peu à peu se met à sa place, qu'elle est « comme ces grands arbres dont l'ombre « puissante protège loin d'étouffer », et qu'il convenait de ne pas nier pour l'instant son rôle éminemment nécessaire.

Dans l'Indre, comme en beaucoup d'autres régions, les acquéreurs de terre sont souvent des ruraux. Là on trouve à côté de la bourgeoisie rurale, fréquemment obérée, des paysans propriétaires qui, grâce à un bas de laine patiemment entretenu, achètent des portions de grandes propriétés détaillées. Et il y aurait certes une bien curieuse étude à faire sur l'expropriation progressive de l'aristocratie et de la bourgeoisie rurales par la bourgeoisie enrichie dans le commerce ou l'industrie et par les paysans moyens propriétaires.

SECTION II. — *Les bois et forêts.*

En 1892, les bois et forêts occupaient en France une surface de 9.521.568 hectares, soit 18.8 % du territoire agricole, avec une augmentation de 66.343 hectares depuis 1882.

(1) SOUCHON. *La propriété paysanne.*

A la même date, la superficie boisée de l'Indre était de 88.026 hectares, représentant une proportion de 12.8 % de l'ensemble du territoire, produisant 237.490 mètres cubes. En 1882 le département ne contenait que 86.482 hectares.

Les superficies boisées obéissent, et cette distinction domine l'ensemble de l'économie forestière, à deux systèmes de propriété : la propriété privée et la propriété domaniale.

Dans notre département, d'après la statistique agricole de 1892, 74.530 hectares appartenaient aux particuliers, 2.348 hectares aux communes et établissements publics, et 11.148 hectares à l'Etat.

Selon le régime auquel ils sont soumis, les bois et forêts se classent en forêts soumises ou non au régime forestier. 13.305 hectares étaient soumis dans l'Indre à la date ci-dessus au régime forestier.

La modification qui s'est produite dans le régime de l'exploitation des forêts depuis un demi-siècle est un exemple à retenir des contre-coups qu'apporte toute modification industrielle aux procédés de l'exploitation du sol. Avant 1850, l'extraction de la houille était peu développée, d'autre part l'insuffisance des moyens de transport la mettaient hors de portée des pays éloignés des centres miniers. On aménageait les forêts en taillis, le bois de chauffage ayant son écoulement assuré et un prix relativement élevé. Le développement du réseau ferré, l'amélio-

ration des canaux, l'extension de l'industrie minière se produisirent. Dès lors le charbon de bois, le bois de chauffage remplacé partout, furent de moins en moins demandés. L'aménagement des forêts dût être modifié de fond en comble, et c'est ainsi que depuis 40 ans la futaie tend à remplacer le taillis. C'est là que gît la supériorité de la propriété forestière domaniale sur la propriété privée. Les forêts domaniales de l'Etat et beaucoup de forêts communales sont, en effet, soumises au régime forestier, dont le principe de l'exploitation est la constitution de futaies. « Laisser croître une futaie, c'est travailler pour les générations futures, sacrifier le présent à l'avenir ». Lorsque la futaie est constituée, elle donne un rendement beaucoup plus élevé que le taillis, la qualité du bois augmentant avec l'âge. Mais les particuliers préféreraient l'exploitation en taillis parce que, relativement au capital, elle donne un taux de revenu supérieur. Aussi sont-ils entrés dans la nouvelle voie moins vite que l'Etat et ont-ils adopté pour la plupart un moyen terme : le taillis sous futaie, qui produit la quantité la plus élevée de matière exploitable.

Les bois des particuliers comprenaient ainsi dans l'Indre :

	En 1882	En 1892
En taillis simple. . .	41.303 hectares	40.650 hectares
En taillis sous futaie.	30.205 »	30.466 »

En futaie feuillue. .	1.315	»	2.656	»
En futaie résineuse .	463	»	1.058	»

L'Etat avait en 1892 6.352 hectares, sur 11.148, en conversion de taillis en futaie.

On évaluait à cette dernière époque le rendement moyen par hectare des bois non soumis au régime forestier approximativement à 34 francs 24, et celui des bois soumis au régime forestier, réellement à 38 francs 83 pour les forêts domaniales et 29 francs 36 pour les forêts communales. La supériorité des forêts domaniales est bien marquée.

Depuis une trentaine d'années les bois ont subi, comme produits, une baisse des prix de vente, baisse d'autant plus violente et fâcheuse qu'elle a succédé rapidement à une assez longue époque favorable et fructueuse tant pour les marchands de bois que pour les propriétaires. Cet abaissement a été de 14 0/0 de 1882 à 1892 et va toujours en s'accroissant. Cette crise provient notamment, du nouveau moyen de chauffage : coke et houille, qui tend à se substituer au bois, grâce à son bon marché et à sa combustion plus lente surtout avec les nouveaux appareils inventés, de l'emploi des charpentes métalliques au lieu des charpentes en bois, de l'abandon du bois dans le service de la marine, de l'augmentation des salaires des bucherons. Depuis vingt-trois ans, la consommation du combustible végétal a di-

minué à Paris par habitant de 36 % pour le bois à brûler et de 39 % pour le charbon de bois ; le résultat est le même dans la plupart des grandes villes, et il faut ajouter que les habitudes des habitants de campagne se modifient aussi.

Le sylviculteur aurait tort toutefois de désespérer. Si certains débouchés, en effet, lui paraissent fermés à l'heure actuelle, d'autres fatalement lui seront ouverts, c'est ainsi que l'on voit les industries chimiques donner de la valeur à des essences jusque-là méprisées, telles l'aulne, le bouleau, etc.

La valeur vénale d'un hectare de terre cultivée en bois était dans notre département d'après les diverses catégories adoptées :

Taillis

		Année 1882	Année 1892
Terres de 1 ^{re} classe.	. . .	1.710 francs	1.670 francs
» 2 ^e	» . . .	1.448 »	1.386 »
» 3 ^e	» . . .	1.358 »	1.441 »
» 4 ^e	» . . .	816 »	866 »
» 5 ^e	» . . .	568 »	640 »

Futaies

		Année 1882	Année 1892
Terres de 1 ^{re} classe.	. . .	3.656 francs	1.670 francs
» 2 ^e	» . . .	2.698 »	2.071 »
» 3 ^e	» . . .	2.128 »	1.647 »
» 4 ^e	» . . .	1.486 »	1.401 »
» 5 ^e	» . . .	1.136 »	964 »

Depuis 1892, cette baisse constatée surtout pour la futaie est demeurée à peu près stationnaire.

Les principales forêts de l'Indre sont celles de Bélabre, de Paillet, de la Luzèraize, des Ris, des Corollans, des Brosses, du Faisceau, de Berger, de Bommier, de Chœurs, de Lancosme, de Niherne, de Valan, de Garsenland, de Gâtine, de Châteauroux.

Les essences les plus répandues sont le chêne, l'orme, le frêne, l'aulne, le hêtre, le charme, le bouleau, le peuplier, le saule, le pin, le houx et le châtaignier.

La forêt de Châteauroux, propriété de l'Etat, est l'un des plus importants massifs boisés du département. Sa contenance est de près de 6.000 hectares. Cette majestueuse forêt est admirablement percée de routes et d'avenues. « Le murmure d'aucun ruis-
« seau ne se fait entendre dans le silence de ses so-
« litudes, et vers le milieu du jour, quand déjà le la-
« pin a regagné son terrier et le chevreuil son four-
« ré, il semble que toute vie se soit éteinte sous ces
« voûtes inanimées. Le chant d'aucun oiseau ne
« retentit dans le feuillage muet des grands arbres,
« aucun insecte ne fait entendre son bourdonnement
« monotone, aucun papillon ne vient d'une aile in-
« décise se poser sur le calice des fleurs. Tout se
« fait, tout est calme, rien que la fourmi travaillant
« sans relâche à son palais de sable, ou la vipère
« endormie roulée sur elle-même dans l'ornière du

« chemin. Solitaire sans être sauvage, cette forêt n'a
« rien d'abrupt ni de heurté ; on n'y trouve pas
« l'exubérance d'une nature vierge, mais la douce
« harmonie des choses sur lesquelles les siècles ont
« passé ».

Un poète berrichon, Maurice Rollinat, l'auteur des « Névroses », a composé des vers dans lesquels il dépeint avec une majestueuse grandeur les imposants spectacles de la nature ; sa poésie sur les arbres est très belle :

Arbres, grands végétaux, martyrs des saisons fauves,
Sombres lyres des vents, ces noirs musiciens,
Que vous soyez feuillus ou que vous soyez chauves,
Le poète vous aime et vos spleens sont les siens.
Quand le regard du peintre a soif de pittoresque,
C'est à vous qu'il s'abreuve avec avidité,
Car vous êtes l'immense et formidable fresque
Dont la terre sans fin pare sa nudité.
De vous un magnétisme étrange se dégage,
Plein de poésie âpre et d'amères saveurs ;
Et quand vous bruissez vous êtes le langage
Que la nature ébauche avec les grands rêveurs.

Partout où vous vivez, chênes, peupliers, ormes,
Dans les cités, aux champs et sur les rocs déserts,
Je fraternise avec les tristesses énormes
Que vos sombres rameaux épandent dans les airs !

SECTION III. — *La vigne.*

La vigne est l'un des plus beaux fleurons de l'agriculture française, et si par l'importance de son

vignoble et la qualité de ses vins la France est et reste supérieure à tous les pays du monde, la viticulture a été et est encore plus éprouvée que l'agriculture proprement dite.

On ne compte guère que 14 à 15 départements où la culture de la vigne soit nulle ou tout au moins insignifiante ; ces départements forment en principe une zone qui s'étend du Morbihan à la frontière de Belgique, en longeant la Manche.

Le grand envahissement du vignoble français, sans parler des maladies variées qui sont venues fondre sur lui, coïncide avec la période décennale de 1882 à 1892. C'est pendant ce laps de temps que l'on a eu le plus recours aux produits étrangers. Avec la reconstitution du vignoble, notre industrie vinicole peut trouver maintenant tous les vins nécessaires à l'approvisionnement du pays ; elle reprendra aussi, il est à espérer, son ancien courant d'exportation.

Les vignes cultivées en coteaux sont celles qui donnent les meilleurs vins ; les vins de plaine sont assez généralement plats. Le voisinage des cours d'eau et des forêts exerce également une influence sur la qualité des produits qu'on obtient.

La vigne pousse dans les sols les plus divers, à la condition qu'ils soient perméables et sans excès d'humidité. Elle vient mal dans les argiles compactes, dans les terrains marécageux ou peu profonds. Les sols riches, ferrugineux, sont ceux qu'elle

préfère. La présence de cailloux de faible volume lui est favorable. La vigne permet d'utiliser des terres sableuses où d'autres cultures ne réussiraient pas.

Dans l'Indre, le rapport, à 100 hectares du territoire total, de la superficie des vignes était en 1892 de 2.3, et la valeur vénale de l'hectare du sol a été établie comme suit :

			Année 1882		Année 1892
Vignes de 1 ^{re} classe.	.	.	3.236	francs	2.497 francs
» 2 ^e	»	.	2.700	»	1.866 »
» 3 ^e	»	.	2.025	»	1.450 »
» 4 ^e	»	.	1.420	»	1.070 »
» 5 ^e	»	.	1.070	»	826 »

On ne peut à l'heure actuelle donner d'indications précises sur le relèvement du prix du sol de la vigne. A peu près partout il a fallu avec le phylloxéra arracher les ceps. Le vignoble a été ainsi détruit en grande partie, et, malgré la reconstitution partielle opérée, le mal n'est pas encore réparé, le fléau demeure menaçant et contre lui la lutte est quotidienne.

Le prix moyen annuel du fermage d'un hectare a été :

			Année 1882		Année 1892
Pour les vignes de 1 ^{re} catégorie.			95	francs	76 francs
» 2 ^e	»		75	»	58 »
» 3 ^e	»		57	»	46 »
» 4 ^e	»		48	»	37 »
» 5 ^e	»		38	»	32 »

Voici à présent un tableau de la production :

I. — Vignes en pleine production.

	Surf. cult.	Rend. tot.	Rend. moy. par hect.	Val. tot.	Val. moy. de l'hectol.
Année 1882	22.907 h ^{res}	205.247 h ^{res}	8 h ^{res}	8.501.331 fr.	41 fr.
» 1892	14.367 »	143.510 »	9 »	5.876.978 »	41 »
» 1895	14.490 »	96.060 »	6 »	3.362.100 »	35 »
» 1898	7.380 »	74.160 »	10 »	2.966.400 »	40 »
» 1900	8.020 »	265.595 »	33 »	7.967.860 »	30 »
» 1902	8.268 »	195.797 »	23 »	5.482.251 »	28 »
» 1904	13.857 »	332.568 »	24 »	7.316.496 »	22 »

II. — Vignes nouvellement plantées ou non encore productives.

	Superficie
Année 1882.	2.860 hectares
» 1892.	1.291 »
» 1895.	1.310 »
» 1898.	726 »
» 1900.	1.140 »
» 1902.	2.257 »
» 1904.	1.993 »

Comme dans le reste de la France, en Bas-Berry, après les ravages du phylloxéra, on replanta en vignes américaines, celles-ci résistant mieux au terrible insecte que nos vignes indigènes, mais le vin produit par la plupart des cépages américains étant de qualité très médiocre on greffa sur ceux-ci nos variétés françaises.

Nous ne voulons pas nous attarder davantage sur le vignoble, qui n'occupe qu'une faible partie du territoire de notre département et dont la produc-

tion n'est que peu de chose dans celle de la France. Toutefois il donne d'assez bons produits, et l'on estime le vin rouge d'Issoudun, de Concremiers, Paudy, Valençay, Veuil, le vin blanc de Reuilly, le vin rosé dit vin gris de St-Marcel, Issoudun et Levroux.

SECTION IV. — *Les étangs*

Un étang est une dépression de terrain plus ou moins profonde, dans laquelle on peut retenir à volonté les eaux de pluie, de source ou de rivières, afin d'y élever et faire croître le poisson.

Lorsqu'on s'occupe seulement d'aménager les eaux d'un étang dans le sens le plus favorable à la vie et à la multiplication du poisson, on fait ce qu'on appelle de la pisciculture naturelle. Si, au contraire, on intervient d'une manière directe en fécondant artificiellement les œufs de certains poissons, en même temps qu'on élève à part les jeunes ainsi obtenus, pour les soustraire, dans la mesure du possible, aux nombreuses chances de destruction qu'ils rencontrent dans la nature, on fait de la pisciculture artificielle.

Le mode d'exploitation d'un étang repose sur la qualité de l'eau qu'il contient et les extrêmes de température qu'elle peut atteindre, sur la façon dont il s'alimente, sur la nature de son fond et enfin sur

sa situation par rapport aux terrains avoisinants. Sa mise en rapport nécessite certains travaux indispensables. S'il est formé par une digue barrant une petite vallée, il convient que cette digue possède une ouverture nommée bonde de décharge et une bonde ou canal de trop plein. Il faut qu'un étang possède un endroit plus profond que les autres. Lorsqu'il n'existe pas naturellement, on le creuse près du point où s'écoulent les eaux. Cet endroit porte le nom de poêle ou pêcherie ; des canaux qui se ramifient sur le fond de l'étang y aboutissent, et la bonde de décharge est située de telle façon qu'il peut être mis complètement à sec. Lorsqu'on vide l'étang, le manque d'eau oblige tous les poissons à se réunir dans la pêcherie où il est facile de les prendre. Les herbes flottantes ne sont pas à conserver, mais les plantes de fond et les joncs, les roseaux, sur lesquels certains poissons déposent leurs œufs ou frai sont utiles en bonne proportion. Il est d'une très bonne pratique d'assécher assez fréquemment les étangs et de les mettre en culture pendant une ou deux années, après quoi on y fait revenir l'eau.

Pour exploiter fructueusement un étang, il faut mettre le poisson à l'abri des causes de destruction, assurer sa nourriture et favoriser sa reproduction. On veillera donc à empêcher la trop grande multiplication des poissons carnivores, tels que brochets et perches. On fera la chasse aux ennemis du pois-

son ainsi qu'aux animaux avides de frai, comme les musaraignes, les rats d'eau, les loutres, les hérons, les canards, les grenouilles. Les rives seront ombragées, afin d'assurer de la fraîcheur sur les bords et d'y attirer de nombreux insectes aquatiques, qui constituent une bonne nourriture pour les poissons.

Les étangs occupent en France environ 200.000 hectares de superficie. La Brenne est une contrée réputée par le grand nombre de ses étangs, dont le nombre est supérieur à 300, d'une contenance de 1 à 200 hectares. Les petits sont le plus souvent tout recouverts de roseaux, de jones en touffes, de carex et d'iris; les grands présentent, à la bonde que l'on peut appeler la tête de l'étang, une nappe d'eau plus ou moins large et profonde, et s'étendent au milieu d'une ceinture de plantes aquatiques de la bonde à une ou plusieurs pointes, pénétrant dans les terres et appelées « queues ». La Brenne ressemble à la Dombe, que domine le Jura, et à la Sologne, dont elle n'est séparée que par une soixantaine de kilomètres dans la direction du nord-est. On l'appelle quelquefois la Petite Sologne ou Sologne de Berry. Il y a quelque 20 ans, on comptait encore 8.330 hectares d'étangs dans la Brenne. Ce nombre a bien diminué, et dans toutes les communes on dessèche, on ouvre des routes, on met en culture les étangs, qui se transforment peu à peu en prairies ou en champs.

Les territoires des communes de Vendœuvres, de Méobecq, Migné, Rosnay et Mézières sont les plus abondamment pourvus d'étangs. Aux environs de Châteauroux, les communes de Velles, St-Maur et Luant en contiennent plusieurs importants.

On cultive tout d'abord dans tous ces étangs ce qu'on appelle communément des poissons blancs (vairons, ablettes, gardons), de valeur moindre que les autres et qui lui servent de nourriture.

Il n'existe pas en Brenne d'étangs à truites. C'est qu'en effet toutes les eaux ne conviennent pas à ce poisson qui préfère des eaux vives, plutôt froides que tempérées, et ne peut supporter les fonds vaseux.

Les étangs à carpes avec adjonction de brochets, perches et tanches constituent ce qui existe en Brenne, où les eaux sont plutôt tièdes que fraîches et où les fonds de vase dominant.

Le brochet se trouve dans presque tous les étangs. Il sert non seulement, comme la perche, à empêcher les alevins de devenir trop nombreux et de nuire au développement des sujets destinés à être vendus, mais il s'emploie aussi à déplacer les carpes, à les faire changer de canton, à les contraindre à ne pas se rassembler sur un même point ; c'est lui qui, selon l'expression populaire, « les mène aux champs », les force, par la chasse qu'il leur donne constamment, à aller dans les endroits où souvent

la nourriture est plus abondante ; on avouera que c'est là un terrible berger et que ce pâtre d'un nouveau genre doit prélever un large tribut sur le troupeau qu'il est chargé, non pas de garder, mais de bousculer et disperser impitoyablement.

On a essayé d'introduire l'anguille dans les étangs de Brenne, mais on n'a pu réussir à l'y conserver longtemps. Lorsqu'après quelques années elle arrivait au poids de 4 ou 5 livres, elle s'échappait des étangs, gagnait les ruisseaux et les rivières et ne tardait pas à se rendre à la mer pour s'y reproduire.

CHAPITRE II

LES MODES D'EXPLOITATION

On peut exploiter une propriété rurale de trois façons. Ou bien le propriétaire avec l'aide de domestiques et d'ouvriers dirige lui-même les travaux, prend à sa charge tous les frais, et recueille tous les fruits de son exploitation directe : c'est le faire valoir ; ou bien il s'associe avec un cultivateur, qui fait les travaux et partage avec lui la récolte et le croît des animaux, qui existent, dans une proportion déterminée, d'ordinaire la moitié : c'est le métayage ou colonage partiaire ; ou bien enfin il abandonne la jouissance de sa propriété à un tiers pour un temps limité, moyennant un prix convenu et suivant diverses conditions : c'est le fermage. La propriété peut donc être cultivée soit directement par le propriétaire, soit par d'autres personnes auxquelles le droit d'exploiter a été concédé.

En 1862, l'Indre était rangé dans les 22 départements où le métayage dominait. Les données étaient les suivantes :

19.871 régies directes ;
4.440 métairies ;
2.936 fermes.

En 1882, sur 503.074 hectares soumis à la culture, 212.631 hectares étaient cultivés directement par 42.506 propriétaires, 161.723 hectares par 4.456 métayers ou colons, 128.720 hectares par 3.854 fermiers.

Les résultats de l'enquête décennale de 1892 ont appris que 530.100 hectares étaient en culture, parmi lesquels :

199.600 hectares cultivés direct.	par	41.134 propriétaires ;
154.000 » »	par	4.920 métayers ;
176.500 » »	par	4.174 fermiers ;

Si l'on considère le nombre total des biens par catégorie d'étendue, la culture par le propriétaire domine, mais ce mode d'exploitation ne doit guère représenter qu'un dixième des deux autres modes.

Au point de vue de l'étendue vient ensuite, à partir de 1892 tout au moins, le fermage ; cela tient à l'importance des domaines de Champagne, où le fermage s'exerce sur de grandes exploitations de 150 à 300 hectares, alors que dans les autres régions ces

exploitations ne dépassent pas 100 hectares et souvent même sont inférieures à ce chiffre.

Avant 1880, c'est-à-dire à une époque de prospérité, la tendance généralement observée était à la transformation du métayage en fermage. C'est ainsi que de 1862 à 1882 le nombre des fermiers s'était accru de 918.

La crise agricole survenant, on a compris combien le métayage prêtait mieux au passage des mauvais jours. De 1862 à 1882 l'accroissement des métayers qui n'avait été que de 16, de 1882 à 1892 a été de 464, et depuis le nombre s'en est accru dans une proportion importante.

Le régime auquel est soumise principalement l'exploitation dans notre département est le métayage.

Le fermage toutefois présente un grand intérêt dans l'Indre, et rien qu'à l'énoncé du nombre de fermiers qu'on y trouve, on voit que l'importance en est toujours forte.

Avant d'aborder l'étude spéciale du métayage et du fermage, il convient de rappeler que les bois s'ils sont souvent exploités en France par le fermier d'une propriété rurale, non moins fréquemment font l'objet d'un bail distinct, et plus fréquemment encore sont réservés, c'est ce qui se produit dans notre département, par le propriétaire, qui réalise le produit des coupes, soit en vendant les bois sur pied, soit en les faisant exploiter lui-même pour les vendre

après façonnage. Il ne sera donc point question des bois dans notre étude. Pour les vignes, les ravages causés par le phylloxéra n'ont pas permis en général au métayage de se maintenir, comme nous l'indiquerons. Enfin, à l'instar des bois, les étangs sont plutôt réservés par les propriétaires, qui quelquefois cependant les afferment. En résumé, c'est à la terre proprement dite, à l'agriculture véritable, que s'appliquent normalement dans l'Indre les deux régimes d'exploitation, le métayage et le fermage.

SECTION PREMIÈRE. — *Le métayage.*

Le métayage a des origines lointaines. Caton l'Ancien dans son « *De re rusticâ* », Pline le Jeune dans ses « *Lettres* » en font mention. Implanté de bonne heure en Gaule, il y apparaît après l'invasion des Barbares comme un legs des Romains dans les provinces du Centre. Au IX^e siècle, le texte d'une donation faite à l'abbaye de St-Martin de Tours parle de colons, et de terres et vignes à mi-fruits (1). Plus tard, dans de nombreux documents des XI^e, XII^e et XIII^e siècles il est question des « *medietarii* », « ces « métayers de la seconde moitié du moyen-âge, qui « ne sont autres, dit M. de Tourdonnet, que les descendants, pêle-mêle confondus, des anciens colons « du droit romain, des colons de la période gallo-

(1) MÉPLAIN, *Traité du bail à portion de fruits*.

« franque, des serfs à moitié fruits du régime féodal, de tous les exploitants subordonnés qui, aux diverses époques de notre histoire, avaient été admis au partage des produits » (1). Les tenanciers du régime féodal, après avoir supporté la pression et les volontés omnipotentes des seigneurs deviennent libres et émancipés sans pour cela quitter leurs terres ; ils sont fermiers ou bien métayers.

L'existence du métayage est fort ancienne en Berry. La Coutume de cette province n'omet pas de mentionner les cheptels des métairies et des domaines. Là, du reste, pour l'exploitation de terres souvent considérables, de grands domaines peu fertiles et qui ne se divisaient pas, pour l'administration de biens ecclésiastiques et d'abbayes nombreuses, le régime du métayage s'affirma plus important, plus praticable.

Le métayage a été condamné et l'est encore de nos jours par un grand nombre d'économistes et d'agronomes. Turgot, Adam Smith lui furent hostiles. Arthur Young, dans ses voyages en France à la veille de la Révolution, raconte que dans le Berry les métayers se voyaient obligés d'emprunter leur pain aux seigneurs avant la moisson, et que ce pain était un mélange de seigle et d'orge. Pour lui, il n'y a rien à dire en faveur du colonage, ce système perpétue la pauvreté, empêche l'instruction et n'a d'ex-

(1) *Situation du métayage en France.*

cuse que la nécessité. « Ce genre de culture, dit à son tour J.-B. Say, dans son « *Traité d'Economie politique* », appartient à un état peu avancé de l'agriculture, et il est le plus défavorable de tous aux améliorations des terres ». Hippolyte Passy, Rossi, sont très nets dans les blâmes qu'ils infligent au métayage. Ses critiques le considèrent généralement « comme une organisation vicieuse, reste de servitude destinée à disparaître, parce que le progrès est une des lois de l'humanité ; comme un mode suranné, défectueux, transitoire de l'exploitation du sol et qu'il faut extirper à l'instar du plus mauvais chiendent ; comme le lot des pays pauvres et des misérables cultures ; comme le régime des pauvres d'esprit autant que celui des pauvres d'argent ; comme ne donnant qu'un revenu incertain au propriétaire ». Tels sont les principaux reproches, il y en a d'autres, auxquels fut en butte le colonage il y a trente ans, et qu'on essaie même à l'heure actuelle de rééditer.

Il est vrai que si le métayage a été très décrié, il a trouvé de non moins ardents défenseurs, tels que Sismondi, Bastiat, qui après l'avoir attaqué se rangea parmi ses partisans, enfin de Gasparin et J. Stuart Mill, qui montrèrent ses avantages sociaux.

De nos jours ses détracteurs se font plus rares et l'on commence à mieux apprécier ce régime d'ex-

exploitation ; il n'est plus du reste ce qu'il était autrefois. Parmi les agriculteurs il recrute de nombreux partisans et l'on constate son extension en France. Nous assistons ainsi aujourd'hui à une rénovation du métayage, et si certains économistes et publicistes restent toujours ses adversaires, d'autres et avec raison ont embrassé sa cause et l'ont réhabilité

« Dans la comparaison générale entre le fermage et
« le métayage, dit M. Cauwès, il n'y a pas de préfé-
« rence absolue à énoncer en faveur du fermage.
« Un revirement d'opinion très notable s'est opéré
« chez nous en faveur du métayage trop défavora-
« blement jugé d'abord par les économistes, qui
« avaient accueilli un peu à la légère la doctrine
« anglaise. Le métayage ne convient pas qu'aux
« pays pauvres : une large place lui est faite dans
« quelques-uns de nos départements où l'agriculture
« est très avancée » (1). Lecouteux n'hésite pas à considérer le métayage comme un des meilleurs types d'organisation rurale, un des moyens les plus sérieux d'améliorer la terre en améliorant la situation de ceux qui l'exploitent. M. Baudrillart reconnaît sa nécessité et rend justice à ses avantages.

Nous n'avons pas l'intention d'établir ici d'une façon générale le parallèle entre le métayage et le fermage, cette littérature sorti-

(1) CAUWÈS *Op. cit.*

rait de notre cadre, mais si l'on discute sur les mérites du colonage au point de vue de l'amélioration agricole, et si l'on trouve en France des exploitations où ce régime n'est pas améliorant, on en trouve davantage où il a transformé et élevé l'agriculture au plus haut degré de prospérité. En tout cela le plus extraordinaire est que la région où le métayage a produit ses plus remarquables effets est précisément cette région de métayage ancien, spécialement le Centre de la France, où ce régime paraissait à Arthur Young, en 1789, produire de si déplorable résultats. Arthur Young avait vu juste pourtant lorsqu'il proclamait cette région la plus améliorable de toute la France. Depuis 80 ans, il n'y en a pas une qui ait fait de plus grands progrès, mais ce qui est étrange c'est qu'elle les ait faits par le métayage, amélioré et transformé toutefois. Du temps d'Young, le métayage n'était qu'un contrat de travail, si tant est qu'il méritât ce nom, ce contrat sans durée déterminée, qui pouvait en quelque sorte se rompre à chaque instant, qui se rompait en fait à peu près chaque année après le partage des récoltes, soit parce que le colon avait cessé de plaire, soit parce qu'il était incapable de rembourser les avances que le propriétaire lui avait faites pour vivre. Le métayage d'aujourd'hui est un contrat d'exploitation ; il impose au métayer des obligations, mais il en impose aussi au propriétaire, et comme la

prospérité de l'entreprise dépend essentiellement de la durée de la jouissance, le métayage a cessé d'être un contrat annuel. Non seulement le colonage est devenu contrat d'exploitation, mais il est devenu contrat de société, dans lequel l'exploitation est dirigée par le propriétaire, qui doit faire toutes les avances nécessaires à l'amélioration. Ainsi, au lieu de la jouissance précaire du métayer ancien, la jouissance continue du métayer moderne ; au lieu de la misère, de la gêne et toujours du manque de capital du métayer d'autrefois, l'abondance et l'aisance du métayer d'aujourd'hui, et le crédit en fait illimité du propriétaire : tels sont les éléments de prospérité de ce système vraiment renouvelé d'exploitation du sol.

« Le métayage a toujours eu une grande importance dans l'Indre. Il y a poussé de profondes racines, il semble y être assuré d'un long avenir », dit M. H. Ratouis de Limay, ancien élève de Grignon et secrétaire de la Société d'agriculture de l'Indre, auteur d'une excellente monographie parue il y a quelques années sur « Le Métayage et les baux à colonage partiaire dans le département de l'Indre », monographie que nous avons consultée avec grand profit pour ce chapitre de notre travail. « Entré dans les habitudes de notre département, poursuit M. Ratouis de Limay, convenant aux mœurs du pays, à la condition ordinaire des cultivateurs qui man-

« quent trop généralement de capitaux, le colonage
« partiaire se recommande par sa pratique ancienne,
« par des causes nombreuses et puissantes, par des
« progrès et par des succès irrécusables sinon aussi
« manifestes qu'en Limousin, en Bourbonnais et
« dans le Nivernais. Dans ces provinces depuis long-
« temps il a contribué puissamment à l'élan de la
« culture et au perfectionnement du bétail ». Dès
1860, Léonce de Lavergne constatait que l'on pouvait
tirer du métayage un excellent parti en Berry.

Les faits ont démontré que, depuis la crise agricole, les pays à métayage avaient moins souffert que ceux où dominait le fermage. Le métayage s'est présenté, au cours de la crise, comme une excellente forme d'exploitation. Dans le département de l'Indre, ce contrat d'association a été d'une constitution plus robuste pour supporter les malaises de l'agriculture.

« Certes il n'a pu, malgré sa souplesse et ses res-
« sources infinies, échapper à la loi de baisse générale et il ne peut avoir la prétention d'être irré-
« prochable et de prévenir toujours la misère. Mais
« avec lui l'équilibre de la culture s'est mieux main-
« tenu ; les cheptels ont été mieux et plus sûre-
« ment conservés ; l'abaissement du prix des ventes
« des produits et les mauvaises années ont été moins
« préjudiciables aux colons, s'acquittant en portion
« de fruits en nature, qu'aux fermiers, s'acquittant
« en argent, souvent obligés de vendre à perte pour

CHAPITRE II

« faire face à leurs engagements. Des propriétaires
« ne trouvant pas à affermer dans des conditions de
« sécurité désirables, n'étant pas payés par leurs
« fermiers, ne voulant pas subir leurs exigences,
« ont transformé leurs fermes en métairies. Sûrs
« ainsi d'avoir toujours quelque chose, ils ne se sont
« pas trouvés en face d'un cheptel détruit, d'une
« terre inculte et d'impôts à payer » (1).

Le colonage, plus facile que le faire valoir direct, s'offre dans le Bas-Berry comme un très bon instrument dans les mains de celui qui veut s'occuper de la direction de ses terres. Par un privilège qu'on a peine à comprendre, la production animale avait longtemps bénéficié d'une faveur que l'on n'accordait pas à la culture proprement dite : des hommes distingués ne dédaignaient point de s'occuper de l'amélioration des races chevalines, voire même bovines, qui se seraient crus amoindris en dirigeant des cultures. Il n'en est plus ainsi et très heureusement depuis un certain nombre d'années, et le discrédit qui pesait sur la profession d'agriculteur s'est effacé. On a compris que s'astreindre à bien gérer ses propriétés et à les améliorer était un devoir incombant naturellement à ceux qui possèdent, et que faire de l'agriculture en cultivateur instruit c'était faire un emploi honorable de son temps, de son travail et de son intelligence. C'est à celui qui a l'intel-

(1) RATOIS DE LIMAY. *Le Méayage et les baux à colonage partiaire dans le département de l'Indre.*

ligence et les capitaux à donner l'exemple du travail et de la peine acceptée. C'est son intérêt d'ailleurs s'il ne veut pas voir disparaître la valeur de son bien. Il est dans la loi providentielle et naturelle que la récompense n'est due qu'à la peine. La loi du travail est faite pour tout le monde, et, à cette heure de préoccupations sociales, le propriétaire doit perdre l'habitude de se désintéresser de ce qui se passe autour de lui. La terre de France, ouverte à tous les labeurs, est vaste, et la cultiver, alors que les carrières libérales et les fonctions publiques sont maintenant des plus encombrées, c'est travailler utilement, c'est réaliser même un idéal de la vie des champs, saine pour l'âme non moins que pour le corps. L'avenir du sol n'est-il pas aussi l'avenir de la patrie ? Son amour ne se confond-il pas avec celui de la patrie elle-même ? Le grand air et les horizons larges engendrent indubitablement les sentiments profonds, les convictions sûres.

Par les statistiques agricoles, nous l'avons vu, depuis longtemps le département de l'Indre est rangé parmi les départements où le métayage domine et le nombre des colons ou métayers s'y accroît sans cesse.

« La propriété, dit M. Ratouis de Limay, s'accom-
« mode très bien de ce régime d'exploitation, qui,
« s'il va moins vite que le fermage, n'en va souvent
« que plus sûrement. Sans mises de fonds considé-

« rables il permet aux propriétaires d'arriver à des
« résultats satisfaisants. Sans les exposer à de gran-
« des chances de pertes, il les laisse plus maîtres de
« leurs terres pour réaliser des améliorations ».

Le métayage est un contrat simple qui dépend presque entièrement de la coutume locale. Pendant longtemps les juristes et les textes étaient restés muets à son sujet. Le Code civil ne lui avait consacré que deux articles. La loi du 18 juillet 1899, qui formera un titre du Code rural, a donné une réglementation aussi complète que possible dans une matière où les conventions sont libres. Les usages, les caractères généraux, les conditions des contrats de métayage varient donc en Berry, comme ailleurs, suivant les régions, avec la fertilité des terres et les systèmes de culture.

C'est dans les deux arrondissements de la Châtre et du Blanc que ce régime est le plus généralement suivi et qu'il a acquis toute sa vitalité. Dans celui de Châteauroux, il y a des cantons comme ceux de Châteauroux, Levroux, Valençay, où le fermage domine, tandis que dans ceux d'Ardentes, Buzançais, Ecueillé, le métayage semble aujourd'hui l'emporter sur le fermage. L'arrondissement d'Issoudun, où la vigne occupait jadis une si grande place, est celui où le métayage est le moins répandu ; les domaines y ont en principe une grande importance, 100, 200, 300 hectares ; les bâtiments sont groupés par de

semblables étendues ; le fermage y règne presque en maître.

Au point de vue économique, le métayage est bien l'association pacifique par excellence du capital et du travail, l'union active du propriétaire qui prête ses capitaux et de l'exploitant qui prête son travail. « Par ce lien qui procède de la chose mise en commun, et par cette solidarité étroite dans les mêmes intérêts, dans le métayage, disait Bastiat, la communauté doit atteler à la même tâche le propriétaire et l'exploitant. Ils sont l'un et l'autre intéressés à s'entendre, à se concerter, à s'entraider puisque le colon gagne ou perd par les mêmes causes qui enrichissent ou appauvrissent le propriétaire ».

« Ce n'est pas seulement, au dire de M. Ratouis de Limay, le trait d'union le plus intime entre le possesseur et le travailleur, le rapprochement et la réunion des forces contributives de chacun, c'est encore un des plus efficaces moyens de moralisation. Si le propriétaire a des droits, il a des devoirs, il ne doit pas les remplir en égoïste. Etablie sur des bases équitables, l'exploitation par voie d'association, cette société, dont parle Montequieu dans son « Esprit des lois », doit être considérée comme un instrument puissant d'harmonie et de paix sociales ».

La confiance mutuelle est une des premières qua-

lités nécessaires à la force du métayage ; cette confiance ne se mesure pas, elle est ou elle n'est pas. Défiant par nature, le paysan dès l'abord se tient sur la défensive à l'égard du maître, mais ce sentiment ne tarde pas à se dissiper par les bons procédés, la persuasion, le contrat fréquent.

Dans beaucoup de domaines, le métayer propose et souvent dispose, la direction de la culture lui appartient trop. Le propriétaire se contente de quelques rares visites, et l'exploitation marche par la force des choses. On ne saurait trop s'élever contre de pareils errements. Directeur en chef de l'exploitation, le propriétaire qui veut faire du métayage doit le plus possible résider dans ses terres, assurer par sa surveillance et des conseils éclairés l'ordre et le travail, régler les assolements, la culture et l'élevage, présider aux achats et aux ventes. Ce n'est pas à dire qu'il ne faille écouter ou s'en rapporter aux colons, loin de là est notre pensée, le contraire aboutirait à un résultat des plus mauvais, un jugement sûr et clairvoyant, marqué au coin d'une certaine finesse, de bon sens et de prudente expérience se rencontrant généralement chez le cultivateur, le propriétaire en fera son profit et par là aura une connaissance plus intime de la terre qu'il ouvre et des animaux qu'il élève. Il faut au maître dans ses fonctions de l'activité, de l'énergie et de l'habileté. Savoir obtenir des métayers constitue toute une

science : que de diplomatie souvent à dépenser, tour à tour « suaviter et fortiter ! ».

Le colonage est plus que le fermage favorable au développement de la population. La famille est presque une fortune pour le métayer, c'est une richesse plutôt qu'une charge. Par elle le colon, en effet, peut opérer avantageusement une véritable division du travail, utiliser les forces et les aptitudes de chacun, et arriver à faire tout l'ouvrage sans être obligé de distribuer à titre de gages le plus clair de ses bénéfices. Le travail payé ne vaut jamais celui qui est intéressé. La famille se nourrit, s'entretient sur le domaine sans grandes dépenses. Dans l'Indre beaucoup de domaines sont régis par la famille seule, et en Brenne, où le colonage existe à peu près partout, sur dix exploitations huit le sont ainsi.

Assez souvent les métayers se succèdent de père en fils dans notre département. Jadis il fallait des cas graves pour déterminer un changement, depuis une quinzaine d'années les changements sont plus fréquents, soit par suite de désunion dans les familles, soit par la faute des propriétaires trop exigeants.

« La classe des métayers, très importante dans
« l'arrondissement de La Châtre, écrit l'une des
« personnalités les plus en vue de ce pays, est la
« plus probe, la plus morale, la plus laborieuse,
« la plus économe et la plus attachée au sol, celle

« où les familles sont le plus nombreuses, celle qui
« est la plus contente de son sort et ne désire pas
« changer de vie ».

Le métayage, considéré au point de vue du rapport, donne un excellent revenu. Sans grandes difficultés, nous pourrions citer en Bas-Berry des exploitations, des domaines, où les revenus par métayage donnent 4 et 5 $\frac{0}{100}$, alors que le fermage ne donnerait que 3 ou 3 $\frac{1}{2}$.

Grâce au métayage, des défrichements, des assainissements ont pu être opérés, transformant des régions incultes ou malsaines. Cette Brenne, autrefois plus triste et plus monotone que la Sologne, est sortie par le colonage du cloaque où elle croupissait. Les brandes, jadis nombreuses, ont été mises en valeur de toutes parts. L'emploi du noir animal, le chaulage, le marnage, les engrais chimiques, et en première ligne les phosphates, ont continué, avec l'aide d'un meilleur outillage, le progrès. La production et les rendements ont augmenté.

Quelle est l'étendue des exploitations soumises au métayage dans l'Indre ? Le métayage ne s'applique généralement pas aux petites exploitations qu'on appelle locatures. L'étendue des exploitations où ce pratique ce régime varie d'ordinaire de 50 à 80 hectares, mais il est des domaines détenus par métayers de 30 à 40 hectares, d'autres de 100 et au-dessus. La richesse ou la pauvreté du sol, l'importance des

prairies, des circonstances locales ou particulières déterminent cette étendue. Dans les environs de Châteauroux et d'Issoudun le chiffre de 100 hectares est fréquemment dépassé. L'étendue varie encore avec les systèmes de culture ; l'importance des domaines est moindre là où la culture intensive est possible.

Il serait superflu d'insister longuement sur l'importance que doit présenter le cheptel vif par rapport à la situation culturale. Sa quantité, sa nature, sa qualité, sa valeur dépendent de la composition du domaine, de la fertilité des terres, des ressources alimentaires, du genre de production poursuivie. La valeur du cheptel vif varie de 50 à 200 fr. par hectare. A la Châtre pour un domaine de 60 à 70 hectares, il n'est pas rare de trouver de 10 à 15.000 fr. de bétail. En Brenne, dans la Champagne cette valeur est moins élevée : des domaines de même contenance n'ont que 5 à 10.000 fr. de cheptel vif. L'intérêt bien entendu du propriétaire comme du métayer est d'arriver avec les progrès de la culture à nourrir par hectare de superficie le plus grand poids vif possible de bétail et d'augmenter progressivement la valeur du cheptel.

Les baux de 3, 6 ou 9 années consécutives sont les plus répandus dans l'Indre. Il en est de 3, 4 et 5 ans, de 4, 8 et 12 ans, et quelques-uns de 5, 10 ou 15 années. Tous ces baux contiennent la faculté de

résilier au bout des 3, 4, 5, 6, 8 ou 10 premières années, en se prévenant 6 mois à l'avance. Souvent les baux se renouvellent d'année en année par tacite reconduction, le contrat précédent restant comme une charte à laquelle les parties se réfèrent, et il est des familles qui sont ainsi depuis plus d'un siècle dans de mêmes propriétés.

L'époque d'entrée en jouissance varie dans les domaines suivant les usages établis. Dans les arrondissements d'Issoudun et de Châteauroux le métayer entre en domaine le plus souvent le 24 juin, jour de la St-Jean, ou le 23 avril, jour de la St-Georges. Dans les domaines de l'arrondissement de La Châtre et d'une grande partie de l'arrondissement du Blanc la date d'entrée est celle du 11 novembre, à la St-Martin. Cette dernière est très critiquable, car elle provoque la cohabitation plus ou moins réelle la plus longue, le métayer sortant revenant près d'un an après sa sortie récolter les grains qu'il a semés à la veille de son départ du domaine. La date du 24 juin semble préférable.

Avant de finir nous devons dire quelques mots du métayage de la vigne.

Le métayage s'était conservé au moment de la prospérité des vignes dans certains vignobles du département, en particulier à Argenton, St-Marcel et sur le territoire des communes des bords de la Creuse. Les vigneronns donnaient toutes les façons

qui se faisaient à la main et la moitié des dépenses de vendanges et d'échalas. Le partage s'opérait dans la vigne. Les vigneronns avaient en même temps une petite exploitation agricole dépendant du vignoble et appartenant au même propriétaire. Actuellement la culture à moitié fruits avec métayer d'anciennes vignes ou de nouvelles plantations est très rare dans l'Indre. Au concours départemental de viticulture de 1893, un vignoble, d'une contenance de 63 hectares et cultivé par métayage, présentait comme conditions la mise à la charge du propriétaire pendant les trois premières années de tous les frais à l'exception des travaux nécessitant des attelages ; à compter de la quatrième année le propriétaire ne faisait plus que la taille d'hiver ; la récolte se partageait par moitié au poids à la vigne, et le produit de la vente des boutures était également partagé par moitié.

SECTION II. — *Le fermage*

M. Gide combat le fermage. Pour le savant économiste « c'est un mode de revenu qui, bien que con-
« sacré par des titres vénérables, est anti-social et
« destiné à disparaître pour ne laisser que l'exploita-
« tion directe par les propriétaires isolés, ou mieux
« associés » (1). Selon l'expression de Mathieu de

(1) CH. GIDE, *Op. cit.*

Dombasle « il y a progrès pour l'agriculture française à mesure que la terre va à celui qui l'exploite ». D'après M. Gide, le fermage compromet la propriété foncière ; celle-ci n'existant qu'autant qu'elle a été reconnue être le régime d'exploitation du sol le plus productif, le plus conforme à l'intérêt général, on présume que nul, mieux que le propriétaire individuel ne saurait mieux tirer parti de la terre. Or cette présomption disparaît, quand dans le bail à ferme par exemple, le propriétaire se décharge sur un autre de la culture de la terre pour aller soit à l'étranger soit à la ville manger ses revenus. « Il semble que le propriétaire s'acquitte bien mal de cette mission sociale qui lui a été confiée quand, au lieu d'exploiter le sol, il s'en fait un instrument de lucre et un moyen de vivre sans rien faire. Il paraît difficile d'admettre que la terre ait été distribuée à certains hommes à seule fin de leur procurer un revenu, comme ces bénéfices ou ces prébendes que le roi autrefois distribuait aux fils de famille » (1). M. Gide fait au fermage un autre grief : Celui de séparer les rôles de propriétaire et de cultivateur au grand détriment de la culture. « Pour tirer tout le parti possible de la terre, dit-il, il faut l'aimer et s'y attacher. Or, quand la terre est louée, cet amour de la terre ne peut être que très diminué, tant chez le propriétaire qui

(1) Ch. Gide. *Op. cit.*

« n'y réside pas et quelquefois même ne la connaît pas, que chez le fermier qui n'est qu'un hôte de passage et s'y sent étranger » (1). L'opinion de M. Gide est que le métayage ne donne pas prise aux mêmes critiques, il peut se prêter, quoi qu'on en dise, à une culture très avancée, il empêche le propriétaire de se désintéresser de la culture, et ne met jamais le fermier dans l'embarras pour le paiement, puisqu'il paie seulement en nature, avec la récolte, s'il y en a.

Quoi qu'il en soit de la légitimité du fermage, cette institution ayant une existence économique et légale, il faut dans les pays où elle est pratiquée que des capitaux aient été accumulés, car si le propriétaire fournit le capital foncier, c'est au fermier à apporter pour l'exploitation la plus grande part du capital, et il est nécessaire que ce capital d'exploitation soit proportionné à l'étendue cultivée.

Il n'en est malheureusement pas ainsi le plus généralement dans l'Indre. Pour devenir fermier, le cultivateur a dû faire des épargnes ou avoir des capitaux afin de se monter un train de culture répondant à l'importance du domaine pris en location. Ces épargnes, ces capitaux ne se sont formés souvent que lentement par le concours de plusieurs générations. C'est le métayer qui a racheté des cheptels à moitié ou réalisé des profits, c'est le petit cultiva-

(1) Ch. Gide. *Op. cit.*

teur propriétaire ou le fermier de père en fils, qui peu à peu s'est constitué un capital d'exploitation. Le nombre des fermiers ayant des avances suffisantes pour l'importance des biens qu'ils afferment est limité. Un trop grand nombre sont hors d'état de faire à la terre les avances dont elle a besoin ; il en résulte une culture pauvre, souvent arriérée et d'autant plus difficile que les baux sont trop courts, et que la mise en bonne culture de terres peu productives, comme on en trouve dans la Champagne berrichonne, demande une longue succession de travaux et d'améliorations. Le capital, dans la majorité des cas, en ce qui concerne le département, est donc insuffisant par rapport à l'importance des domaines qu'afferment les fermiers, insuffisant pour faire de la bonne culture ; le fermage présente par suite des signes d'infériorité certains. Par une habitude invétérée, les cultivateurs veulent en outre cultiver de trop grandes surfaces avec un capital restreint, alors que sur une moindre étendue ils arriveraient à de meilleurs résultats.

L'adoption de tel ou tel mode d'exploitation, soit métayage soit fermage, n'est point du reste pour le propriétaire affaire de fantaisie, mais affaire de nécessité dont chacun est pour soi-même l'appréciateur. La position du propriétaire cultivant lui-même ou par colonage est essentiellement avantageuse quand elle réunit les conditions de résidence, d'ap-

titudes et d'habileté. Le propriétaire se crée de la sorte une existence indépendante, tire parti de ses capitaux, profite entièrement de la plus value, des bénéfices de l'exploitation et de la rente. Il a un intérêt direct à l'amélioration du sol ; il peut lui prodiguer sans crainte toutes les améliorations foncières nécessaires, car il a la certitude de rentrer dans ses avances. Le fermage est en principe moins avantageux, le fermier, par le contrat qui le lie au propriétaire, n'a qu'un but : tirer le plus possible du sol sans aucun souci de l'avenir, c'est particulièrement vers les dernières années de son bail qu'il tend vers ce but. C'est dire combien les propriétaires, qui ne pouvant ou ne voulant nécessairement tous exploiter par eux-mêmes ou par métayers, doivent être intéressés à introduire dans les baux à ferme des clauses protectrices du sol.

De même qu'en se combinant dans de sages proportions le capital mobilier et la fortune foncière constituent une richesse plus féconde et plus puissante, alors qu'isolée, la fortune mobilière est livrée à l'instabilité des caprices d'une époque et à l'inconstance de la faveur des hommes, et la fortune foncière quoique reposant sur des bases solides et ne courant pas de risques aussi graves est condamnée à rester improductive ; de même il faut que le propriétaire et l'exploitant, en associant leurs intérêts réciproques dans des clauses protectrices du

sol, marquées des méthodes raisonnées de l'agriculture et des nécessités nouvelles, concourent à donner à la terre une plus grande force productive et un revenu plus certain.

Si l'on consulte les baux à ferme, on constate que ces baux contiennent presque toujours, à peu près dans le même style, les mêmes clauses qu'autrefois, qu'ils sont en désaccord avec les besoins actuels de la culture et par conséquent sont désavantageux même aux deux parties contractantes. La rédaction d'un bail à ferme, pouvant imprimer une bonne comme une mauvaise direction à la culture, est de la plus haute importance : on ne saurait y donner trop de soin. Les cultivateurs trop souvent s'en rapportent à l'usage, ils conservent les vieilles traditions et ne discutent que le prix du fermage. Quant aux propriétaires, ils se désintéressent de la question, soit par négligence ou par manque de savoir et confient aux notaires le soin de fixer les obligations des fermiers. Ceux-ci, bons conseillers au point de vue des usages locaux et du respect des lois rurales, mais n'ayant pas la compétence désirable pour mettre en harmonie les besoins de la culture et de la propriété, se contentent de recopier textuellement les anciens baux qu'ils trouvent dans les minutes de leurs études et les modèles passent de génération en génération comme de vieux clichés qu'on se garde bien de briser, c'est ainsi que nous retrouvons

•

LES MODES D'EXPLOITATION

dans les baux actuels toutes ces clauses surannées qui ne s'expliquent plus à notre époque. A une situation nouvelle agricole il faut pourtant des clauses nouvelles, précises, sans mots inutiles, sans style obligatoire, des formules qui s'harmonisent davantage avec les nécessités de l'agriculture moderne, tout en respectant la liberté des conventions et les coutumes locales qui ont leur raison d'être.

Au nombre des clauses sur lesquelles doit particulièrement porter l'attention, citons la date de la prise de possession, celle du paiement des fermages, la durée du bail et l'assolement.

L'époque d'entrée en ferme est différente, comme pour le métayage, suivant les localités et les pays, et trois époques principales dans l'Indre correspondent à cette entrée : le 24 juin, le 11 novembre et le 23 avril. La période de pleine jouissance de la terre ne correspond jamais avec l'entrée en ferme et la cohabitation du fermier sortant et du fermier entrant est difficile à éviter d'une façon absolue, à moins de trancher la difficulté par une seule solution qui paraît possible, l'abandon par le fermier sortant à son successeur de toutes ses récoltes. Des trois époques indiquées, il en est une qui semble devoir être préférée, c'est l'époque du 24 juin ; il suffira de jeter un coup d'œil sur l'état de la culture au 24 juin pour comparer les avantages et les inconvénients de l'entrée en ferme à l'une ou l'autre

des deux autres dates. Mais l'usage est tyrannique, surtout pour l'époque du changement des fermiers, et il n'est pas au pouvoir d'un seul propriétaire de changer les coutumes en vigueur dans une contrée.

Le paiement des fermages se fait dans l'Indre par annuités, généralement en deux termes égaux, soit à la St-Jean et à Noël, soit au 11 novembre et en avril. Souvent, pour donner au fermier qui n'a pas de fortes avances, plus de facilités lors de son entrée en ferme qui est toujours coûteuse, le premier terme du fermage n'est exigible qu'un an et même dix-huit mois après l'époque d'entrée, et la dernière année de fermage exigible alors en entier, six mois après la sortie, sauf au propriétaire à prendre les garanties nécessaires pour ce dernier paiement. C'est là une forme de crédit réel plus efficace que tous les crédits agricoles surtout dans des régions où les capitaux sont rares entre les mains des exploitants.

La durée du contrat, qui prend fin à l'expiration du terme fixé, est certainement une des choses les plus importantes du bail à ferme. Tout le monde est d'accord aujourd'hui pour reconnaître que les baux sont généralement trop courts et qu'une fréquente location d'un fonds de terre est chose mauvaise. Le nombre des années d'un bail doit être tel que le fermier puisse mener à bonne fin plusieurs périodes de rotation pour compenser les bonnes années avec les mauvaises, en s'efforçant de porter

l'exploitation, pendant la durée de sa jouissance, au plus haut point de produit qu'il le peut. C'est principalement dans les terres peu riches, laissées dans un mauvais état de culture qu'un bail de longue durée s'impose. Comment un fermier raisonnable se décidera-t-il, en effet, à défoncer, à changer un assolement vicieux, à marnier, à chauler, à améliorer le sol et à faire les sacrifices utiles, s'il n'est pas assuré de jouir pendant un temps convenable pour recueillir les fruits de ses travaux ? Pour le propriétaire éclairé, un long bail n'est-il pas le gage d'une association étroite de ses intérêts avec ceux du fermier, le moyen de donner à sa terre une plus haute valeur et d'éviter l'appauvrissement du sol, inévitable avec les changements fréquents de fermier qui sont autant de temps d'arrêt dans la production normale et de troubles dans l'exploitation et dans le revenu. Les baux des fermiers, dans le département, n'étaient au commencement du XIX^e siècle que de 3, 6 ou 9 années. Aujourd'hui les baux à ferme de 3, 6, 9 années sont plutôt rares et tendent à disparaître. Les baux de 6 à 12 années sont les plus communs, on en rencontre de 15 et 18 années, mais c'est l'exception.

L'assolement doit être rationnel. Autrefois les fermiers ne pouvaient dessoler aucune pièce de terre, ils devaient suivre rigoureusement l'assolement prescrit par le bail et qui était triennal, car la cul-

ture ne s'exerçait principalement que sur des céréales. Aujourd'hui toute liberté d'action au point de vue de l'assolement doit être laissée à un bon fermier, tout en prenant des mesures de prudence, particulièrement pendant les dernières années du bail en ce qui concerne la culture, et pourvu qu'aucune atteinte ne soit portée à la fertilité du domaine. Un fermier doit pouvoir régler l'assolement d'un domaine dans le sens qui lui semble le plus avantageux et le plus conforme à la nature des terres, aux conditions diverses du profit qu'il recherche. Il doit pouvoir le modifier, s'il est besoin, avec la connaissance plus parfaite du sol qu'il exploite, avec la sécurité que lui donne un bail de longue durée indispensable pour combiner la rotation des plantes céréales et fourragères. Pendant longtemps l'obligation de suivre durant tout le cours du bail un assolement a emprisonné le cultivateur fermier dans le cercle étroit de la routine.

Il peut arriver aussi que les capitaux fassent défaut aux fermiers pour entreprendre les améliorations réclamées par les meilleurs procédés de culture. Aux propriétaires il appartiendra d'intervenir comme principaux banquiers de leurs fermiers, en leur fournissant un cheptel qui compte et en poursuivant par eux-mêmes, moyennant des conditions qui pourront varier, les travaux d'amélioration destinés à accroître la valeur de la propriété,

Dans l'Indre, on trouve, et plus particulièrement dans l'arrondissement de Châteauroux, une élite de fermiers faisant de bonne et sage culture, remplissant avec honneur leurs engagements, et donnant l'exemple des meilleurs pratiques et du progrès.

Avant 1880, avons-nous dit plus haut, la tendance généralement observée avait été à la transformation du métayage en fermage. Cette tendance s'accusait surtout dans les régions où le métayage était moins implanté, dans les arrondissements d'Issoudun et de Châteauroux. Beaucoup de métayers cherchaient alors à devenir fermiers. La crise agricole survenant, il est arrivé que les fermiers ont demandé des délais de paiement, des réductions, ont dû abandonner la ferme ou bien ont consenti à devenir métayers.

Il y a eu, avant 1870, deux immigrations successives dans l'Indre de fermiers, attirés par le bon marché des terres et les bas prix des fermages. Ces fermiers provenaient de Belgique, du département du Nord, de la Brie et de la Beauce. Plusieurs ignorant les conditions essentielles de la culture locale ont voulu implanter un peu trop brusquement des pratiques qui leur avaient réussi ailleurs, mais qui ont échoué. D'autres, plus prudents, instruits par l'expérience des premiers n'ont pas opéré de changements aussi radicaux et ont généralement obtenu de brillants résultats en propageant autour d'eux de bons procédés de culture.

Aujourd'hui la généralité des fermiers se recrute dans la région ou dans le département. Ils sont en grande majorité des enfants du pays et se succèdent de père en fils. Un certain nombre ont passé par des écoles d'agriculture ou des fermes écoles, d'autres ont acquis leur expérience uniquement par leur esprit d'observation et par une pratique constante des choses du métier.

Dans certaines contrées du département, on rencontre encore des fermiers généraux, intermédiaires entre le grand propriétaire qui leur loue à prix d'argent des fermes, et des cultivateurs mélayers, mais leur nombre a sensiblement diminué et il ne faut pas le regretter. Ce régime d'exploitation, qu'on a pu qualifier d'hybride et de parasite du colonage, ne peut qu'éloigner le propriétaire, asservir le cultivateur et appauvrir la terre. L'action néfaste des fermiers généraux est présentée en ces termes par M. Méplain, qui a si bien étudié ce système déplorable :

« sans doute le fermier n'use envers le colon que des
« droits dont le propriétaire aurait pu user lui-même,
« mais il en use en spéculateur, comme l'usurier en-
« vers l'emprunteur nécessaire, tandis que le pro-
« priétaire eut apporté dans les stipulations du con-
« trat des ménagements et de la bienveillance ; il
« n'eut pas demandé du colon plus qu'il n'exige du
« fermier, et la condition du premier se trouverait
« améliorée de tout le bénéfice que celui-ci prétend

« réaliser » (1). Les propriétaires eux-mêmes se sont plaints de ce système de fermage qui ruine leurs terres, sans que jamais une amélioration foncière n'y soit faite. « Quelqu'intelligent, dit M. de Tourdonnet, que soit le fermier général, exploitant par métayer, il ne peut remplacer le propriétaire, il ne peut améliorer le sol. Il peut, s'il est bien intentionné, amoindrir les inconvénients de sa position, mais quoiqu'il fasse il n'en sera pas moins un élément parasite d'exploitation » (2).

L'arrondissement qui compte le moins de fermiers est celui du Blanc. « Nous n'avons pas, en ce pays, écrit un agriculteur, de fermes à prix d'argent, et les quelques rares échantillons sont peu encourageants. Toute notre culture se fait par colonage à moitié fruits, nous trouvons là la plus solide base de progrès par l'intime communication qui s'établit dans ce régime entre l'intelligence, l'activité, le bienveillant intérêt du propriétaire qui fait un judicieux apport de son capital et de ses avances, et le travail encouragé et fructueux de son métayer, qui avec l'assurance d'un lendemain dont il bénéficiera, se prête volontiers aux améliorations suggérées avec prudence par le propriétaire et faites entre eux deux à frais communs. Dans les quelques spécimens de baux à prix d'ar-

(1) MEPLAIN, *op. cit.*

(2) DE TOURDONNET, *op. cit.*

« gent que nous avons sous les yeux, nous consta-
 « tons surtout le dépérissement de la terre sous la
 « double, souvent sous la triple action du proprié-
 « taire qui se contente de toucher son prix de ferme,
 « sans coopérer à aucune amélioration, du fermier
 « qui tâche de tirer le plus possible, en laissant à
 « la terre le moindre capital qu'il peut d'avances
 « par lui fournies, et souvent enfin d'un métayer
 « travaillant sous la direction du fermier, et devant
 « borner son ambition simplement à vivre fruga-
 « lement sans pouvoir rien espérer au delà ».

Nous nous contenterons de terminer cet aperçu de la constitution du fermage dans l'Indre, par une note budgétaire de la situation des fermiers, empruntée au rapport sur les prix culturaux dans l'arrondissement de Châteauroux en 1891 :

« Pour bien comprendre l'œuvre d'un fermier
 « dans le département de l'Indre, il faut se rappeler
 « les conditions moyennes dans lesquelles il se
 « trouve et les circonstances agricoles dont l'en-
 « semble constitue son système de culture.

« Le produit brut est environ de 100 francs par
 « hectare ;

« La rente de.	30 fr.
« La main-d'œuvre, nourriture comprise égale « à la rente.	30 »
« Les frais accessoires, achats d'engrais et de « matériel, assurances, etc.	20 »
Total.	80 »

« Il lui reste environ 20 fr. par hectare pour
« l'entretien de sa famille, la rémunération de son
« industrie, de son travail.

« Un fermier de 200 hectares aurait de ce chef
« 4.000 francs par an. Il lui faudra pour cela trou-
« ver moyen de payer préalablement :

« 6.000 fr. de fermage ;

« 6.000 fr. de main-d'œuvre de toutes espèces ;

« 4.000 fr. de frais accessoires.

« Total 16.000 fr.

« Lorsqu'il arrive à éviter les risques imprévus et
« à remplir ses engagements, à satisfaire son pro-
« priétaire, à vivre en bonne intelligence avec les
« ouvriers qu'il emploie, il peut se vanter de n'avoir
« pas perdu son temps, ni volé la part de bénéfices
« qui lui reste.

« Voilà les conditions moyennes qui sont faites
« aux fermiers de l'Indre par les circonstances agri-
« coles, locales et actuelles.

« Voilà le budget qu'il doit avoir en vue, voilà
« les limites dans lesquelles il est appelé à se mou-
« voir. Il peut modifier tous ces chiffres, toutes ces
« conditions par son industrie, par l'habileté profes-
« sionnelle. Il peut allier le commerce du bétail à
« la production agricole, augmenter le produit brut
« et diminuer les frais par son savoir faire dans le
« maniement de son personnel. Enfin il peut vendre

« ses produits avec prime, grâce à la qualité qu'il
« a su leur donner et qui leur a valu la réputation.

« Tout cela est possible, mais ce n'est qu'au prix
« des plus grands efforts que ces résultats peuvent
« s'obtenir ».

CHAPITRE III

LES GRANDS PRODUITS AGRICOLES

La richesse en agriculture comprend de nombreux produits. Nous ne parlerons que de l'agriculture proprement dite et de ses principaux produits tant dans le règne végétal que dans le règne animal.

La Crise a amené une baisse intense sur tous les produits agricoles. C'est ainsi qu'on a pu calculer de 1875 à 1900 une descente ininterrompue de 25⁰/₀ environ du prix du froment en France. Pour les autres céréales, on retrouve la baisse dans des proportions à peu près pareilles : elle est de 26⁰/₀ pour le seigle, 19⁰/₀ pour l'orge, 14⁰/₀ pour l'avoine. En ce qui concerne les autres produits, il y a eu également de 1875 à 1900 des baisses de prix constantes. Pour les pommes de terre par exemple la baisse a même été plus considérable que pour les céréales, au lieu de 25⁰/₀ nous avons 35⁰/₀ environ. La baisse

du prix des produits animaux a été moins sensible. Les prix moyens sur les marchés français ont été :

De 1875 à 1880	{	1 franc 62 le kilo	de bœuf
		1 » 80 »	de mouton
		1 » 66 »	de porc.
De 1881 à 1885	{	1 » 61 »	de bœuf.
		1 » 81 »	de mouton.
		1 » 64 »	de porc.
De 1886 à 1890	{	1 » 49 »	de bœuf.
		1 » 72 »	de mouton.
		1 » 48 »	de porc.
De 1891 à 1895	{	1 » 59 »	de bœuf.
		1 » 83 »	de mouton.
		1 » 54 »	de porc.
De 1896 à 1900	{	1 » 75 »	de bœuf.
		1 » 83 »	de mouton
		1 » 50 »	de porc.

En face des baisses considérables des produits végétaux, nous trouvons donc une baisse égale mais plus légère des produits animaux.

Ce n'est pas tout. On rencontre opposés l'un à l'autre deux phénomènes contraires : d'une part la diminution des prix d'argent, d'autre part l'augmentation de productivité.

Il est assez difficile d'indiquer dans quelles limites exactes ces deux phénomènes se sont contre-balançés. Pour les céréales, la baisse du prix des produits paraît avoir fait plus que compenser les avantages des quantités produites. Pour les autres produits végétaux, il y a eu également diminution en valeur malgré la productivité, malgré les efforts pour la productivité. Le résultat n'a pas été sembla-

ble pour les produits animaux ; ils ont aussi augmenté, mais les baisses de prix ont été moins grandes. Somme toute, s'il y a eu diminution en valeur, surtout pour les produits végétaux, elle a été partiellement compensée par une augmentation de productivité pour les produits animaux.

SECTION I. — *Produits végétaux.*

Avant d'aborder la production végétale, il importe de dire quelques mots des rotations de culture sur lesquelles elle repose ; nous en avons déjà incidemment parlé à propos du fermage. Sans faire la théorie des assolements, nous renvoyons là-dessus aux ouvrages d'agriculture pure, nous insisterons sur ce fait capital que le choix d'un bon assolement est la base la plus solide de la production. L'expérience a toujours démontré qu'il y avait un ordre à suivre dans les différentes cultures qui se succèdent sur un même sol et qu'on ne pouvait se livrer impunément aux caprices de la fantaisie sans courir les risques d'appauvrir la couche arable et de diminuer les rendements. Nous savons que la nouvelle école, qui préconise l'emploi quasi exclusif des engrais chimiques, se permet de grandes licences à cet égard, qu'elle affecte de faire revenir la même récolte pendant plusieurs années sur le même terrain. Elle en est arrivée à considérer le sol comme une usine prête à produire toujours la même chose, à condition de se conformer à la loi de restitution et de fournir à la plante une alimentation conforme à

ses besoins et à ses appétits. La pratique, dont il faut absolument tenir compte en pareille matière, s'accommode assez mal de ce système, et pour elle un assolement défectueux est encore préférable à l'invariabilité des cultures. Il est donc important de faire ressortir l'utilité pour ne pas dire la nécessité d'un assolement approprié à la qualité du sol et aux débouchés de la production. Dans l'Indre, comme dans une bonne partie de la France, l'assolement triennal à base de jachère suivie de deux céréales a été longtemps le plus en usage dans ces derniers temps. Actuellement on trouve des assolements rationnels de 4 et 5 ans. Dans notre Champagne berrichonne spécialement, les terres sont généralement conduites par quart : 1^{re} année, racines et jachères, — 2^e année, blé avec une légumineuse, — 3^e année, légumineuses, — 4^e année, avoine ; — cet assolement au dire des agronomes doit de préférence être adopté dans cette région où le sol, trop maigre pour être exploité par une culture intensive, se prête admirablement à l'élevage du mouton pour lequel il faut du parcours, des artificielles qu'il consommera dans la ferme ou sur place en fertilisant le sol, ressources alimentaires indispensables pour assurer le succès de l'élevage, poussant à merveille dans ces sols calcaires. Le mot de jachères, qui éveillait autrefois l'idée de repos réparateur, ne doit plus du reste, à notre époque, être pris à la lettre,

car en réalité on n'accorde qu'un repos relatif à la terre ; le mot de jachère veut plutôt dire nettoyage que repos du sol. Il y a un siècle, le tiers des terres labourables était en jachère nue ou morte ; aujourd'hui nous n'en avons presque plus, et ce n'est que dans les sols les plus médiocres qu'elle se pratique, elle devient rare même dans la Champagne du Berry. La jachère cultivée (prairies artificielles, betteraves, etc.) a remplacé en principe en France la précédente ; tout en donnant au sol un certain repos, elle le nettoie, l'ameublit et permet son aération.

Nous commencerons par les céréales.

La culture des céréales occupait en France lors de la dernière enquête de 1892 plus de la moitié des terres labourables et plus du quart de la superficie globale du territoire. C'est, comme on l'a dit, avec le grain qu'on entretient des populations nombreuses et fortes, et qu'on peut avoir notamment une bonne et puissante cavalerie. Il y a donc intérêt pour une nation, non pas à réduire la production granifère, mais à l'augmenter.

L'Indre est un pays gros producteur de céréales. Sous ce rapport, il tenait, lors de l'enquête décennale de 1882 le 23^e rang, et lors de l'enquête décennale de 1892 le 20^e rang parmi les départements possédant le plus grand nombre d'hectares cultivés en céréales en proportion du territoire total. Il n'a fait que progresser à cet égard.

Nous nous placerons dans les explications qui vont suivre au triple point de vue de la surfaceensemencée, de la production en grains (nous négligeons la paille, qui en plus grande partie doit servir à la nourriture et à la litière des animaux) et de la valeur.

Occupons-nous d'abord du froment, la céréale la plus importante.

La superficie qu'il couvre dans notre département a quelque peu varié depuis 25 ans, notamment pour 1904, comme le prouve le tableau suivant :

Année 1882 . . .	112.897 hectares
» 1892 . . .	109.651 »
» 1895 . . .	109.151 »
» 1898 . . .	110.461 »
» 1900 . . .	110.270 »
» 1902 . . .	109.000 »
» 1904 . . .	115.322 »

Les rendements en grains ont été :

	En moyenne par hectare.		Au total.
Année 1882.	18 hectolitres	2.111.174	hectolitres
» 1892.	15 »	1.725.647	»
» 1895.	17 »	1.877.397	»
» 1898.	18 »	1.988.298	»
» 1900.	16 »	1.764.380	»
» 1902.	16 »	1.842.100	»
» 1904.	14 »	1.652.564	»

Le poids moyen de l'hectolitre a oscillé de 76 à 78 kilos.

A partir de 1880 les prix baissent d'une façon

continue : 18 fr. 21 l'hectolitre en 1882, dix ans plus tard, 17 fr.; en 1895, pas même 13 fr. Les prix se relèvent en 1898 (18 fr. 22), pour baisser en 1900 (13 fr. 91), et se relever à 16 fr. 25 en 1902 et à 16 fr. 50 en 1904.

Sous le règne de Louis XIV, au cours d'une période de 73 ans établie par Arthur Young, le prix moyen du blé était de 28 fr. le septier (1 hectolitre 56 litres). Sous Louis XV et Louis XVI, la moyenne générale descendait à 20 francs. Les entraves apportées à la liberté du commerce en général et d'une province à l'autre produisaient les plus déplorables effets. Turgot rapporte qu'il n'était pas rare de voir vendre un hectolitre de blé 70 fr. sur un marché où il y avait disette, tandis que sur un marché voisin où il y avait abondance de récolte, le prix de l'hectolitre n'était que de 8 à 10 francs.

La liberté commerciale et les transports rapides ont fait disparaître l'avisement des cours et les famines périodiques, pour le plus grand bien de l'humanité. Les prix sont plus stables, plus uniformes, le marché universel est devenu le grand pourvoyeur de l'alimentation publique. La facilité des échanges a eu pour conséquence, il est vrai, d'abaisser le prix du blé quelquefois à un niveau trop bas, et si l'agriculture trouve encore avantage à produire ce grain, c'est grâce à l'augmentation des rendements obtenus par l'amélioration des procédés

de culture et les engrais chimiques.

Dans toutes les périodes de la crise agricole, on a cherché à établir le prix de revient du blé, pour savoir si la culture était en perte ou en gain. On est toujours tombé dans de graves exagérations. Le cultivateur, par esprit d'habitude, sait bien qu'au-dessous d'un certain prix il est en perte : de là à conclure qu'on peut, d'une façon générale, établir un prix de revient exact il y a loin. Cette culture ne se fait pas isolément, elle ne peut se séparer des autres opérations de la ferme. Il existe tout un enchaînement dans l'assolement qu'il n'est pas facile de rompre, et qui forme un ensemble dont les détails sont solidaires et ne peuvent s'isoler que d'une façon artificielle. On peut, dans certains cas, restreindre momentanément la production du blé, mais non pas la supprimer. D'ailleurs que pourrait-on faire à la place ? Ce n'est pas au bénéfice partiel qu'on doit viser, mais au bénéfice général : telle branche de l'exploitation qui perd une année peut gagner l'année suivante. Aussi, pour se tenir dans la vérité, le gain ou la perte doit être réparti sur toutes les opérations de la ferme. La comptabilité est là pour guider et ce n'est que lorsqu'une matière est dépréciée, sans aucun espoir de reprise dans l'avenir, que le cultivateur doit y renoncer ou prendre des dispositions pour la produire à meilleur compte. Il n'y a pas d'autres manières d'envisager le problème de la production.

Dans l'ordre d'importance des céréales, l'avoine vient après le froment.

Peu difficile quant au choix du sol, l'avoine réussit partout, sauf dans des terres absolument arides et sèches ; c'est la céréale que l'on réserve pour les défrichements récents de bois ou de landes, pour la mise en culture des étangs, des terres tourbeuses ; elle vient en effet là où le blé ne pourrait pousser.

Voici dans le département de l'Indre la superficie cultivée, la production et la valeur de cette céréale (1) :

	Superficie	Production du grain.		Val. moy. de l'hect.
		moy. par hect.	totale.	
Année 1882	85.032 hect.	22 hect.	1.893.663 hect.	7 fr.
id. 1892	94.419 »	17 »	1.693.738 »	7 »
id. 1895	94.270 »	19 »	1.866.546 »	6 »
id. 1898	100.157 »	22 »	2.203.454 »	8 »
id. 1900	98.490 »	16 »	1.635.000 »	7 »
id. 1902	98.342 »	20 »	2.009.975 »	8 »
id. 1904	99.525 »	18 »	1.841.212 »	(2)7 »

Le seigle est par excellence la céréale des pays pauvres. Très rustique, il est avantageusement cultivé où le blé ne peut parvenir à maturité. Les terres sèches, légères et perméables sont celles qui lui conviennent le mieux. Pendant que le froment donne un produit brut de 400 francs, le seigle n'atteint

(1) Nous laissons de côté dans tous nos tableaux les fractions d'hectolitres en production et les centimes de francs en valeur.

(2) L'augmentation de la culture de l'avoine s'est faite surtout en Brenne.

que 240 francs ; aussi partout où le blé peut venir avec quelques chances de profit, le seigle disparaît forcément.

Toutefois si comme céréale le seigle subit une notable diminution d'importance, comme plante fourragère il est précieux en raison de sa précocité : c'est le premier fourrage vert que l'on obtient au printemps.

Sa paille fournit quelquefois un produit supérieur au grain ; fine et souple, elle sert à la confection des liens et est très demandée par les jardiniers, elle est encore employée dans l'industrie à différents usages, notamment à la fabrication des chapeaux légers.

En continuant sur les années que nous avons citées, on trouve pour le seigle dans notre département :

	Superficie	Production du grain		Val. moy de l'hect.
		moy. par hect.	totale	
Année 1882	14 643 hect.	17 hectol.	254.202 hectol.	11 fr.
id. 1892	9.790 »	16 hectol.	158.820 hectol.	10 »
id. 1895	11.212 »	15 »	170.422 »	7 »
id. 1898	10.664 »	17 »	181.288 »	12 »
id. 1900	12.200 »	12 »	147.610 »	9 »
id. 1902	12.000 »	12 »	154.750 »	10 »
id. 1904	7.302 »	11 »	85.798 »	(1) 10 »

Notons en passant la presque disparition dans l'Indre du méteil (mélange de froment et de seigle),

(1) Le seigle a perdu du terrain principalement dans le Boischaut et la Brenne.

dont la surface au surplus se restreint de plus en plus en France.

A l'orge il faut des terres saines, meubles et fertiles ; elle est, au point de vue du sol, presque aussi difficile que le blé. Les terres calcaires ou silico-calcaires sont celles qui lui conviennent le mieux.

C'est dans la fabrication de la bière que cette céréale trouve son emploi principal.

En 1892 la Russie était la plus grande productrice d'orge du monde, ayant près de huit fois la surface cultivée de la France en cette céréale, mais, il est vrai, avec un rendement moitié moins fort. Les pays producteurs de bière dépassaient d'ailleurs tous la France, principalement l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Sa culture dans l'Indre comprend :

	Superficie	Production du grain		Valr moy. de l'hect.
		moy. par hect.	totale	
Année 1882	18.857 hect.	17 hectol.	330.940 hectol.	10 fr.
id. 1892	20.008 »	14 »	393.787 »	9 »
id. 1895	18.062 »	18 »	334.147 »	9 »
id. 1898	19.336 »	16 »	309.376 »	11 »
id. 1900	19.130 »	17 »	336.460 »	10 »
id. 1902	21.612 »	18 »	397.783 »	10 »
id. 1904	20.813 »	16 »	328.211 »	10 »

Le sarrasin ou blé noir est comme le seigle une culture des terrains pauvres, il témoigne d'une agriculture peu avancée.

Le sarrasin est abondant en Bretagne, en Sologne et dans certains départements du Centre, tels que la

Creuse et la Haute-Vienne. Il n'a pas grande importance dans notre département. Il ne couvre une étendue pas même de 2.000 hectares et en a perdu à peu près 400 depuis 1882. Il était il y a 20 ans de 9 fr. l'hectolitre, alors qu'à l'heure actuelle il est de près de 11 francs.

On utilise le sarrasin pour la nourriture des animaux et surtout pour celle des volailles.

Enfoui au début de la floraison, il constitue un excellent engrais vert. On le cultive également comme plante fourragère, mais le fourrage qu'il produit est de qualité médiocre.

Le maïs, pour mûrir ses grains, a besoin d'une somme de chaleur suffisante. Cette condition n'est pas remplie dans beaucoup de régions de la France. Sa culture n'est possible à cet effet que dans deux zones, qui occupent l'une la vallée du Rhône, et l'autre la partie sud-ouest de notre territoire français. Partout ailleurs et notamment dans l'Indre il ne vient pas à maturité, mais on en obtient un très bon fourrage vert.

Nous ne ferons qu'énoncer les grains alimentaires autres que les céréales. S'ils sont parfois cultivés à la charrue, ils le sont bien plus souvent encore dans nombre de jardins particuliers pour servir à la consommation de la famille, ou dans des exploitations maraîchères urbaines et suburbaines. Ce sont les pois, les haricots, les fèves et autres grains.

Ces produits appartiennent pour la plupart à la famille des légumineuses, et ceux récoltés en culture sont le plus généralement vendus comme légumes secs.

La pomme de terre, l'une des plantes les plus utiles à l'alimentation et les plus précieuses pour l'agriculture se cultive à la fois comme plante potagère et comme plante culturale.

Un fait remarquable qu'on ne peut passer sous silence est l'intensité de sa production. Le rendement moyen à l'hectare de cette culture était pour la France en 1882 de 75 quintaux, en 1892 de 105 quintaux, soit une augmentation de 40 %, due aux progrès des méthodes et à une sélection intelligente des variétés. La moyenne décennale de 1893 à 1902 a été plus faible : 79.26.

Pour l'Indre on trouve :

Années	Superficie	Rend. moy. p. hect.	Val. moy du quint.
1882.	41.333 hectares	86 quintaux	4 fr. 90
1892.	47.040 »	126 »	3 fr. 25
1902.	47 949 »	75 »	5 fr.

Nous arrivons aux cultures fourragères, qui comprennent les fourrages annuels, les racines, les prairies artificielles, les prairies naturelles et les pâturages et pacages.

En parlant des prairies naturelles, Arthur Young, qu'il faut souvent citer quand on étudie l'agriculture de la fin du XVIII^e siècle, faisait ces réflexions :

« Dans un pays soumis à une mauvaise culture, les
« prairies naturelles doivent nécessairement attein-
« dre des prix très élevés. Quand les terres labou-
« rables ne portent ni choux, ni navets, ni pommes
« de terre pour la nourriture d'hiver du bétail, on
« ne peut compter que sur le foin ».

C'était bien là, en effet, la situation de beaucoup de cultivateurs à l'époque où l'agronome anglais écrivait ces lignes. La valeur locative d'une ferme n'était pas toujours calculée sur la qualité des terres, mais plutôt sur la quantité de prairies naturelles qu'elle contenait, car c'était sur elles que reposait l'alimentation du bétail. Avec une aussi grande pénurie de fourrages, on se gardait bien de défricher même les plus mauvaises, et les biens communaux qui ne fournissaient que de médiocres pâturages occupaient d'immenses étendues.

L'origine des biens communaux paraît vraisemblablement remonter à la fin du moyen-âge. De riches seigneurs auraient abandonné gratuitement à leurs vassaux des terres pauvres ou submergées pendant l'hiver, dont ils ne pouvaient tirer aucun revenu. Peu à peu ces terrains vagues devinrent des pâturages, où chacun envoya paître son bétail. L'usage s'en perpétua à travers les siècles, et ces propriétés tombèrent dans le domaine communal. Il arriva cependant que certains seigneurs, jaloux ou mécontents de voir produire les friches qu'ils

avaient autrefois abandonnées aux paysans, essayèrent dans un élan d'égoïsme impardonnable, de rentrer en possession de leurs anciens terrains. Les communes se défendirent énergiquement contre une pareille spoliation, on ne saurait qualifier autrement un acte si arbitraire. Des procès s'ensuivirent, on plaida longuement, les communes finirent par obtenir gain de cause et ces terrains, un moment en litige, leur furent définitivement acquis. Elles les ont conservés jusqu'à nos jours. On a beaucoup discuté sur l'utilité de ces biens communaux. Aujourd'hui même les avis sont encore partagés sur cette question. La vérité est, selon nous, qu'ils ont rendu de grands services à l'agriculture à une époque où la nourriture du bétail reposait presque exclusivement sur les prairies naturelles, mais leur valeur s'est beaucoup amoindrie depuis. Aussi ne faut-il pas condamner sans appel les communes qui ont aliéné leurs biens communaux ; elles l'ont fait dans un intérêt général et si les habitants qui s'en sont rendus acquéreurs en ont défriché une grande partie, c'est qu'ils ont trouvé plus d'avantage à les convertir en terres labourables. D'ailleurs ces défrichements ne s'appliquent pas spécialement aux pâturages communaux : nombre de particuliers ont aussi transformé leurs prairies naturelles en terres labourables. La diminution tient uniquement à des conditions économiques qu'il importe de signaler.

Les prairies naturelles sont dites ou permanentes, en raison de leur longue durée, ou temporaires, si elles n'occupent le sol que pendant un temps limité, soit deux, trois ou quatre ans, ce qui se rencontre dans les pays où les premières ne peuvent se maintenir.

On divise les prairies naturelles en prairies fauchables dans lesquelles le produit est fauché et converti en foin, et en herbages, pâturages et pacages dont le fourrage est consommé sur place par le bétail. Le nom de prés s'applique plus spécialement aux prairies fauchables ; celui de pacages est réservé aux surfaces engazonnées plus pauvres que les pâturages. Un grand nombre de prairies sont soumises à un système mixte, qui consiste à faucher la première coupe, c'est-à-dire le premier fourrage obtenu dans l'année, et à faire pâturer la seconde.

On classe en second lieu les prairies en prairies hautes et prairies basses. Les prairies hautes sont celles qui occupent les plateaux, les sommets des collines ou des montagnes. Il est presque toujours impossible d'irriguer ces prairies, qui ne fournissent, en une seule coupe généralement, qu'une faible quantité de fourrage. Après cette coupe, on en obtient encore un pâcage. Les prairies basses, situées dans le voisinage des cours d'eau, sont d'une irrigation facile, et, lorsqu'une humidité constante

ne les transforme pas en marécages, leur rendement en fourrage de bonne qualité est élevé. Entre ces deux catégories se placent les prairies moyennes qui occupent les parties supérieures des vallées. Elles présentent souvent les mêmes avantages que les prairies basses, sans être soumises aux mêmes inconvénients.

Le département de l'Indre est bien doté en prairies naturelles irriguées. En 1882, on comptait 32.196 hectares de prairies irriguées par les rivières et 11.862 hectares à l'aide de canaux ou travaux. En 1892, les chiffres étaient de 31.626 hectares pour les premières et de 11.548 pour les secondes. Pour l'instant on trouve plus de 34.000 hectares de prairies irriguées naturellement et 13.000 à l'aide de la main de l'homme.

Sur une bonne partie des prés situés sur les bords de la rivière de l'Indre, on s'efforce d'augmenter la production et surtout la qualité par des assainissements bien entendus, par l'emploi d'engrais phosphatés indiqués pour modifier heureusement la nature des herbes peu nourrissantes, et par suite réaliser l'amélioration du bétail par une alimentation plus saine, plus substantielle. Ces améliorations dans la vallée de l'Indre ne sont pas sans difficultés. La rivière capricieuse a sa tourmente en toutes saisons, trop souvent elle sort de son lit profond et étroit à la veille même des fauchaisons. Des apports

de terre, de tuf, de pierres sont nécessaires dans les prés au niveau le plus bas pour chasser le jonc et modifier la sole préalablement assainie par de larges fossés. La nature a semblé mettre le remède à côté du mal, et la colline est souvent là toute prête à descendre avec un peu de bonne volonté et quelques capitaux.

Le tableau ci-après nous donne la situation des prés dans le département :

	Surface	Production		Valr moy. du quint.
		moy. par hect.	totale.	
Année 1882	44.058 hect.	33 quint.	1.893 287 quint.	7 fr.
id. 1892	57.878 »	24 »	1.330.895 »	7 »
id. 1895	57.179 »	35 »	2.029.854 »	4 »
id. 1898	58.579 »	46 »	2.694.634 »	4 »
id. 1900	56.941 »	30 »	2.042.310 »	4 »
id. 1902	55.612 »	31 »	1.775.950 »	5 »
id. 1904	64.825 »	31 »	2.041.987 »	4 »

Les prairies artificielles remplacent avantageusement les prairies naturelles partout où les conditions de sol, de climat et d'exploitation en permettent l'établissement. Elles produisent généralement un fourrage abondant et d'une grande valeur nutritive, de plus elles prennent facilement place dans les systèmes d'assolement. La plupart des espèces qui composent les prairies artificielles sont bisannuelles ou vivaces, quelques-unes sont annuelles. Celles qui sont formées de plantes appartenant à la famille des légumineuses enrichissent le sol de l'a-

zote accumulé dans les longues et fortes racines que ces plantes laissent en terre.

C'est le trèfle qui occupe dans l'Indre le plus d'étendue. Viennent ensuite le sainfoin et la luzerne. Comme rendement à l'hectare la luzerne arrive en première ligne. Le trèfle et le sainfoin sont au-dessous de la luzerne, mais entre eux ils diffèrent peu sous ce rapport. Comme prix du quintal, le sainfoin et la luzerne se valent, le trèfle est bien inférieur.

Le trèfle est une légumineuse moins exigeante que la luzerne et fournit des rendements satisfaisants dans les terres froides et peu profondes où celle-ci pourrait à peine vivre. Cette plante n'occupe le sol qu'une année, pendant laquelle elle donne deux coupes, quelquefois trois. L'année suivante on la défriche pour ensemercer en avoine. Cette céréale sur défriche de trèfle produit généralement un grain d'excellente qualité.

Le sainfoin se range parmi les meilleures plantes fourragères. Il est vivace, rustique ; ses racines descendent à une grande profondeur dans le sol. Ce qui fait du sainfoin une plante précieuse, c'est qu'il végète sur les terres calcaires sèches et les sols siliceux, là où le trèfle et la luzerne viennent mal. Mais il redoute les terres humides, argileuses ou marneuses.

La luzerne, plante vivace de la famille des légumineuses, est la plus importante des prairies arti-

ficielles. Sa racine s'enfonce profondément en terre. Mais cette plante est exigeante sous les rapports du sol : il lui faut des terrains profonds, bien ameublis, riches en calcaire, à sous sol perméable, se laissant aisément pénétrer par les racines. Les terres fortes, humides, lui sont absolument défavorables. Fréquemment la luzerne se sème au printemps dans une céréale claire, avoine ou orge. Au point de vue de la valeur nutritive, le foin de luzerne occupe le premier rang parmi nos divers fourrages.

Les statistiques nous donnent dans notre département pour ces diverses cultures fourragères :

Trèfle

Années	Superficie	Production		Val. moy. du quint
		moy. par hect.	Totale	
1882.	23.790 hect	35 quint.	865.969 quint.	5 fr.
1892.	30.280 »	24 »	752.944 »	6 »
1895.	24.980 »	28 »	699.440 »	3 »
1898.	23.239 »	35 »	813.365 »	3 »
1902.	24.210 »	32 »	793.716 »	4 »
1904.	37.430 »	32 »	1.216.475 »	3 »

Sainfoin

1882.	7.466 hect.	32 quint.	241.898 quint.	7 fr.
1892.	10.540 »	31 »	326.740 »	7 »
1895.	10.737 »	27 »	289.899 »	4 »
1898.	9.732 »	32 »	311.424 »	4 »
1902.	13.613 »	33 »	451.576 »	4 »
1904.	16.590 »	29 »	481.110 »	4 »

Luzerne

1882.	5.338	hect.	47	quint.	251.420	quint.	6 fr.
1892.	4.871	»	36	»	178.766	»	6 »
1895.	4.929	»	38	»	187.302	»	4 »
1898.	5.838	»	42	»	245.196	»	4 »
1902.	6.704	»	43	»	288.521	»	4 »
1904.	7.254	»	44	»	322 803	»	4 » (1)

La betterave est la principale des racines fourragères ; elle constitue un très bon aliment pour les vaches et les brebis laitières et a une grande valeur pour l'engraissement des bœufs, des moutons et des porcs. On la donne aux animaux associée au foin, au son ou aux balles de froment et d'avoine. Son étendue cultivée dans l'Indre après avoir été de 4.410 hectares en 1882, s'est élevée à 6.216 hectares en 1892, puis à 6.771 dix ans plus tard, enfin à 9.434 hectares en 1904. Son rendement annuel est de 240 quintaux environ à l'hectare, et sa valeur moyenne de 1 fr. 60 le quintal après avoir été autour de 2 fr. 30 en 1882 et en 1892.

Comme racines fourragères mentionnons aussi les carottes, les raves, les topinambours.

Les vesces, le trèfle incarnat, les choux-fourragers sont, au point de vue des surfaces cultivées, les

(1) La Brenne est la partie de l'Indre où l'on rencontre le moins d'artificielles.

plus importants des fourrages annuels, mais les rendements sont très différents. Citons également les seigle et escourgeon en vert, le maïs fourrage, le moha.

Un mot avant de quitter les végétaux : l'Indre ne s'adonne pas ou du moins ne s'adonne que dans des proportions très insignifiantes aux cultures industrielles (colza, chanvre, betteraves à sucre (1), etc.).

SECTION II. — *Produits animaux*

Tout se tient dans un système de culture et le bétail est un des facteurs les plus puissants de la production agricole par les produits qu'il donne et par ceux qu'il permet d'obtenir. Sans lui aucune culture n'est possible, aussi le rencontre-t-on partout en quantité variable et sous des espèces différentes appropriées aux milieux dans lesquelles elles vivent.

Les animaux de ferme représentent en France une valeur qui dépasse 5 milliards. La France est surtout riche en gros bétail (bœufs et chevaux). L'espèce bovine à elle seule compte plus que toutes les autres espèces réunies dans la valeur totale des

(1) Une sucrerie très importante avait été installée par M. M. Balsan à Châteauroux, mais elle ne fonctionna que quelques années et est fermée depuis 1902.

animaux. Les chevaux occupent le deuxième rang, non en raison de leur nombre, mais à cause de leur prix élevé par tête. L'espèce bovine possède le poids le plus fort de la série animale.

On sait que Chicago est le plus grand marché de bestiaux qui soit au monde ; la production américaine nous a envahi aussi bien par son bétail que par ses céréales.

Dans le classement opéré en 1892 du poids brut ou vif fourni par l'ensemble des animaux de ferme, le département de l'Indre venait le 45^e parmi les départements et donnait en tonnes de 1.000 kilogrammes le chiffre de 74.321 ; le plus élevé fournissait 158.127 tonnes. Les rapports du poids total d'animaux aux superficies étaient : à 100 hectares du territoire agricole 11.285 kilos, à 100 hectares des terres labourables, prés et herbages, 14.446 kilos. L'élevage du mouton est bien connu dans les plaines d'Issoudun et de Châteauroux, comme celui des bovidés et des équidés est réputé dans les prairies de La Châtre et du Blanc.

Dans cette étude, pour procéder méthodiquement, nous diviserons le bétail en deux catégories : 1^o les animaux de trait, qui fournissent du travail ; 2^o les animaux de rente, les plus nombreux, qui produisent la viande, les engrais, le lait, le beurre, le fromage, la laine, etc.

PREMIÈRE CATÉGORIE. -- *Animaux de trait*

La comparaison économique des quantités de travail fournies par le bœuf et par le cheval a fait l'objet de nombreuses discussions. Pour les uns, le bœuf doit être préféré au cheval dans les travaux de la ferme ; pour d'autres, l'emploi du cheval est plus avantageux. A notre sens, une question de cette nature ne peut être résolue que par des chiffres : ce sont les milieux culturels et économiques et la nature des travaux à effectuer qui déterminent le choix des moteurs. L'agriculteur doit faire lui-même, avec toute l'approximation possible, le compte de la journée de travail des animaux dont il s'agit et s'arrêter à ceux qui, dans les conditions particulières de son exploitation, paraissent d'un meilleur rendement.

D'après Lecouteux, sur une bonne route, une paire de bœufs de grande race (durhams, flamands, normands, limousins, auvergnats, charolais, vendéens, etc.), peut déplacer un chargement de 4.000 à 5.000 kilogr. à une distance de 24 à 28 kilomètres dans une journée de dix heures, c'est-à-dire avec une vitesse moyenne de 0^m 66 à 0^m 77 par seconde, alors qu'attelés à la charrue ils ne font que 12.000 à 15.000 mètres de rayage dans la journée.

Selon de Gasparin, la vitesse moyenne par se-

conde, au petit pas, d'un bœuf n'effectuant pas de traction, est égale à sa taille, prise au garrot, multipliée par 0.56 ; au pas allongé, le coefficient s'élève à 0.66 ; ainsi, pour un bœuf ayant 1^m 50 de hauteur au garrot, les vitesses par seconde seraient en moyenne de 0^m 84 au petit pas et de 1 mètre au pas allongé.

Comme comparaison, pour les charrois, un cheval transporterait par jour sur une route un poids de 1.200 kilogr. à 36 kilomètres, et un bœuf un poids de 2.000 kilogr. à une distance de 28 kilomètres.

Au point de vue de la richesse agricole, s'il est important d'avoir beaucoup de bétail de rente, il n'en est pas moins nécessaire de réduire au minimum possible les animaux de trait, car chaque excédent de ce côté grève la culture de frais inutiles.

L'effectif en chevaux s'est à peu près maintenu en France, ce qui est assez étrange, étant données la multiplication des moyens de transport à traction mécanique et la diminution de la population rurale. Il est vrai que l'emploi des machines agricoles nécessite plus de chevaux et moins d'hommes. La question de l'élevage du cheval est fort importante, non seulement au point de vue agricole, mais aussi au point de vue commercial et au point de vue militaire, car en temps de paix, nos régiments de cavalerie et d'artillerie exigent une quantité considérable de chevaux aptes à différents services, vigou-

reux, énergiques et rapides, et en temps de guerre le recrutement de ces auxiliaires indispensables de nos armées devient encore plus difficile.

La quantité de chevaux entre les mains des cultivateurs à été dans le département :

En 1882	de	24.923
En 1892	de	24.794
En 1902	de	29.038
En 1904	de	29.679

Comme remarques dans l'Indre, il est reconnu que les étalons ont une tendance à diminuer de nombre et de valeur. Les chevaux hongres sont en augmentation, mais les prix ont fléchi. Pour les poulinières et les poulains leur nombre a quelque peu diminué ; il en est de même de leur prix.

La valeur moyenne d'un étalon est de 8 à 900 fr. ; celle d'un cheval entier employé à la fois au travail et à la reproduction s'élève, au poids de 480 kilos environ, à 600 fr. ; celle d'un cheval hongre, au poids de 450 à 500 kilos, est de 460 à 500 fr. Une poulinière vaut généralement de 4 à 500 fr. avec un poids de 410 à 430 kilos.

Des étalons de l'Etat, pour la plupart de gros trait, sont aussi envoyés chaque année du dépôt de Blois aux stations d'Argenton, Le Blanc, Chaillac, Mézières, La Châtre et Cluis.

Enfin le cheval en Bas-Berry sert également dans

une proportion minime mais qui s'accroît annuellement de viande de boucherie.

L'âne, appelé à disparaître dans un certain nombre de départements, a une place bien marquée dans le département de l'Indre. En 1904 on en comptait 15.232, quantité qui est à peu près la même que celle existant il y a 20 ans. A l'âge de 1 à 3 ans sa valeur actuelle est de 60 à 70 francs, au-dessus de 3 ans il atteint un prix moyen de 90 à 100 francs.

Le bœuf est à la fois un animal de trait et un animal de rente. Il possède, on ne peut le contester, une grande supériorité sur le cheval : avec son caractère doux et patient il ne s'abîme pas comme lui en de vains efforts dans les charrois difficiles ; il a surtout le grand avantage de réduire l'amortissement du capital au minimum.

Au dire de Lecouteux, le bœuf infiniment moins granivore que le cheval pousse essentiellement à une culture fourragère, à la production de l'herbe et des racines. A ce titre, on le rencontre partout ; il est à la fois, et dans les contrées qui produisent de l'herbe à peine fauchable, et dans les riches pays herbagers, et dans les cultures arrivées à l'apogée du produit brut et qui sont basées sur une large production de racines. Dans tous les lieux il tire parti de matières alimentaires que le cheval n'accepterait pas avec la même facilité, et que même il refuserait tout à fait. Ainsi se trouvent mêlées à la nourriture

du bœuf les pailles de toutes sortes, les cassettes de colza, les topinambours, les fourrages plus ou moins avariés, les menues pailles ; ainsi encore sont utilisés des pâturages marécageux où les cultivateurs pauvres envoient leurs bœufs pendant les heures de repos, la nuit comprise. De là tant de variations dans le prix de revient de la nourriture du bœuf. Fixée à 0 fr. 90 et 1 fr. 20 dans la culture intensive, elle peut descendre à quelques centimes dans les fermes où le bœuf cherche lui-même sa subsistance dans des pâtures de très faible valeur. Mais toujours est-il que, partout, la quantité du travail est proportionnelle à la quantité et à la qualité de la nourriture. Toujours est-il que, dans la culture intensive, la meilleure des économies c'est de nourrir au maximum, sans sortir des limites de la ration de travail, sans pousser à la graisse. Toujours est-il que, dans la culture intensive, la nourriture au meilleur marché est celle qui se prend à la pâture.

On a cherché bien des fois, à déterminer les frais de dépenses du bœuf, lesquels varient évidemment d'une exploitation à l'autre ; sans entrer dans le détail de ces comptes nous pouvons, à titre de simple indication, résumer les chiffres de divers auteurs :

Auteurs	Dépenses annuelles
Crud, Thaër, Félix Villeroy.	417 fr.
L. A. Londet.....	322 »
Ed. Lecouteux.....	360 »
Ed. Lecouteux (à Cercay)...	357 »

Ed. Lecouteux, en tenant compte de l'amortissement, de l'intérêt du prix d'achat, de l'entretien, du personnel, soins et conduite, du logement, de la ferrure, du vétérinaire et du fumier produit..... 797 »

L. A. Londet, en défalquant des dépenses la valeur du fumier produit..... 183 »

Au sujet du nombre de journées de travail qu'un bœuf fournit dans l'année, nous relevons les chiffres suivants :

Auteurs	Nomb. de jour. de trav. par an.
Thaër (Allemagne).	250
Crud (Suisse).	220
Lecouteux (France).	265 à 280

C'est ainsi que Lecouteux établit les dépenses par journée de travail du bœuf et du cheval :

Bœuf	Cheval.	Prix de revient de la journée.
3 fr.	4 fr. 49	pour 265 jours de travail dans l'année.
2 fr.84	4 fr. »	» 280 » »

Le tableau qui suit renseigne sur divers éléments concernant le bœuf de travail dans notre département :

Années	Nombre	Poids brut	Prix moyen
1882.	25.024	420 kilos	359 fr.
1892.	31.772	432 »	340 »
1902.	30.609	437 »	338 »
1904.	31.036	430 »	344 »

En ce qui a trait à l'emploi des vaches de travail, ces moteurs ne figurent pas dans la statistique

de 1892, alors que celle de 1882 nous donnait pour la France :

1.519.000 bœufs de travail

1.500.000 vaches de travail

Le même document officiel admettait, en moyenne et par an, 250 journées de travail par bœuf, estimées à 2 francs, et 180 journées de travail par vache, estimées à 1 fr. 60 chacune ; dans ces conditions, et sans donner plus de détails, l'agriculture française disposait chaque année de :

379.700.000 journées de travail des bœufs,

270.000.000 journées de travail des vaches.

Olivier de Serres écrivait « qu'ayant des vaches « de relais comme des chevaux de poste, les maniant par tel ordre, avec douceur, on s'en servira « sans grande tares de leurs portées et de leur litage ».

Crud, cité par Thaër, estime que la puissance d'une vache est les deux tiers de celle du bœuf de même race. Villeroy, qui n'est pas très partisan de la vache de travail, admet pratiquement le rapport de 1 à 3.

L'emploi des attelages en France de vaches est une ressource spéciale à la petite culture. La vache laitière, annuellement en état de gestation, demande des soins qui ne peuvent guère lui être accordés que par son propriétaire. Il faut en effet, surtout là, l'œil du maître.

Enfin à côté des vaches il convient de citer l'utilisation très restreinte des taureaux, attelés comme renforts et supplément.

2^e CATÉGORIE. — *Animaux de rente.*

Les bovidés donnent les produits les plus nombreux et les plus variés ; ils s'adaptent à toutes les situations par leurs fonctions multiples. Ce gros bétail se prête à diverses spéculations : la production de la viande, la vente du lait, la fabrication du fromage et du beurre, et enfin l'engraissement des veaux.

Les bovidés, composés surtout de Charolais, Limousins, Parthenais, et de croisements de ces races, comprenaient dans le département comme nombre global de têtes :

En 1882 . .	141.956
En 1892 . .	146.066
En 1902 . .	151.839
En 1904 . .	150.178

Le nombre des taureaux est passé de 7.578 en 1882 à 5.343 en 1902, pour baisser à nouveau à 4.583 en 1904. Le poids moyen de ces reproducteurs était en 1892 : 293 kilos, et leur prix 261 francs.

Le nombre des bœufs a également diminué ; les prix se sont à peu près maintenus. En revanche

celui des vaches a augmenté : 51.182 en 1882, 55.537 en 1892, 67,330 en 1902, 67.665 en 1904. Il en a été de même des élèves pour la boucherie : bouvillons, génisses et jeunes veaux. Il semble en outre que les veaux se sont vendus de plus en plus jeunes. Une vache valait 209 fr. en 1882 et 191 fr. en 1902, soit une baisse de 18 francs.

La vente du lait en nature est pratiquée notamment aux environs des villes, comme à Châteauroux, La Châtre, Le Blanc, etc. Les fermiers ou propriétaires expédient eux-mêmes directement par voitures leur lait dans de grands récipients ou dans des bouteilles et flacons de cristal fermés. Ce lait, garanti pur et quelquefois même stérilisé, est vendu à la population urbaine. Les frais sont élevés, cette industrie exige un matériel spécial, une préparation particulière, un service quotidien, mais quand elle est bien conduite elle laisse encore des bénéfices suffisants pour être rémunératrice.

Il est admis en général que la fabrication du fromage est le moyen le plus productif d'utiliser le lait des vaches. C'est pourquoi une grande partie du lait est employée à cette fabrication, dans l'Indre comme ailleurs. Le fromage, presque superflu sur la table du riche, est un aliment précieux pour l'ouvrier ou le paysan, qui en consomment des quantités considérables. Souvent ils déjeunent ou goûtent avec du pain et du fromage, additionné quelquefois d'un

fruit récolté dans le jardin. Des fermières laborieuses peuvent se faire des bénéfices sérieux avec l'industrie fromagère. Ces fromages sont vendus chaque semaine sur les marchés de Châteauroux et autres lieux. Le prix en est très variable, suivant la saison et la température.

Le beurre est également fabriqué pour les besoins de la consommation.

Passons à présent au petit bétail qui se compose des espèces ovine, porcine et caprine.

On peut évaluer en France à près de la moitié en l'espace d'un demi-siècle la diminution progressive de l'espèce ovine. La diminution des ovins a correspondu à l'augmentation des bovins.

Pour se livrer à l'élevage du mouton, il faut se trouver dans un milieu favorable à son développement. La vaine pâture, les jachères, les grands parcours le favorisent en ce sens que la nourriture du troupeau coûte peu. Ces animaux utilisent des herbes et des pâturages qui sans eux seraient bien souvent de nulle valeur. L'élevage disparaît forcément devant une culture riche où les terres sont occupées toute l'année par des emblavures et des façons culturales et doit céder la place à l'engraissement, dont l'industrie est tout autre ; ici le mouton n'a qu'une existence temporaire à la ferme, il est engraisé pendant l'hiver, puis envoyé à la boucherie.

Outre le développement et la transformation de

la culture, l'avilissement du prix des laines a été aussi pour beaucoup dans la diminution de la population ovine, et l'agriculture française ressent le violent contre-coup des importations de laines d'Australie, de la République Argentine, de l'Uruguay et du Cap.

L'industrie ne recherche même plus comme autrefois les belles laines. Cet abandon est dû au perfectionnement des appareils de tissage qui permettent de livrer à bon marché, avec des laines communes, des étoffes aussi belles que celles fabriquées avec des matières de choix.

Avec cette redoutable concurrence étrangère et la grande disproportion existant entre le prix de la viande et celui de la laine, la production était fatalement entraînée vers la viande. Une transformation s'imposait dans les fonctions économiques du mouton. Après avoir été un porteur de laine, cet animal devait devenir principalement un producteur de viande.

L'Indre, qui produit, surtout dans sa Champagne, de nombreux moutons, n'a pas échappé à la diminution générale des troupeaux. L'espèce ovine, qui comptait dans ce département 663.351 têtes en 1882, tomba à 530.067 en 1892 et à 496.863 en 1902 ; elle est remontée à 500.593 sujets en 1904.

Les races qu'on rencontre sont avant tout la race Berrichonne, puis celle de Brenne, de Crevant, de

la Charmoise, avec leurs croisements étrangers Dishleys ou Southdowns.

La diminution, sensible dans les nombres, l'a été fort peu dans les prix : cela tient à la consommation relativement faible de cette viande.

Le prix moyen d'un bélier est de 50 fr., celui d'un mouton de 25 fr., celui d'une brebis de 20 fr., celui d'un agneau de 10 à 18 fr. suivant l'âge.

Le porc est un animal qui rend de grands services en fournissant à peu de frais une viande de bonne qualité. Dans les fermes le porc salé est la base de l'alimentation.

La population porcine est très élevée dans l'Indre, où elle dépasse la quantité de 100.000 têtes avec une progression constante. Pour un poids vif de 90 à 110 kilos, ces animaux valent de 80 à 100 francs.

Les chèvres, dont les fromages ont une renommée en Berry, dépassent en nombre le chiffre de 40.000. Leur prix varie de 16 à 18 francs.

La basse-cour, dont il nous faut bien parler, prête aussi son concours à la production, quand elle est bien ordonnée. La vente des œufs, l'élevage des poulets, des dindes, des oies, des canards laissent dans notre département des bénéfices appréciables aux fermières intelligentes, car ces volatiles coûtent peu à nourrir et utilisent des déchets qui sans eux n'auraient aucune destination.

Nulle part on ne mange autant de volailles qu'en

France et nulle part on n'en produit davantage. Paris en absorbe pour 27 millions et demi de francs. Ce sont là des débouchés considérables dont l'agriculture peut largement profiter.

La basse-cour est un solide produit que l'homme, propriétaire, fermier ou métayer, est heureux de recevoir des mains de la femme, à laquelle appartient la direction de cette entreprise. La basse-cour, comme on l'a dit, est le département de la ménagère.

Dans le métayage, les produits de la basse-cour appartiennent le plus souvent en totalité aux colons, qui remettent seulement aux propriétaires, au fur et à mesure de leurs demandes, en quantités déterminées très variables suivant les conventions, à titre de menus suffrages, faisances ou abonnements, des volailles et des œufs. Quelquefois, les grosses volailles (oies et dindes) se partagent par moitié ou à raison d'un quart pour le propriétaire, ou bien le prix de vente est partagé dans les mêmes proportions ; le propriétaire fournit alors quelques grains pour la nourriture. Depuis longtemps les métayers luttent pour faire effacer de leurs baux l'usage des menus suffrages qu'ils considèrent comme un reste d'ancien régime et une vexation. Nous ne discuterons pas cette question, mais nous nous mettrons en présence des faits pour soutenir que cette prestation a ses raisons de subsister. Les volailles, dans un domaine, vivent de ce qu'on leur donne,

mais surtout de ce qu'elles prennent, et le grand talent est de savoir leur apprendre à chercher leur vie et les diriger vers le terrain qu'elles doivent exploiter. Or, on est souvent frappé de la négligence que les cultivateurs mettent à défendre leurs champs au moment de la récolte : certaines pièces voisines du domaine et même éloignées sont dévastées par la volaille. Dans un bail où le revenu du propriétaire consiste dans une part des grains prise également partout, le propriétaire perdrait une partie de son revenu là où la volaille a passé. Il le retrouve, et c'est justice, en se faisant donner sous forme de menus suffrages quelques volailles. Dans le fermage, les redevances en nature dont nous parlons et toutes celles comprises sous la dénomination générique de menus suffrages tendent peu à peu à s'abolir.

CHAPITRE IV

LES SALAIRES ET LES MACHINES

Les salaires des travailleurs agricoles sont devenus une question importante dans les frais de production. Ils ont progressé depuis nombre d'années ; cette heureuse amélioration a fait qu'ils sont généralement assez rémunérateurs.

Les ouvriers et employés ruraux ont échappé à la crise agricole. Leur sort a été en s'améliorant d'une manière constante et ce fait a continué même depuis la Crise. Si l'on compare les chiffres de 1882 à 1892, on observe cependant que les salaires paraissent avoir un peu baissé, mais il ne faut pas omettre qu'on se trouve dans une période de crise, se manifestant par une baisse considérable du prix du blé. On n'exagère donc pas en affirmant que la hausse constatée s'est maintenue.

En somme les salaires agricoles ont beaucoup augmenté, et malgré cela les campagnes sont abandonnées, la main-d'œuvre est d'une cherté croissante, parfois même il y a impossibilité de se la procurer. Comme le dit M. Imbart de la Tour, si les

salaires s'exhaussent cela tient toutefois non pas à la raréfaction de la main-d'œuvre, mais à la tendance au nivellement des prix de la valeur des services et du taux de l'intérêt des capitaux (1).

Les salaires varient beaucoup suivant les pays.

On relève pour les salaires journaliers des ouvriers agricoles de l'Indre, savoir :

OUVRIERS NOURRIS

	EN ÉTÉ			EN HIVER		
	Hommes	Femmes	Enfants	Hommes	Femmes	Enfants
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Année 1882.	2.51	1.29	0.92	1.38	0.85	0.59
Année 1892.	2.32	1.23	0.85	1.24	0.78	0.55

OUVRIERS NON NOURRIS

	EN ÉTÉ			EN HIVER		
	Hommes	Femmes	Enfants	Hommes	Femmes	Enfants
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Année 1882	3.50	1.95	1.43	2.07	1.25	0.99
Année 1892	3.18	1.81	1.29	1.73	1.15	0.91

Si l'on examine ensuite les gages annuels des domestiques de ferme on trouve :

	Année 1882	Année 1892
Maîtres-valets.	458 fr.	428 fr.
Laboureurs, charretiers.	389 »	363 »
Bouviars de plus de 16 ans.	340 »	316 »
Bergers de plus de 16 ans.	390 »	381 »

(1) Imbart de La Tour. *Op. cit.*

Autres domestiques de plus de 16 ans.	330 »	289 »
— — de moins de 16 ans.	180 »	167 »
Servantes.	210 »	190 »

Nous ajouterons comme renseignements complémentaires quelques chiffres relatifs aux prix actuels de la main-d'œuvre des ouvriers, aux gages des domestiques et à la rémunération des ouvrages donnés à tâche.

Un journalier agricole gagne pendant 4 mois de l'année, de décembre à avril, 1 fr. 50 à 2 fr. et durant le reste de l'année suivant la nature des travaux, de 1 fr. 75 à 3 fr. 50 ; il n'est pas nourri. Pendant la moisson les faucheurs arrivent pendant 3 à 4 semaines à gagner 5 à 7 francs par jour, les javeleurs 3 à 5 francs, et non nourris.

Les salaires des domestiques à gages, nourris au domaine, laboureurs et charretiers, varient de 350 à 420 francs par an, les bergers et vachers — de 10 à 15 ans (ce sont les plus nombreux), — se louent de 100 à 120 francs par an.

La femme est rarement employée aux travaux des champs, son salaire moyen est de 1 fr. 25 à 1 fr. 50 journallement et nourrie.

Les tâches sont données aux prix approximatifs suivants :

La moisson, fauchage, javelage, liage, mise en douzaine, 18 à 20 fr. l'hectare ;

La coupe de fourrage, 6 à 10 francs pour les prairies artificielles ;

La coupe de fourrage, 8 à 12 francs pour les prairies naturelles ;

Deux binages et démariage des betteraves fourragères, 40 à 55 francs l'hectare ;

Un binage de topinambours et pommes de terre semés à la charrue, 10 à 14 francs l'hectare ;

L'arrachage, de 3 à 5 francs les mille kilos.

Ici se pose la question : La baisse des salaires est-elle possible ? On doit répondre que c'est une chimère aussi irréalisable que la vie à bon marché ; plus on en parle et plus on s'en éloigne : du jour où elle se produirait, ce qui n'est qu'une simple hypothèse, la prospérité de notre pays serait gravement compromise, il n'y a pas à en douter. En veut-on un exemple ? Dans les Landes de Gascogne des ouvriers vivent, paraît-il, avec 400 francs par an, tandis qu'il faut au moins 1.100 francs à un serviteur de nos fermes de Brie ou de Beauce. Le salaire d'un tâcheron de la Brie ferait vivre trois ménages des environs de Mont-de-Marsan. Ceci prouve que les petits salaires et les petits bénéfices appartiennent aux pays pauvres, tandis qu'on rencontre toujours dans les pays riches des salaires élevés et des capitaux abondants.

Nous ajouterons que la hausse des salaires est une conséquence inévitable du progrès. Quand la richesse publique s'accroît, la part qui revient au capital s'accroît dans une proportion moins grande

que celle qui revient aux salaires, parce que c'est l'ouvrier qui a le plus besoin d'améliorer sa situation. On sait aussi que la richesse d'une nation est plutôt basée sur les salaires élevés que sur les grandes fortunes, car les frais de consommation sont beaucoup plus considérables chez la classe ouvrière, qui est le plus grand nombre, que dans la bourgeoisie. Cette vérité est tellement évidente qu'il suffit de la signaler pour en faire ressortir toute l'importance au point de vue des débouchés.

Quant à la rareté des bras, dont l'agriculture se plaint à juste titre et qui déjà date de loin, on est parvenu à l'atténuer par l'usage des machines.

Sous Louis XIV il arriva que les cultivateurs furent contraints de laisser perdre leurs récoltes faute de bras : la disette survint et l'année suivante la population fut décimée par une famine effroyable. Pendant la Révolution, quand tous les hommes valides étaient appelés sous les armes pour refouler l'étranger envahisseur, les campagnes étaient presque désertes et le gouvernement dût prendre les mesures les plus énergiques pour procéder au moissonnage des grains.

La culture met actuellement en mouvement un personnel beaucoup plus nombreux qu'autrefois. Il y a cinquante ans la moitié de la population agricole chôlait pendant l'hiver. Dans les fermes de trois charrues, selon l'expression du temps, un seul char-

retier restait à la maison pour soigner les animaux inoccupés la plupart du temps. Aujourd'hui les travaux continuent sans interruption pendant toute l'année. On profite des journées humides pour faire les labours, on saisit le moment des gelées pour exécuter les transports dans les terres et sur les routes, la livraison des grains, la conduite des fumiers et des amendements. Les attelages et le personnel sont constamment en activité et le chômage, cette source de misère, est inconnu. Les machines sont d'un usage très fréquent ; dans les fermes l'outillage est au complet. Les semoirs mécaniques, les batteuses, les faucheuses, les moissonneuses, etc. font mieux et plus vite.

En voyant manœuvrer dans nos plaines toute cette artillerie pacifique qui décuple le travail, on se demande ce que serait devenue l'agriculture si la mécanique n'était arrivée à son secours ; la main-d'œuvre la plus abondante n'aurait jamais pu suffire aux besoins actuels. L'industrie a multiplié la production et diminué les frais dans des proportions considérables en remplaçant des milliers de bras humains par des outillages perfectionnés ; l'agriculture est appelée à faire de même, et chaque jour nos constructeurs inventent de nouvelles machines agricoles répondant à de nouveaux besoins.

Le développement du machinisme dans les exploitations agricoles date d'une cinquantaine d'années ;

le mouvement, lent d'abord, s'est accentué par la suite pour progresser très rapidement.

Depuis trente ans environ le prix des machines agricoles a tendu à s'abaisser. Il y a eu une baisse extrêmement rapide de 1875 à 1892. A partir de 1892 cette baisse a été un peu enrayée ; il s'est même produit une tendance au relèvement. Ce relèvement s'explique par ce fait que la date de 1892 est celle de nos tarifs douaniers protecteurs, qui ont empêché les machines anglaises et américaines de pénétrer sur notre marché sans payer des droits de douane.

Si le prix des machines a diminué, on en use bien davantage. Le nombre des faucheuses et des semeuses mécaniques, par exemple, a été de 1882 à 1892 en se doublant en France. Celui des faneuses a augmenté dans de très grandes proportions. Pour les défonceuses, il n'y a pas de chiffres indiqués en 1882, en 1892 il y en a près de 7.000. Les seules machines pour lesquelles on ne constate pas d'augmentation considérable entre 1882 et 1892 sont les batteuses, dont l'emploi est le plus ancien parmi les machines agricoles.

A l'augmentation de l'emploi des machines il y a une économie correspondante dans la mise en valeur du sol : c'est celle qui résulte de la diminution d'emploi des bestiaux ou de la diminution du travail humain ; grâce à la machine le nombre des salariés diminue dans l'agriculture. Une diminution

de frais vient donc compenser l'augmentation du prix des machines.

Voici pour le département de l'Indre l'état résumé du machinisme pendant la période 1882-1892, c'est-à-dire au moment où il était déjà accepté et entré en pleine faveur.

Les machines à vapeur fixes ou locomobiles s'élèvent de 270 à 283.

Les charrues simples sont passées de 29.084 à 33.124, les bisocs ou polysocs de 322 à 254 et 328 défonceuses, soit une augmentation de 430 char-rues par an, toujours plus perfectionnées.

Les houes à cheval : 1.932 au lieu de 703, ce qui indique la volonté d'améliorer le terrain, de le mieux nettoyer.

Un fléchissement sur les machines à battre : 852 tombées à 534.

Les semoirs mécaniques avaient augmenté plus que du double, aussi bien dans la catégorie de ceux servant aux céréales et aux racines que de ceux servant à la fois aux céréales et aux racines, mieux répartis en outre suivant leur but, et notamment les semoirs à engrais. Au total 140 semoirs en 1892 contre 60 en 1882.

Les faucheuses et les moissonneuses diminuent de 421 à 216, et les faneuses et rateaux à cheval passent de 166 à 169.

En bloc on comptait dans le département : en 1882, 31.638 machines et 32.267 moteurs et machines

réunis ; en 1892, 36.697 machines et 37.190 moteurs et machines réunis.

Le chiffre des machines pour l'instant s'élève, d'après les renseignements que nous avons recueillis à plus de 45.000.

Un magnifique atelier de constructions de machines agricoles, intelligemment dirigé, rivalise par ses produits avec les meilleures maisons françaises et étrangères : cet établissement est celui de M. Hidien à Châteauroux. Il occupe de nombreux ouvriers dans de vastes bâtiments qui étaient autrefois une caserne. Les machines de M. Hidien (locomobiles, batteuses à grains et à graines fourragères) jouissent d'une renommée méritée dans toute la France et à l'étranger. M. Hidien a apporté de nombreux perfectionnements dans son industrie et il a obtenu en 1878 et 1889 une médaille d'or à l'exposition universelle de Paris. En 1900 M. Hidien a fait partie du jury international de l'exposition universelle ; il a été nommé par ses collègues rapporteur du jury. A la suite des opérations, M. Hidien a été nommé commandeur du Mérite agricole. Il est chevalier de la Légion d'honneur. En 1905, à l'exposition universelle de Liège, M. Hidien a fait partie du jury international.

Un autre établissement de machines agricoles, également très important, est installé à Bitray près Châteauroux, et appartient à M. Guillon-Bablin.

On a dit que les machines abaissaient le salaire, le contraire est prouvé par la réalité des choses. Comme le disait Léonce de Lavergne, au début de l'emploi des machines : « Dans toutes les industries
« où ont pénétré les machines, les salaires ont monté
« au lieu de baisser ; il en sera de même dans l'in-
« dustrie rurale. L'exemple de l'Angleterre, où l'on
« ne se sert plus de machines aratoires, et où les sa-
« laires ruraux sont plus élevés que chez nous, le
« démontre suffisamment ».

CHAPITRE V

LES ASSOCIATIONS ET LE CRÉDIT

L'esprit d'association, qui devait devenir une arme si précieuse pour l'agriculture moderne, s'est éveillé de bonne heure dans les campagnes, et les agronomes ainsi que toutes les personnes qui s'intéressent aux questions agricoles comprirent vite l'utilité de s'unir pour travailler en commun. Ce fut l'objet des sociétés d'agriculture ; à elles revient l'honneur d'avoir inauguré cette idée de groupement, cette force nouvelle.

Ces sociétés, dont la plus ancienne paraît être la Société d'agriculture et d'industrie du département d'Ille-et-Vilaine, fondée par les Etats de Bretagne en 1756, quelques années avant la Société royale d'agriculture de la Généralité de Paris, devenue la Société nationale des agriculteurs de France, ont rendu les plus brillants services. Par la vigoureuse impulsion qu'elles donnèrent à l'industrie agricole, elles ont exercé une influence marquée sur la prospérité publique.

La Société d'agriculture de l'Indre, aujourd'hui plus que centenaire, puisqu'elle remonte à 1801, s'honore à bon droit des efforts qu'elle a poursuivis par les générations successives de ses sociétaires.

Le but de cette société a été de contribuer à la prospérité de l'agriculture dans son département en encourageant le progrès agricole par les moyens les plus efficaces. Chaque année, elle s'est appliquée à ouvrir un concours dans chacun des arrondissements de Châteauroux, de La Châtre et du Blanc. Elle organise des concours spéciaux d'instruments, à la suite desquels des ventes aux enchères sur une mise à prix très réduite sont faites aux sociétaires. Elle entretient une station agronomique pour le contrôle des engrais commerciaux. Une bibliothèque complète de traités d'agriculture et des sciences qui s'y rattachent est ouverte aux sociétaires. Des publications fréquentes, parmi lesquelles le Bulletin de la Société, sont adressées aux membres de l'association. Des séances générales ont lieu chaque mois à une date fixe.

La Société, convaincue des services qu'elle peut rendre au département, s'est efforcée d'étendre constamment son action et de grouper autour d'elle tous les amis de l'agriculture.

On se représentera la force morale de cette association et les ressources financières dont elle dispose pour poursuivre son but en rappelant qu'elle

compte parmi ses membres tous ceux qui de près ou de loin s'intéressent à la prospérité de l'agriculture. Chacun des associés, pénétré de cette vérité que le concours de tous est utile et nécessaire, s'est mis résolument à l'œuvre pour grossir les rangs en amenant de nouveaux sociétaires. C'est ainsi que cette société, qui représente l'initiative collective, est arrivée à des résultats heureux, profitables à tous. Propriétaires, fermiers ou métayers y ont amplement trouvé un sérieux bénéfice.

Vers l'année 1830, un autre type d'association, ayant un objet à peu près identique à celui des sociétés d'agriculture, commença à se propager en France, le comice agricole, qui fut plus tard réglementé par la loi du 20 mars 1851. Dans l'Indre nous pouvons citer à titre d'exemples le comice agricole de l'arrondissement d'Issoudun et celui du canton de Châtillon.

Les sociétés d'agriculture et les comices agricoles étaient en principe jusqu'en 1884 les seules institutions pouvant exercer une influence générale sur le progrès des méthodes de production et d'exploitation du sol, quand apparut alors une autre conception de l'association chez les agriculteurs.

L'origine de la loi du 21 mars 1884 est bien connue : elle offre, a-t-on dit, l'un des plus frappants exemples des conséquences inattendues que peut produire le vote d'une disposition législative. Pro-

posée uniquement pour le commerce et l'industrie, prévoyant la formation de syndicats professionnels destinés à l'étude et à la défense des intérêts commerciaux et industriels, la loi en discussion portait dans son article 3 : « Les syndicats professionnels « ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux ». Sur l'observation d'un membre du Parlement, l'article en question fut complété par l'addition des mots « et agricoles », et voilà par quelle petite porte, comme il a été écrit, les syndicats agricoles pénétrèrent dans notre législation.

M. de Rocquigny, auteur d'un ouvrage des plus intéressants et fort bien documenté sur « Les Syndicats agricoles et leur œuvre », les définit « une « association formée entre agriculteurs, propriétaires, fermiers, métayers, employés de culture et « toutes personnes exerçant des professions connexes concourant à la production agricole, pour « l'étude et la défense des intérêts économiques agricoles ».

Un des doyens des syndicats, celui de Poligny, créé au cours de l'année 1884, a donné la belle formule que voici du programme des syndicats agricoles : « Le syndicat s'efforcera de faire aimer la « profession par excellence qui, depuis des siècles, « constitue la principale richesse de la patrie, d'attacher les populations rurales à leur foyer et au

« sol qu'elles cultivent en employant tous les moyens
« en son pouvoir pour remettre en honneur le tra-
« vail de la terre et pour le rendre plus lucratif ».

Ces syndicats ont pris depuis 1884 un développement rapide. En 1900, une enquête de « l'Office du travail » en évaluait le nombre à près de 2.300 et la quantité de leurs membres à environ 500.000. En 1903 les chiffres officiels étaient : 2.433 syndicats, 598.834 membres. Aujourd'hui ces chiffres sont certainement de beaucoup dépassés, et l'on ne doit pas être loin de la vérité en parlant de l'existence de 3.000 sociétés avec près d'un million de membres.

La tendance contemporaine toutefois n'est pas dans la multiplicité des membres d'un syndicat. Les petits syndicats ou syndicats locaux jouissent d'une sérieuse faveur par le fait que les syndiqués se connaissent, qu'ils sont sûrs les uns des autres, et qu'ainsi il y a toutes sortes d'opérations qu'ils peuvent mieux entreprendre. Se rencontrant fréquemment, se sentant les coudes, les associés de ces syndicats forment en quelque sorte une grande famille rurale, veillant sur tous ses membres, travaillant à accroître leur bien-être en leur rendant de nombreux services matériels et s'accréditant pour entreprendre leur éducation sociale. Souvent aussi les syndicats locaux sont plus aptes que les grands syndicats à donner satisfaction aux besoins multiples de la vie des cultivateurs.

Il existe aujourd'hui des syndicats agricoles dans tous les départements, mais leur répartition est très inégale. Ils sont multitude dans certaines régions, tandis que dans d'autres ils sont clairsemés. Parfois même il arrive qu'un grand syndicat départemental a accaparé la faveur des agriculteurs, ne laissant pas de place à ses côtés pour la formation de syndicats nouveaux. Les syndicats départementaux sont au nombre d'une cinquantaine, et à leur côté on rencontre des syndicats agricoles de hameau, de commune, de canton, d'arrondissement. Bon nombre de syndicats de départements, dans l'esprit de remédier aux inconvénients des grands syndicats et de combiner les avantages reconnus aux petits groupements, se sont sagement décentralisés et attachés à aider les initiatives locales dans des sections fonctionnant à la façon d'un petit syndicat dans le grand et formant de véritables foyers de vie syndicale.

Mais les syndicats agricoles n'ont pas tardé à comprendre qu'ils ne pouvaient, selon l'expression de M. de Rocquigny, « demeurer abandonnés à leurs « propres inspirations, sans relations entre eux, dé- « pourvus de tout centre de renseignement et de con- « seil », et ils se sont fédérés montrant par là beaucoup plus d'esprit de solidarité que les autres types d'association. « Pour réaliser cette conception si lo- « gique, on n'eût qu'à utiliser la loi du 4 mars 1884, « dont l'article 5 a autorisé les syndicats profession-

nels, régulièrement constitués, à se concerter librement pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. La loi donne à ces fédérations le nom d'« Union » et ne soumet leur formation qu'à la simple déclaration des noms des syndicats qui les composent et au dépôt de leurs statuts à la mairie du siège social : mais elle a limité leurs attributions et ne leur a accordé à aucun degré la faveur de la personnalité civile dont il a semblé qu'elles pouvaient se passer. Une certaine défiance des conséquences, dangereuses pour l'ordre public et la liberté du travail, qui pourraient naître de l'organisation d'immenses fédérations ouvrières, a déterminé le législateur à limiter le rôle et la capacité des « Unions » : l'agriculture ne justifiait pourtant pas ces inquiétudes. Il a semblé que l'action directe étant réservée aux syndicats, c'étaient des conseils, un centre d'informations, une orientation générale, un ensemble de conditions favorables à leur complet développement que l'Union pourrait le plus utilement fournir à ses syndicats affiliés. Dans ce domaine restreint, et tout en regrettant pour les Unions de syndicats agricoles le refus de la personnalité civile dont elles ne pouvaient faire aucun abus, il faut reconnaître que les services rendus ont été considérables » (1).

(1) DE ROCQUIGNY. Les Syndicats agricoles et leur œuvre,

L'Union centrale des syndicats des agriculteurs de France fut établie le 3 mars 1886, avec son siège à Paris, dans l'hôtel de la Société des agriculteurs de France. On lui donna comme objet général « le concert des syndicats unis pour l'étude et la défense des intérêts économiques agricoles ». Le 1^{er} janvier 1900, cette union groupait 936 syndicats affiliés, et l'on peut dire que la plupart des syndicats importants et actifs sont venus à elle. « L'Union centrale, dit M. de Rocquigny, est actuellement la représentation spontanée la plus parfaite et la plus puissante des intérêts de l'agriculture, et elle use de cette situation privilégiée, que lui a faite la confiance des associations professionnelles, pour défendre efficacement leurs intérêts en toute occasion où ils ont besoin d'être défendus ».

Un autre faisceau de syndicats agricoles s'est formé dans la suite : c'est celui qui a trouvé son expression dans les Unions régionales ou provinciales de syndicats agricoles. Ces Unions régionales, au nombre de dix, ont modelé leur organisation d'après les tendances et les besoins des syndicats de leur ressort. Embrassant un groupe de départements formant, autant que possible, la circonscription d'une ou de plusieurs anciennes provinces, ces unions, sans faire double emploi avec l'Union centrale dont elles sont au surplus les meilleurs auxiliaires, exercent une action plus profonde et plus directe, en tout cas très différente, sur les syndicats qu'elles s'affilient.

Telle a été la genèse du mouvement d'organisation des Unions régionales de syndicats agricoles.

Une remarque qu'il faut faire, c'est que juridiquement et en fait la forme des syndicats agricoles a presque toujours été la même, avec une antinomie entre le droit et le fait. Juridiquement, presque tous les syndicats agricoles sont des syndicats mixtes, c'est-à-dire des syndicats comportant des patrons et des ouvriers, des entrepreneurs et des salariés. En fait, presque tous les syndicats ont été des syndicats exclusivement d'entrepreneurs, de patrons. Les intérêts que les syndicats agricoles défendent sont donc uniquement les intérêts de l'entrepreneur (propriétaire, métayer ou fermier), ce ne sont pas ceux du salarié ; il en a été ainsi jusqu'à ces derniers temps. Les syndicats d'ouvriers agricoles sont en effet rarissimes. Les plus fréquemment nommés sont ceux des bûcherons dans quelques départements du centre de la France, lesquels se sont constitués en Fédération nationale. Jusqu'à présent, peut-on ajouter, les avantages pour les ouvriers journaliers de se constituer en syndicats ont été peu visibles.

Le Syndicat départemental des agriculteurs de l'Indre, fondé à Châteauroux le 14 novembre 1885 par la Société d'agriculture de ce département, compte actuellement plus de 4.500 adhérents. Au seul point de vue de l'effectif de ses membres, ce syndicat se range dans les 20 syndicats les plus considérables de

France. Voici, et il peut servir de modèle, un extrait de ses statuts :

« Le syndicat a pour objet l'étude et la défense des
« intérêts économiques agricoles et pour but spé-
« cial :

« 1^o D'examiner et de présenter toutes réformes
« législatives et autres, toutes mesures économiques,
« de les soutenir auprès des pouvoirs publics et d'en
« réclamer la réalisation, notamment en ce qui con-
« cerne les charges qui pèsent sur la propriété fon-
« cière, les tarifs des chemins de fer, les traités de
« commerce, les tarifs douaniers, les octrois, les
« droits de place dans les foires et marchés, etc. ;

« 2^o De propager l'enseignement agricole et les
« notions professionnelles, tant par des cours, con-
« férences, distributions de brochures, installations
« de bibliothèques, que par tous autres moyens ;

« 3^o De provoquer et favoriser des essais de cul-
« ture, d'engrais, de machines et instruments perfec-
« tionnés et de tous autres moyens propres à facili-
« ter le travail, réduire les prix de revient et augmen-
« ter la production ;

« 4^o D'encourager, de créer et d'administrer des
« institutions économiques telles que sociétés de cré-
« dit agricole, sociétés de production et de vente,
« caisses de secours mutuels, caisses de retraite,
« assurances contre les accidents, offices de rensei-
« gnements pour les offres et demandes de produits,

« d'engrais, d'animaux, de semences, de machines
« et de travail ;

« 5° De servir d'intermédiaire pour la vente des
« produits agricoles et pour l'acquisition d'engrais,
« de semences, d'instruments, d'animaux et de toutes
« matières premières ou fabriquées, utiles à l'agri-
« culture, de manière à faire profiter ses membres
« des remises qu'il obtiendra ;

« 6° De surveiller les livraisons faites aux mem-
« bres du syndicat ou effectuées par eux, pour en
« assurer la loyauté et réprimer les fraudes ;

« 7° De donner des avis et des consultations sur
« tout ce qui concerne la profession agricole, de four-
« nir des arbitres et experts pour la solution des
« questions économiques litigieuses ».

Au Syndicat des agriculteurs de l'Indre se rattache la section des vignerons et jardiniers de l'arrondissement de Châteauroux ; l'horticulture et la viticulture formant une branche de l'agriculture, elles appartenaient évidemment au mouvement syndical agricole.

Le Syndicat départemental des agriculteurs de l'Indre est affilié à l'Union des Syndicats agricoles et viticoles du centre, fondée en 1898 et dont le siège est à Orléans. Le président de l'Union est M. Léonce Marchain, l'honorable et distingué président du Syndicat des agriculteurs de l'Indre.

Les syndicats locaux sont nombreux dans l'Indre, et une bonne partie est en même temps agricole et

viticole. Nous trouvons : les syndicats agricoles et viticoles d'Issoudun, de Paudy, de Diou, de Ste-Lizaigne, de St-Valentin, de Neuvy-Pailloux, de Vatan, de Meunet, de Ménétréols, de St-Aubin, de Niherne, de St-Maur, de Vineuil, de Bouesse ; les syndicats agricoles de Valençay, d'Arpheuilles, de Ste-Sévère ; les syndicats viticoles d'Argenton, de Buzançais, du Menoux, de Niherne, de St-Maur, de Vendœuvres, de Villedieu, de Bouges, d'Issoudun, de Reuilly, de Segry, de Chabris, de La Châtre, de Badecon.

Une association qu'il importe de ne pas omettre est le Syndicat des Eleveurs de la race ovine berrichonne de l'Indre, admise au livre d'origine créé par la Société d'agriculture de l'Indre en 1895.

Une autre association, celle des Eleveurs et agriculteurs de l'Indre, fondée le 30 décembre 1899, a constitué un syndicat entre tous ses membres, au nombre de 1.200. Le but de cette association a été de maintenir les caractères généraux de la race ovine berrichonne par la sélection continue et de poursuivre son amélioration zootechnique par les meilleures méthodes d'élevage et d'alimentation. L'association a étendu la production, et à cet effet, en dehors des primes d'encouragement qu'elle donne, elle fait régulièrement chaque année une vente publique à perte de béliers, s'étendant à tous les agriculteurs du département, membres de l'association ou non,

Pour favoriser l'écoulement des produits de son élevage, l'association se constitue l'intermédiaire gratuit entre les éleveurs et les acheteurs ; un registre des offres est tenu à son siège à Châteauroux, et un membre de la société est mis à la disposition des acheteurs étrangers pour visiter les bergeries des associés où ils peuvent trouver les animaux qui leur conviennent. Pendant l'année 1904-1905, dont la statistique nous a été communiquée, ce service de vente a permis d'écouler 180 béliers et plus de 25.000 têtes, brebis et agneaux, provenant des bergeries des membres de l'association.

Nous avons indiqué plus haut combien étaient rares en France les syndicats agricoles purement ouvriers. Leur objet est de débattre les salaires et les conditions du travail avec les patrons ou entrepreneurs. Ils sont représentés dans notre département par le syndicat des bûcherons et journaliers de Niherne, et par celui des bûcherons et journaliers du Poinçonnet, pays forestiers de l'Indre : le nombre de leurs membres n'est pas très élevé. La plupart de ces syndicats, disons-le, n'ont eu pour réel objectif dans le centre de la France, que de marcher sous la bannière du socialisme agraire. Puissamment organisés, surtout dans les départements du Cher et de la Nièvre, ils firent éclater pendant un certain temps, des grèves violentes, souvent marquées par des atteintes à la liberté du travail à l'encontre des ou-

vriers et bûcherons non syndiqués. De tels syndicats pouvaient créer de grands périls dans les campagnes. Depuis quelques années la région forestière du centre fait peu parler d'elle, sans que pourtant le parti collectiviste ait renoncé à organiser le prolétariat rural pour la guerre des classes en constituant dans chaque commune forestière un syndicat agricole ouvrier chargé de fixer le minimum de salaire avec le propriétaire ou exploitateur de coupes de bois et l'entrepreneur de culture.

Nous arrivons maintenant à la question longuement discutée du crédit agricole, et, laissant de côté toutes les polémiques qu'elle a suscitées, nous nous permettrons d'examiner si le crédit, sans s'éloigner de son véritable but, est possible en agriculture, et comment il fonctionne spécialement dans le département que nous étudions.

Le capital argent est aussi indispensable à l'agriculteur qu'à l'industriel, il l'est même davantage, car l'agriculteur est obligé d'attendre bien plus longtemps la rémunération de son travail. L'agriculture a le grave inconvénient par la nature même de ses opérations toujours très lentes d'immobiliser les capitaux ; elle est le métier de l'an qui vient, a-t-on dit avec justesse, mais si l'industrie agricole ne donne des recettes qu'au bout d'un an et parfois après un temps plus long encore, les dépenses qu'elle exige sont continues, par suite le cultivateur doit faire

constamment des avances, et ces avances c'est précisément le crédit agricole qui peut les lui fournir. Mais il est à noter que c'est dans les contrées où le métayage fonctionne bien, que l'on sent le moins le besoin d'une solution du crédit agricole, précisément parce que le jour où le colon partiaire s'est lié avec le propriétaire du sol par ce contrat, il ne s'est pas acquis seulement le précieux concours d'un collaborateur plus instruit que lui, mais encore celui d'un banquier, qui n'hésitera pas en comprenant son propre intérêt à lui ouvrir le moins onéreux des comptes courants. Qu'a-t-il besoin alors de crédit personnel ou de crédit mobilier ? La qualité d'associé le fait jouir en quelque sorte du propre crédit du propriétaire foncier, il devient fort de la position sociale de son co-associé.

Les premières tentatives d'organisation de crédit agricole eurent lieu, comme on le sait, en Allemagne, et prirent un merveilleux développement sous la forme de sociétés de crédit mutuel. Les plus célèbres sont les sociétés Raiffeisen, qui datent de 1849, et les sociétés Schulze-Delitzsch. Les associations Raiffeisen ont pour traits caractéristiques : 1^o la circonscription communale où tout le monde se connaît ; 2^o la solidarité illimitée des emprunteurs ; 3^o les prêts à longue échéance et à petit intérêt ; 4^o l'émission de parts aussi petites que possible ; ces caisses ne demandaient même aucune souscription de parts

jusqu'au jour où la loi les y a contraintes ; 5° aucune répartition de bonis ; ils sont consacrés à former un fonds perpétuel et inaliénable ; 6° le service des administrateurs gratuits, sauf une petite indemnité pour le secrétaire ou trésorier ; 7° le patronage moral et souvent religieux, exercé sur les membres, notamment sur les emprunteurs. Les sociétés Schulze-Delitzsch se différencient du type Raiffeisen. Elles ont un tiers seulement de leur clientèle qui est rurale, le surplus s'appliquant au crédit industriel et urbain. Ces associations ont des actions d'un prix assez élevé et distribuent des bonis, elles ne font pas de la solidarité illimitée une règle inflexible et laissent à leurs caisses une plus grande latitude que la fédération Raiffeisen, elles ont un caractère plus capitaliste et surtout plus laïque.

Les lois qui régissent le crédit agricole en France sont du 5 novembre 1894 et du 31 mars 1899.

La coopération de crédit rural ne s'est introduite que lentement chez nous. Les raisons paraissent en être dans la situation relativement aisée du paysan français, possédant fréquemment un petit capital qui suffit à ses besoins, dans son peu d'amour à contracter un emprunt, sauf pour acheter des terres, ce qu'il fait en secret chez le notaire, enfin dans ce fait que les sociétés de crédit en France n'ont pas trouvé dans les caisses d'épargne un puissant appui pécuniaire et moral comme cela s'est produit en

Italie, où l'on utilise fort ingénieusement les fonds déposés dans ces caisses.

C'est d'ailleurs aux syndicats agricoles qu'est due l'acclimatation du crédit en agriculture si tardive dans notre pays. Le syndicat et l'institution de crédit agricole se complètent en effet réciproquement : l'institution de crédit permettant au syndicat de développer ses services, d'en faire bénéficier ceux de ses adhérents qui ne peuvent payer comptant, et d'étendre ainsi sa clientèle rendue plus fidèle en raison de l'importance de l'appui qui lui est donné, d'autre part l'affiliation des emprunteurs au syndicat constituant pour la société de crédit agricole l'un des meilleurs garants possibles de l'emploi productif des fonds par elle prêtés.

Le syndicat agricole de Poligny est le premier entré dans la voie. Sur l'initiative de l'un de ses membres, M. Louis Milcent, il organisa en 1885 sous forme de société anonyme à capital variable une institution de crédit agricole mutuel, société coopérative régie par la loi du 24 juillet 1867. En 1893 le syndicat des agriculteurs du Doubs créa à Besançon une caisse de crédit agricole mutuel calquée sur celle de Poligny, puis vinrent d'autres sociétés du même type fondées par le syndicat agricole de l'arrondissement de Coulommiers, le syndicat des agriculteurs des Basses-Pyrénées, et quelques autres. Mais ces sociétés de crédit greffées sur les syndicats ne pri-

rent qu'un faible développement jusqu'à la loi du 5 novembre 1894.

Vers l'année 1889 une nouvelle forme d'institution du crédit agricole, généralement conforme au type Schulze, pénétra en France sur l'initiative de MM. Rayneri, E. Rostand et du P. Ludovic de Besse. Parallèlement, M. Durand, avocat à Lyon, établit en 1893 des caisses rurales suivant absolument le type Raiffeisen. Ces associations coopératives de crédit ne furent pas filles des syndicats, elles se formèrent spontanément.

La loi du 5 novembre 1894 facilita aux syndicats agricoles la création de sociétés de crédit, et les syndicats répondirent à la confiance du législateur en utilisant largement les facilités et avantages que leur offrait le type créé pour eux. Une centaine de sociétés naquirent du fait de la loi nouvelle.

Mais les opérations de crédit agricole manquaient en général d'activité et d'ampleur. C'est alors qu'intervint la loi du 31 mars 1899, qui attribua au fonctionnement de ce crédit l'avance de 40 millions et la redevance annuelle consenties à l'Etat par la Banque de France comme sanction du renouvellement de son privilège. A cet effet, la loi de 1899 créa un nouvel organisme, les caisses régionales, comme dispensatrices de ces dons. Par l'initiative des sociétés et surtout des syndicats, ces banques régionales demeurèrent des institutions autonomes fondées sous certaines garanties indispensables.

Au milieu de l'année 1905, il existait en France, d'après le rapport de M. Hubert, député, sur le budget du ministère de l'agriculture pour 1906, 63 caisses régionales, 1.150 caisses locales affiliées aux précédentes et réunissant 46.000 sociétaires ; le montant des prêts consentis depuis l'application de la loi de 1899 dépassait 95 millions. L'Etat a déjà fait aux caisses régionales près de 19 millions de francs d'avances.

La Caisse régionale de l'Indre, fondée à Châteauroux le 30 novembre 1901, et dont les opérations s'étendent à tout le département, compte en ce moment (1906), 515 sociétaires. Le montant des subventions de l'Etat s'élève à ce jour à la somme de 656.000 francs. Sont affiliées à la Caisse régionale 23 caisses locales. M. le Premier Président de la Cour d'appel de Paris, Fôrichon, sénateur de l'Indre, a été l'un des principaux promoteurs dans le département des caisses de crédit mutuel agricole, et la subvention obtenue de l'Etat l'a été sous ses auspices et sa haute recommandation.

La législation relative au crédit agricole a tenté de se compléter par l'organisation du crédit sur gage mobilier.

Antérieurement à la loi du 18 juillet 1898, qui la première réglementa le warrantage des produits de l'agriculture, quelques syndicats agricoles avaient cherché à mettre un mode pratique de warranter

à la disposition des cultivateurs, notamment pour les blés, afin de les soustraire à l'obligation de vendre à tout prix dans la période consécutive de la récolte ou au moment des échéances, et de leur permettre de la sorte d'attendre des cours plus favorables. Permettre à l'agriculteur d'emprunter sur les produits agricoles ou industriels de son exploitation sans déplacer ces produits et remettre au créancier un titre représentant ce gage transmissible par voie d'endossement, tel fut le mécanisme de la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles. Cette loi a été pratiquée dans 64 départements et dans des proportions fort diverses. Un certain nombre de défauts ayant été mis en lumière, le législateur de 1906 essaya d'y remédier.

C'est ainsi que la loi du 30 avril 1906, qui a abrogé celle du 18 juillet 1898, a supprimé l'énumération limitative, et par là même toujours incomplète, qui existait des produits sur lesquels tout agriculteur pouvait emprunter ; désormais l'agriculteur peut warranter tous « les produits agricoles ou industriels de son exploitation qui ne sont pas immeubles par destination, y compris les animaux lui appartenant ». La restriction relative aux produits immeubles par destination était nécessaire et conforme à la nature des choses dans l'état de notre législation et du droit en cette matière. A l'encontre de la précédente loi, le warrantage des animaux

appartenant à l'emprunteur a été autorisé ; cette dernière et très importante extension était réclamée par tous les pays d'élevage. Après une assez longue discussion tant à la Chambre qu'au Sénat, il a été décidé que la désignation générale d'animaux comprenait le bétail, les animaux domestiques, considérés comme meubles au moment de l'emprunt.

Aux termes de l'article 520 du Code civil, les récoltes pendantes par racines et les fruits des arbres non encore cueillis sont réputés immeubles. Ces produits sur lesquels s'exerce facilement le privilège du propriétaire ou bailleur ne peuvent être warrantés que lorsqu'ils seront coupés ou détachés.

Les pailles destinées à la nourriture du bétail peuvent servir de gage, tandis que celles utilisées aux besoins de la terre, à faire du fumier, en sont exclues, parce que, ainsi que l'a dit le rapporteur de la commission de la réforme judiciaire, ces dernières pailles sont immeubles par destination.

Tout ce que la ferme contient est, d'après le Code civil, soumis au privilège du bailleur, aussi les partisans du crédit agricole ont-ils toujours combattu avec acharnement le privilège du propriétaire comme un des obstacles les plus sérieux à sa création. A notre avis, rien ne serait plus funeste que l'abolition de ce privilège. Le cultivateur, en effet, jouit d'un crédit très étendu et à meilleur compte auprès de son propriétaire que celui dont on vou-

drait le gratifier par cette suppression, et c'est précisément en vertu de ce privilège qu'il peut faire un crédit aussi avantageux. Quand les fermages sont en retard, l'article 2102 du Code civil permet au propriétaire d'en attendre le paiement sans inquiéter son fermier. Cet ajournement équivaut à de l'argent prêté et à bon compte, car l'opération se réduit plutôt à un service qu'à un prêt. Que seraient devenus les fermiers redevables de fermages arriérés, dans les temps de souffrance que nous traversons, si le privilège du propriétaire avait disparu ? Ils eussent été impitoyablement exécutés. Même en admettant la suppression du privilège du propriétaire tant désirée, la situation du cultivateur en deviendrait-elle meilleure ? Du jour au lendemain il serait à la merci du premier créancier venu, nanti ou non, et toute sécurité dans l'exploitation deviendrait illusoire. Les exigences du bailleur vis-à-vis du locataire ne feraient que croître et leurs rapports deviendraient plus difficiles, si bien que, loin d'améliorer la situation du fermier, on l'aggraverait sans que ce dernier puisse en retirer aucun avantage.

Le législateur de 1898 avait réservé au bailleur le droit de s'opposer au prêt consenti au fermier dans le cas où des termes échus lui seraient dus. Le législateur de 1906 a permis le prêt sans avis préalable au propriétaire avec le seul consentement du prêteur qui veut bien laisser primer son droit

sur le gage par les droits privilégiés du propriétaire. On a voulu, semble-t-il, donner toutes facilités au cultivateur de recourir ainsi au crédit sans dévoiler ses besoins au bailleur, et lui éviter une fin de non-recevoir qui même mal fondée pouvait lui faire renoncer à sa demande.

Afin de donner plus de garanties au prêteur sur warrant, le dépôt des produits warrantés est autorisé dans les locaux des syndicats, comices et sociétés agricoles dont l'emprunteur est adhérent, et même entre les mains de tiers désignés par les parties.

Les parties ont le droit d'établir elles-mêmes leur warrant, sans la nécessité d'intermédiaire, sauf à recourir à l'inscription sur le registre du greffier de la justice de paix pour le cas où elles veulent pouvoir l'opposer aux tiers.

La vente amiable de la marchandise warrantée est possible, mais sans pouvoir nuire aux droits du prêteur.

Le warrant, pour être transmissible, escomptable, admis dans la circulation a été en quelque sorte commercialisé.

Pour la publicité, la loi de 1906 a maintenu le droit pour tout prêteur d'obtenir au greffe de la justice de paix, avec l'autorisation de l'emprunteur, un état des warrants transcrits du chef de ce dernier ou un certificat indiquant qu'il n'existe aucune inscription.

Le warrant agricole est donc un moyen de crédit

des plus simples. Grâce à lui, la création d'un capital circulant de plus de 3 milliards est permise. En outre, comme nous l'avons dit, à l'aide du warrantage le cultivateur peut attendre que les cours soient remontés, il peut braver la surproduction, déjouer les calculs des spéculateurs et agioteurs de toute sorte. Néanmoins la loi est encore trop récente pour qu'on puisse en étudier la portée et surtout apprécier les bienfaits qu'elle a essayés de produire.

Dans le Bordelais, dans les Charentes, pour ne citer que ces contrées, le warrant est très usité. Le département de l'Indre au contraire en a fait jusqu'ici un usage des plus restreints, dans la plupart des cantons il est même demeuré à l'état de lettre morte, et ce n'est que dans quelques justices de paix qu'il nous a été possible d'en relever une trace.

Sur le point de clore l'examen de ce qui a trait au crédit agricole il nous reste à dire quelques mots sur les assurances. Il n'est pas suffisant au cultivateur pour atteindre le but qu'il se propose de vaincre les difficultés du sol, de bien soigner son bétail, d'engager et de se procurer des capitaux nécessaires à son exploitation, de faire tous ses efforts pour augmenter son produit, il doit encore mettre ses récoltes et ses animaux à l'abri de certaines éventualités qui peuvent survenir. Les plus redoutables sont l'incendie, la grêle, et la mortalité de ses bêtes.

L'assurance contre l'incendie est pour ainsi dire

obligatoire, la plupart des cultivateurs étant contraints par leur bail de s'assurer ; mais quand même cette clause n'y serait pas mentionnée, ceux-ci devraient encore s'assurer, car tout fermier est responsable de l'incendie envers son propriétaire, à moins, dit le Code civil, qu'il ne prouve que l'incendie soit arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou par vice de construction, ou bien que le feu ait été communiqué par une maison voisine.

Le propriétaire assure généralement les bâtiments afferchés contre l'incendie ; le fermier est tenu par le bail d'assurer son risque locatif, le cheptel qui lui est fourni, le bétail et les récoltes en granges, en meules et en greniers. Il semble prudent d'indiquer que cette assurance sera faite à la compagnie indiquée par le bailleur qui pourra demander au preneur la justification du paiement des primes par la représentation des quittances et se rendre compte si l'assurance est faite pour une somme suffisante pour couvrir les pertes que pourrait subir le fermier. C'est là une garantie pour le propriétaire.

Parmi les nombreuses compagnies d'assurances qui fonctionnent dans notre département, la Mutuelle de l'Indre est la plus connue et la plus répandue ; elle est dans sa soixante-dix-septième année d'existence. Le montant des valeurs mobilières et immobilières par elle assurées annuellement s'élève à plusieurs millions. Les résultats obtenus font que

les cotisations, successivement abaissées depuis la fondation au fur et à mesure de l'augmentation des fonds de réserve, sont inférieures aux primes des compagnies par actions. En dehors de la Mutuelle de l'Indre, qui fait le plus gros chiffre d'affaires, nous citerons parmi les assurances à primes fixes les plus répandues, l'Abeille, la Nationale, l'Union, la Générale, etc.

Il est tout aussi nécessaire de garantir les récoltes contre la grêle que de les assurer contre l'incendie, et cependant l'assurance des récoltes contre la grêle n'est pas très fréquente dans l'Indre. Il est des localités plus exposées que d'autres à ce fléau ; c'est au propriétaire à renseigner le fermier à ce sujet, et au besoin à exiger de lui cette assurance. Plusieurs sociétés fonctionnent dans le département, les unes mutuelles, les autres à primes fixes. L'observation démontrant que s'il y a des contrées qui ne sont jamais grêlées, d'autres le sont fort souvent, qu'arrive-t-il ? Les localités les plus éprouvées ne manquent pas de s'assurer, tandis que les cultivateurs qui ne sont que rarement atteints s'assurent peu ou mal, si bien que les risques sont pour ainsi dire prévus et, dans de telles conditions, l'assurance devient nécessairement coûteuse. Les assurances à primes fixes, ne visant que le dividende qui devra être versé à la fin de l'année aux actionnaires, se soucient fort peu d'assurer les régions souvent ravagées, ou, si elles le

font, c'est en imposant des primes élevées et des conditions rigoureuses de nature à éloigner les cultivateurs, qui reviennent généralement aux Mutuelles. Ces compagnies faisant payer un tant pour cent uniforme sur les valeurs assurées, sans augmenter la prime pour les régions les plus éprouvées, il arrive que dans les années malheureuses, elles sont obligées d'avoir recours aux fonds de réserve, d'échelonner le paiement des sinistres sur une période quinquennale représentant la durée de l'engagement du sociétaire, de manière à diviser les risques et à compenser les bonnes années avec les mauvaises. Tout en prenant ces précautions, elles sont parfois dans la nécessité d'augmenter la cotisation sans que celle-ci puisse dépasser toutefois 15 francs par 1.000 francs de valeurs assurées. L'inconvénient de cette situation, c'est de ne pouvoir indemniser les sinistres importants dans l'année même où ils se sont produits, et malheureusement le fait s'est présenté plusieurs fois dans ces dernières années. C'est ainsi que plusieurs cultivateurs, malgré les avantages de la Mutuelle, ont quitté cette assurance pour s'assurer à une compagnie à primes fixes dont le taux est certainement plus élevé, mais qui leur offre le précieux avantage d'être immédiatement remboursés.

L'assurance contre la mortalité du bétail est le triomphe de la mutualité locale ; c'est elle qui réussit le mieux à réparer ce genre de pertes. Le risque

de la mortalité des animaux ne s'assure en effet efficacement et à peu de frais que dans un rayon très limité et grâce au contrôle des assurés les uns sur les autres. Ce point est aujourd'hui bien reconnu et le développement de l'esprit d'association dans les campagnes a multiplié depuis quelques années d'une façon remarquable les institutions locales de prévoyance contre la mortalité du bétail.

Les caisses d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail ne datent en France pour la plupart que de ces dernières années, quoique l'une d'entre elles se soit fondée en 1864. Elles furent créées sur des bases diverses, les unes se référant à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats, les autres se référant à l'ancienne législation des sociétés de secours mutuels, d'autres constituées en véritables sociétés soumises à la loi de 1867. La loi du 4 juillet 1900 a dissipé toute incertitude, en plaçant ces associations sous le régime de la loi de 1884.

L'Union agricole du centre, dont le siège est à Issoudun, assure en qualité d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail. La caisse de prévoyance mutuelle du canton de Levroux a le même objet. Ce sont les principales caisses du département. Mais le mouvement d'assurance mutuelle ne fait à cet égard que de débiter dans l'Indre. Les assurances contre la mortalité du bétail profitent surtout au petit cultivateur dont les étables n'offrent pas tou-

jours l'hygiène désirable. Or dans notre département, beaucoup d'animaux ne sont point assurés ; il convient d'observer il est vrai que les taux de participation semblent relativement élevés et d'autre part que les remboursements ne sont pas intégraux. On répond toutefois à cette dernière critique que si le cultivateur se sentait absolument à l'abri de tout événement fortuit il ne tarderait pas à négliger son bétail et qu'ainsi il est bon de l'inciter à bien soigner ses bêtes par le maintien d'une perte légère.

Le service des épizooties comprend dans l'Indre 17 vétérinaires commissionnés, presque tous anciens élèves des écoles nationales. Leur contact permanent répand de plus en plus là où se pratique l'élevage du bétail les connaissances de zootechnie et de bactériologie.

CHAPITRE VI

LES ENCOURAGEMENTS ET L'ENSEIGNEMENT DE L'AGRICULTURE.

Chaque année, à la suite du Concours général agricole de Paris et des concours régionaux organisés par l'Etat et les sociétés d'agriculture dans les départements, des récompenses sont décernées aux exposants des plus beaux produits du sol, des animaux les plus remarquables et des meilleurs instruments de culture.

En outre, des primes d'honneur sont accordées, dans chaque département à tour de rôle, aux exploitations les mieux tenues appartenant tant à la grande qu'à la petite culture.

Enfin, toujours à titre d'encouragements à l'agriculture, l'Etat accorde des subventions aux sociétés agricoles, aux comices, à certaines entreprises de drainage, d'irrigation, de traitement des vignes contre le phylloxéra, etc.

Le département de l'Indre profite largement de tous ces avantages.

L'enseignement agricole, qui répand les connaissances scientifiques applicables à l'exploitation du sol et à l'élevage des animaux, est le plus puissant moyen d'impulsion que l'on ait mis au service de l'agriculture.

Dans les écoles primaires du département, des instituteurs éclairés, ayant tous les jours la vision pratique des choses, donnent aux enfants des notions agricoles, accompagnées de conseils et de démonstrations pratiques.

Les écoles pratiques d'agriculture, dont fait partie dans l'Indre celle de Clion, servent en même temps de fermes modèles et représentent des propriétés bien administrées et bien dirigées par des chefs de culture libéraux et accueillants pour la région environnante. Instituées par la loi du 30 juillet 1875, ces écoles sont destinées à recevoir les jeunes gens qui, au sortir des écoles primaires ou des collèges, désirent acquérir l'instruction professionnelle agricole ; elles tiennent le milieu entre les fermes-écoles et les écoles nationales d'agriculture, dominées par l'Institut agronomique, et leur but est de former des cultivateurs éclairés. La durée des études est de 2 ou 3 ans. Le prix de la pension varie de 450 à 600 fr. ; les départements et l'Etat entretiennent un certain nombre de boursiers, de façon à permettre aux cul-

tivateurs peu aisés d'y envoyer leurs enfants, quand ceux-ci montrent de bonnes dispositions pour l'étude.

L'école de Clion est située près du bourg du même nom, sur les confins du Berry et de la Touraine, dans le domaine de Breuil-Manson. L'installation y est parfaite, et l'on doit d'autant plus regretter le petit nombre d'élèves qui existe. Comme l'a dit Bacon, l'alliance de la science et de la pratique est indispensable pour arriver à un résultat. Aussi trouve-t-on à cette école, comme à celles du même genre, côte à côte des professeurs de technique et des chefs de pratique.

Les conférences faites par le professeur départemental d'agriculture vulgarisent parmi les cultivateurs les applications pratiques de la science. Dans le but de hâter encore cette vulgarisation, on a créé des professeurs d'arrondissements, celui de La Châtre en possède un. De nombreux champs d'expériences et de démonstration ont été organisés dans l'Indre en vue de faciliter et d'appuyer l'enseignement par l'exemple, en rendant visibles et tangibles, à tous, les résultats merveilleux que l'on peut obtenir par l'emploi des méthodes perfectionnées.

Les conférences étant le meilleur moyen de vulgariser les connaissances scientifiques chez les ruraux, les professeurs d'agriculture s'efforcent d'en multiplier le nombre dans tous les endroits du dé-

partement et de l'arrondissement. Ce nombre est assez variable, mais il peut être évalué à une bonne centaine par an sur les points les plus divers de notre département. Chaque conférence réunit en moyenne de 40 à 80 auditeurs.

Meilleurs que les conférences sont encore les champs d'expériences qui, par les résultats tangibles qu'ils mettent sous les yeux de l'agriculteur, le frappent et l'instruisent davantage que les conférences théoriques.

L'activité viticole comme celle agricole proprement dite poursuit un but parallèle. Là plus qu'ailleurs l'agriculture a besoin des secours de la science pour lutter contre des ennemis dangereux.

Signalons aussi le mouvement en faveur des cartes agronomiques.

Nous n'oublierons pas non plus le grand nombre des services rendus par les stations agronomiques, services qui augmentent de jour en jour à mesure que les agriculteurs plus familiarisés avec ces institutions tendent à en user davantage. L'une de ces stations a été fondée par la société d'agriculture de l'Indre, l'autre par l'Etat, à Châteauroux.

La station de l'Etat comprend un directeur, ingénieur agronome et chimiste expert, un préparateur et un garçon de laboratoire. Le ministère de l'agriculture a annexé à la station agronomique : 1° un laboratoire de pisciculture et de recherches ecthy-

ologiques ; 2^o un laboratoire de recherches et d'analyses pour les améliorations agricoles. La station agronomique renseigne également les agriculteurs sur toutes les questions de viticulture et d'œnologie, maladies de la vigne, vinification, maladies des vins, etc. Le but principal de la station est l'analyse des engrais. L'emploi des engrais commerciaux a pris dans le département depuis quelques années une extension des plus heureuses.

Rappelons enfin pour être complet le rôle que joue dans l'instruction agricole les sociétés et syndicats, ainsi que le service des épizooties qui touche un peu à la grande question de l'enseignement agricole.

CONCLUSIONS

Quelles conclusions devons-nous tirer en terminant ? Elles sont fort simples et peuvent s'analyser en quelques lignes.

Les points noirs qui obscurcissent l'horizon ne peuvent nous empêcher de constater les progrès réalisés par l'agriculture du département de l'Indre. Le cultivateur a rompu avec les vieux systèmes et les anciens errements d'une pratique impuissante. Le produit brut a presque doublé partout où la culture intensive a été possible. Le bétail a augmenté en nombre et en poids. Ce sont là des faits que personne ne saurait nier. Quoique lentement, la valeur du sol, la rente et les profits paraissent s'acheminer vers une augmentation générale. Et si la crise agricole persiste d'une façon indiscutable, sans qu'on puisse en prévoir ni déterminer même l'heureuse fin, il n'est pas permis de perdre confiance. On ne peut considérer la situation comme définitivement compromise quand on voit des populations comme celles du Berry faire preuve d'autant de courage et de dévouement, employer envers et contre tout de

gros capitaux et se servir avec empressement des nouvelles découvertes de la science pour lutter contre la mauvaise fortune.

Le siècle dernier a vu en France tour à tour l'invasion des blés russes, du bétail américain, des laines d'Australie, des vins d'Espagne, des sucres allemands, des farines hongroises, il a vu le phylloxéra dévaster nos vignobles et les transformer en véritables déserts. Quand même il s'est relevé, et finalement l'agriculture a triomphé des difficultés qu'elle a rencontrées sur sa route. Le XX^e siècle ne pourra être un siècle de ruine et de décadence. Voilà pourquoi, malgré les vicissitudes de l'heure présente, nous ne devons pas désespérer de l'avenir. L'histoire en mains nous savons que les temps sont précisément formés d'un mélange de prospérité et de revers, de crises et de progrès, de révolutions politiques et économiques.

Le monde agricole, affranchi des servitudes que de longs temps d'ignorance, de faiblesse et d'isolement faisaient peser sur lui, subit en outre à son tour et partout l'influence généreuse et grandissante des doctrines de solidarité humaine dont se pénètre de plus en plus la société moderne. Dans son travail souvent pénible, dans sa lutte opiniâtre, l'agriculteur a besoin d'appui, d'encouragement, d'asile, il faut savoir les lui donner.

Tu dis : « Les travailleurs de terre sont heureux !
 « Tout maintient leur santé dans sa force première,
 « Ils ont pour eux l'air pur, l'espace, la lumière... »
 Je dis moi : Pauvres gens, que n'ont-ils pas contre eux !

Dans le brouillard des prés les fauches matinales ;
 Le froid du soir qu'on prend en ramenant les foins ;
 Et le manque de vivres et le manque de soins ;
 Et l'incessant fardeau des besognes rurales.

Puis c'est le vent d'hiver qui vient les assiéger ;
 C'est le soleil d'été qui leur brûle l'échine ;
 C'est le cheval, ce sont les bœufs, c'est la machine...
 Pour eux tout est menace et tout devient danger.

Que de bons travailleurs qui ne travaillent plus,
 Jeunes, mais aussi vieux que les vieux du village ! (1).

.

(1) DÉROULEDE, *Chants du paysan*. Plaintes.

Vu :

Le Président de la thèse,
 A. SOUCHON

Vu : *le Doyen,*
 CH. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
 LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- Annuaire de l'Indre*, 1906.
Annuaire du Ministère de l'Agriculture, 1906.
BELLEFOND (de). — *Le mouton berrichon*.
Bulletin de la Société d'Agriculture de l'Indre.
Bulletin du Ministère de l'Agriculture.
CAUWÈS. — *Cours d'économie politique*.
COULET (Elie). — *Le mouvement syndical et coopératif dans l'agriculture française*.
DOMBASLE (Mathieu de). *Economie générale*, tome I du *Traité d'agriculture*.
DOP (Louis). — *Le crédit agricole*.
Enquêtes décennales agricoles de 1882 et 1892.
FAURE. *Éléments de statistique*.
FROCHOT. — *Traité de sylviculture générale*.
GASPARIN (Comte de). — *Organisation et administration de l'entreprise agricole*, tome V, du cours d'agriculture.
GIDE (Ch.). — *Principes d'Economie politique*.
— *Economie sociale*.
GRANDEAU. — *La production agricole*.
IMBART DE LA TOUR (Comte). — *La crise agricole en France et à l'étranger*.
JOANNE (P.). — *Dictionnaire géographique et administratif de la France et de ses colonies*.
Journal d'Agriculture pratique. Années 1900 à 1905.
LAVERGNE (Léonce de). *Economie rurale de la France depuis 1789*.
LECOUTEUX (Ed.). — *Cours d'Economie rurale*.
LONDET (L. A.). — *Traité d'Economie rurale*.
MÉPLAIN. — *Traité du bail à portion de fruits*.
PASSY (Hippolyte). — *Les systèmes de culture*.
PARIS. — *De l'agriculture du Gâtinais, de la Sologne et du Berry*.
RATOUIS DE LIMAY. — *Le métayage et les baux à colonage partiaire dans le département de l'Indre*.
ROCQUIGNY (Comte de). — *Les Syndicats agricoles et leur œuvre*.
SOUCHON. — *La propriété paysanne*. Etude d'économie rurale.
TOURDONNET (Comte de). — *Situation du métayage en France*.
Statistique agricole annuelle.
ZOLLA. — *Etudes d'économie rurale*.
Id. *Les questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui*.
YOUNG (Arthur). — *Voyages en France de 1787 à 1789*.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION. — Généralités. Vue d'ensemble du département de l'Indre.....	1
CHAPITRE PREMIER. — La propriété rurale.....	16
SECTION 1 ^{re} . — La terre proprement dite.....	22
SECTION 2. — Les bois et forêts.....	31
SECTION 3. — La vigne.....	37
SECTION 4. — Les étangs.....	41
CHAPITRE II. — Les modes d'exploitation.....	46
SECTION 1 ^{re} . — Le métayage.....	49
SECTION 2. — Le fermage.....	65
CHAPITRE III. — Les grands produits agricoles.....	81
SECTION 1 ^{re} . — Produits végétaux.....	83
SECTION 2. — Produits animaux.....	102
1 ^{re} catégorie. Animaux de trait.....	104
2 ^e catégorie. Animaux de rente.....	111
CHAPITRE IV. — Les salaires et les machines.....	118
CHAPITRE V. — Les associations et le crédit.....	128
CHAPITRE VI. — Les encouragements et l'enseignement de l'agriculture.....	156
CONCLUSIONS.....	163
BIBLIOGRAPHIE.....	166

ERRATUM

A la page 128, ligne 15, au lieu de *Société nationale des agriculteurs de France*, lire : *Société nationale d'agriculture de France*.

Angoulême. — Imprimerie L. COQUEMARD et Cie
